



ANDRÉ
KOULBERG

L'extrême droite
banalisée

Le **FN** et
la **SOCIÉTÉ FRANÇAISE**

les éditions
utopia

André Koulberg

Le FN
et la société
française

L'extrême
droite banalisée

Les Éditions Utopia

Collection Ruptures

Les Éditions Utopia

61, boulevard Mortier – 75020 Paris
contact@editions-utopia.org
www.editions-utopia.org
www.mouvementutopia.org

Diffusion: CED – Distribution: Daudin
© Les Éditions Utopia, mars 2017

SOMMAIRE

INTRODUCTION	7
CHAPITRE 1	
Le Front national. Programme, idées, pratiques	35
CHAPITRE 2	
Front national et extrême droite	89
CHAPITRE 3	
Front national et fascisme	131
CHAPITRE 4	
Le Front national et nous	165
CONCLUSION	
Aujourd'hui et demain	195

Pour Alice.

Tout le monde a pu lire dans différents journaux et magazines ces interviews presque identiques de citoyens en colère expliquant qu'ils ont été déçus par la droite, que, maintenant, avec le gouvernement socialiste, ils sont déçus par la gauche, alors pourquoi ne pas essayer le Front national ?

Ce livre explique pourquoi il vaut mieux ne pas essayer. Et suggère ce qui pourrait être fait pour l'éviter.

Introduction

Les succès du FN

Depuis 2012, les scores électoraux du Front national sont impressionnants. C'est probablement le fait politique majeur en France ces dernières années. Marine Le Pen obtient près de 18 % de voix au premier tour des présidentielles en avril 2012. En mars 2014, son mouvement conquiert une dizaine de mairies, dont Hénin-Beaumont au premier tour. Ensuite se produit le « séisme » des européennes où le Front national se retrouve en tête avec presque 25 % des voix et 24 députés élus au Parlement européen (contre 6,34 % de voix et 3 députés en 2009). Puis deux élus entrent au Sénat en septembre 2014. Aux départementales de mars 2015, le parti de Marine Le Pen réalise de nouveau un score d'environ 25 % des voix au premier tour et fait élire au final 62 conseillers départementaux. Il n'obtient pas les présidences de département qu'il espérait et beaucoup, dont le Premier ministre, ont exprimé un certain soulagement (« Battu mais content » titre le journal *Libération* le lendemain¹). Mais cela prouve surtout que l'on

1. *Libération*, 30 mars 2015, avec en couverture la photo de Manuel Valls.

s'est habitué à ces chiffres extrêmement élevés, au point de considérer comme un quasi-échec l'obtention d'un score qui, il y a quelques années, nous aurait épouvantés. Enfin, aux élections régionales de décembre 2015, même s'il ne parvient pas à remporter de présidences de région, le FN obtient des scores historiques (au 1^{er} tour Marion Maréchal Le Pen obtient 40,55 % en région PACA, Marine Le Pen 40,64 % au Nord-Pas-De-Calais Picardie, devançant largement leurs adversaires).

Ces résultats confirment les enquêtes d'opinion qui, depuis 2012, s'accumulent et révèlent chaque fois que le « Front national se banalise¹ ».

Cette cascade de résultats imposants interpelle. Avec de tels scores, la prise du pouvoir par le Front national fait partie des possibles. Elle n'est aucunement inéluctable, ni probable à court terme, mais envisageable, et c'est déjà énorme.

Ce constat ne peut qu'être renforcé pour peu qu'on prenne en considération le contexte dans lequel il s'inscrit : non seulement une période de chômage de masse, mais aussi un moment où le discrédit de la

1. *Le Monde*, 13 janvier 2012, à partir d'une enquête TNS Sofres qui établit notamment que l'adhésion aux idées défendues par le Front national est passée de 22 à 31 % de janvier 2011 à janvier 2012. Abel Mestre, « Près d'un tiers des Français sont d'accord avec les idées du FN ». La même enquête, réalisée à nouveau en 2013, établit que de 2010 à 2013, le pourcentage des personnes interrogées se disant « d'accord avec les idées défendues par le Front national » est passé de 18 à 32 %, cité par Pascal Perrineau, *La France au Front. Essai sur l'avenir du Front national*, Fayard, 2014, p. 73. Enfin, la même enquête réalisée en 2015 confirme encore une fois que « Le FN est devenu moins à part, moins infréquentable » selon l'expression d'Emmanuel Rivière, directeur du département stratégie d'opinion de TNS Sofres interrogé par Abel Mestre, *Le Monde*, 14 février 2015.

classe politique s'est élevé à des sommets, comme le démontrent régulièrement les taux élevés de l'abstention.

La crise est là et les équipes dirigeantes (la droite minée par les « affaires » et ses divisions, la gauche au pouvoir, déconsidérée par ses promesses non tenues et ses valeurs socialistes trahies)¹, semblent incapables d'y faire face.

L'extrême droite, depuis qu'elle existe, n'a peut-être jamais été à ce point fréquentable et connu une conjoncture aussi favorable pour prendre le pouvoir par les urnes.

Impuissance et sidération

Devant une telle situation, on s'attendrait à ce que les résistances et les initiatives se multiplient. Or, c'est la singularité de cette période, il ne se passe rien, du moins rien à l'échelle des urgences de l'heure. Aux présidentielles de 2002, lorsque Jean-Marie Le Pen s'est qualifié pour le deuxième tour devant Lionel Jospin, la réaction a été à la hauteur de l'événement. Près d'un million de personnes ont défilé dans la rue contre le Front national. Les militants frontistes en ont été profondément et durablement traumatisés². Aujourd'hui, le Front national culmine à des sommets jamais inégalés sans aucune réaction notable. Comme le dit une militante de gauche : « On dit tous que la catastrophe est là mais on ne fait rien³. » On ne peut mieux dire. On assiste ces

1. Dont témoigne par exemple Laurent Mauduit, *A tous ceux qui ne se résignent pas à la débâcle qui vient*, Don Quichotte, Seuil, 2014.

2. Valérie Igounet, *Le Front national de 1972 à nos jours. Le parti, les hommes, les idées*, Seuil, 2014, p. 365-366.

3. Danièle Obono, ancienne porte-parole du Parti de gauche, interviewée par la journaliste de Mediapart, Marine Turchi, « Face au FN, des répliques sans stratégie commune », *in*

dernières années, face au Front national, à une sorte de sidération. Les nouvelles alarmantes s'accumulent et chacun regarde la menace se réaliser comme s'il n'était qu'un spectateur. Un spectateur impuissant.

Des résistances, leurs limites

En fait, malgré ce sentiment d'impuissance généralisée, il ne se passe pas absolument rien.

Des collectifs de vigilance anti-FN se sont constitués dans la plupart des villes (arrondissement à Marseille) conquises en 2014 par le Front national¹. Des études et des enquêtes à son sujet se succèdent sans arrêt. Enfin, un nombre non négligeable d'électeurs est encore capable de se mobiliser pour empêcher l'élection de candidats FN. Cela s'est vérifié très clairement au deuxième tour des élections départementales où l'on a assisté à un véritable sursaut² qui n'a pas permis au Front national de réaliser les scores qu'une projection des résultats des premiers tours lui permettait d'espérer. Sursaut réédité au second tour des régionales en décembre 2015³. On a même pu parler d'un « plafond de verre » auquel il se heurterait⁴.

Mediapart, *Qu'ont-ils fait de nos espoirs ? Faits et gestes de la présidence Hollande*, Don Quichotte, Seuil, 2015, p. 306.

1. *Ibid.*

2. Un « sursaut de participation » dans la plupart des départements qui risquaient de basculer en faveur du FN, et des reports de voix significatifs entre les deux tours pour empêcher des candidats frontistes d'être élus. Analyse des résultats du second tour dans *Le Monde* du 31 mars 2015.

3. De nouveau un « sursaut de participation » qui a contribué à priver le FN de présidence de région, *Le Monde* 15 décembre 2015.

4. *Le Monde*, 31 mars 2015.

Tout cela existe, effectivement, et fournit des pistes pour l'avenir, mais dans l'état actuel des choses, ce n'est pas du tout suffisant pour neutraliser la dynamique FN.

L'action des comités de vigilance locaux est certes indispensable pour combattre les mesures attentatoires aux libertés (à l'égalité, la fraternité) prises par les élus FN, mais elle reste souvent cantonnée aux cercles militants et peu médiatisée (ceci contribuant à cela).

Les articles et ouvrages consacrés au Front national se multiplient, mais se limitent le plus souvent à l'aspect le plus factuel et simplement narratif et au plus visible¹. Combien de journalistes laissent Marine Le Pen dire des énormités sans réagir, non par sympathie pour elle, mais parce que, visiblement, ils ne connaissent pas grand-chose au problème évoqué et aux positions véritables du Front national.

Enfin, le sursaut des électeurs du second tour est rassurant, mais sera-t-il durable ?

Ceux qui se forcent à voter au second tour pour l'adversaire du Front national alors qu'au premier tour ils ont voulu exprimer tout autre chose (le rejet de la classe politique, le rejet de ce candidat et de son parti) doivent avoir des motivations fortes pour persévérer dans cette

1. La multiplication des livres consacrés à la famille Le Pen, à leur entourage, aux grands événements qui ont scandé la vie du parti peut être considérée comme un symptôme de ce mode essentiellement descriptif. L'ouvrage de l'historienne Valérie Igounet déjà cité *Le Front national de 1972 à nos jours. Le parti, les hommes, les idées*, malgré le sérieux de l'enquête, laisse lui-même le lecteur sur sa faim. La compréhension des faits qu'elle relate peut-elle faire l'économie d'une analyse des interactions entre le parti frontiste et la société française ? Comment comprendre ses « idées » sans rentrer ne serait-ce qu'un peu dans leur histoire (qui ne commence pas en 1972) ? L'histoire de la bataille de Bouvines n'est-elle que le récit de cette bataille ? L'histoire de Philippe II le récit de son règne ? L'histoire de Saint Louis le récit de sa vie ?

attitude. Et cette conviction devient très difficile à tenir si l'image de ce parti se banalise, si s'estompent dans les consciences sa singularité, son extrémisme... les raisons impératives pour lesquelles il faudrait lui barrer la route du pouvoir. Or, tout ceci se passe dans un environnement, un état de la culture française, depuis 2012, étonnamment accueillant aux idées défendues par le FN, acceptant au-delà du raisonnable l'image que Marine Le Pen a construite d'elle-même et de son parti : fréquentable.

Banalisation

Marine Le Pen a un mot pour désigner cet infléchissement du discours qui prend pour argent comptant ses déclarations de foi républicaines, laïques, etc. Elle nomme cela la « dédiabolisation¹ ». Ce terme repris sans malice par de nombreux commentateurs² n'est pas un terme indifférent choisi par hasard, il correspond parfaitement à l'interprétation que veut donner Marine Le Pen à cet infléchissement. Le Front national a été diabolisé, c'est-à-dire trop critiqué, critiqué indûment. Aujourd'hui, cette critique excessive a cessé en grande partie de s'exercer, il est donc « dédiabolisé », reconnu pour ce qu'il est, « républicain », respectueux des droits de l'homme, etc.

Cette réécriture fort arrangeante de l'histoire inscrite dans la « dédiabolisation », bien dans le style frontiste (l'extrémisme condamnable ne serait pas dans leurs pratiques et leurs discours, mais dans les critiques qui

1. Caroline Monnet, Abel Mestre, *Le système Le Pen. Enquête sur les réseaux du Front national*, Denoël, 2011, p. 17.

2. Aussi par des experts plus avertis. Pierre-André Taguieff y voit si peu à redire qu'il y fait référence dans le titre d'un de ses derniers livres, *Du diable en politique. Réflexion sur l'antilepénisme ordinaire*, CNRS Éditions, 2014.

leur sont adressées¹), met en lumière le souci majeur de Marine Le Pen et de son équipe : non de changer le fond, sinon ils reconnaîtraient leurs erreurs passées, mais de lisser leur image, la rendre acceptable au plus grand nombre.

Ils y parviennent aujourd'hui dans un environnement qui se prête au jeu avec de moins en moins de réticence.

Si nous n'appelons pas ce phénomène général « dédiablement », comment le nommer ? Un mot existe déjà : la banalisation. Mais il faut préciser son sens.

Qu'est-ce que la banalisation ?

Pour le comprendre analysons un exemple historique extrême.

On sait que la première extermination massive à laquelle se livrèrent les nazis ne concernait pas encore les Juifs, mais des malades mentaux (ainsi que des handicapés, des épileptiques, des tuberculeux, des « inaptes au travail », des « asociaux² »...). Si certains dignitaires religieux, et en tout premier lieu l'évêque de Münster, von Galen, dénoncèrent avec force ces assassinats, ce fut loin d'être le cas d'une grande partie de la population allemande. L'enquête historique de Götz Aly révèle au contraire que « la plupart des familles » elles-mêmes « s'accommodèrent (...) sans poser trop de questions de la mort d'êtres chers qui étaient souvent difficiles et accaparaient énergie et attention³ ».

1. Voir l'analyse de la pratique du retournement dans le chapitre suivant.

2. Götz Aly, *Les anormaux*, Flammarion, 2014, 1^{re} éd. allemande, 2013.

3. *Ibid.*, p. 33.

Comment se fait-il que ce crime de masse (plus de 70 000 personnes assassinées de janvier 1940 à août 1941; 200 000 personnes de 1939 à 1945), qui horrifie aujourd'hui, ait pu se commettre sans plus de réactions? Parmi les éléments de réponse fournis par les historiens, celle-ci, déterminante: l'idée d'euthanasier diverses catégories de la population était devenue banale, elle ne choquait presque plus personne.

Tout un vocabulaire déshumanisant s'était imposé dans le débat public, on parlait d'« existences superflues », d'êtres « semi-humains », d'« êtres avariés », d'« esprits morts », d'« enveloppes humaines vides¹ »... En 1920, deux sommités, le psychiatre Alfred Hoche et le juriste Karl Binding publient un livre dont le titre est tout un programme²: « Libéralisation de la destruction des vies qui ne valent pas d'être vécues: dans quelle mesure et sous quelle forme? ». La peur de la dégénérescence, le développement des idées eugénistes, le combat démographique, la biologisation des problèmes sociaux depuis la fin du XIX^e siècle³... de nombreux facteurs expliquent cette accoutumance à des idées meurtrières. Elles étaient devenues ordinaires. Tout le monde ne les partageait pas, mais elles représentaient des possibles parmi d'autres. Essayer de tuer des catégories entières d'individus n'était plus un interdit majeur dont la transgression serait immédiatement perçue comme un crime, mais une hypothèse dont on pouvait débattre parmi d'autres hypothèses.

1. Willi Dressen « L'élimination des malades mentaux », p. 246, in François Bédarida (dir.), *La politique d'extermination*, Albin Michel, 1989.

2. Götz Aly, *Les anormaux*, p. 21.

3. Sur toutes ces évolutions: Paul Weindling, *L'hygiène de la race I. Hygiène raciale et eugénisme médical en Allemagne, 1870-1933*, La Découverte, 1998.

Outre le vocabulaire négateur d'humanité employé à propos des « vies indignes de vivre » circulant très largement des nationaux socialistes à certains médecins socialistes¹, de nombreux exemples révèlent cette accoutumance incroyable. Attardons-nous sur l'un d'entre eux : la célèbre enquête effectuée par Oswald Meltzer.

Dans cette enquête, le directeur d'asile d'enfants arriérés Meltzer questionnait des parents d'enfants handicapés pour savoir s'ils consentiraient « à un abrègement indolore de la vie de (leur) enfant » dès lors qu'il serait déclaré incurable. Ni lors de l'enquête (en 1920), ni lors de sa publication (en 1925), quelqu'un ne semble avoir été choqué par le fait qu'on pose de telles questions. Envisager l'assassinat de milliers d'enfants, et du sien propre ne suscitait aucun scandale. Cela relevait du débat d'opinion. Certains sont pour, d'autres contre...

Cet exemple extrême met en pleine lumière ce qu'est la banalisation : non pas un consensus au sujet d'une opinion ou d'un acte, mais une habitude, un accommodement qui émousse notre conscience critique et notre capacité d'indignation morale, au point que les dérives les plus graves ne suscitent plus chez nous de sursaut à la mesure du scandale qui explose, pourtant, devant nous. Il n'y a plus de scandale. Nous ne sommes peut-être pas d'accord, mais nous ne sortons pas de notre torpeur éthique. Nous ne percevons plus l'urgence vitale à réagir.

Quand un tel engourdissement éthique s'installe, les valeurs elles-mêmes vacillent. L'enquête de Meltzer révèle que 73 % des parents interrogés répondent qu'ils consentiraient à ce qu'on « abrège la vie » de leur enfant².

1. Götz Aly, *Les anormaux*, p. 24.

2. *Ibid.*, p. 28.

Toutes proportions gardées (il n'est pas question de meurtres de masse au FN), ne nous trouvons-nous pas aujourd'hui aussi dans une atmosphère inhibante du point de vue éthique, découvrant mois après mois, années après années, des propos et des projets (sur les « assistés », les « immigrés », les Roms...) moralement inacceptables qui s'installent dans le paysage. On en débat comme d'idées ordinaires, on compte les pour et les contre. Pendant ce temps, des milliers de réfugiés se noient en Méditerranée sans susciter non plus de réactions sortant du débat politique ordinaire.

Le Front national, lui-même, bien au-delà de son électorat et de ses adhérents, s'est banalisé dans le paysage politique et a considérablement élargi le pourcentage de personnes qui, sans être forcément d'accord avec lui, le trouve aujourd'hui fréquentable. C'est exactement ce que disent les sondages du *Monde* que nous avons cité ci-dessus. C'est exactement ce contre quoi ont réagi, Edwy Plenel dans son ouvrage *Pour les Musulmans*¹ répondant à la banalisation des discours antimusulmans, et, sur une thématique plus large, le célèbre *Indignez-vous* de Stéphane Hessel. De grandes voix qui ont eu une forte résonance, certainement parce qu'elles réagissaient à cette acceptation généralisée de l'inacceptable. Une évolution générale dont on trouve à peu près partout des traces.

Un parti devenu (presque) respectable

Le premier axe concerne Marine Le Pen et son parti. Depuis 2011, celle-ci s'efforce à tout prix de changer l'image négative de son mouvement héritée de son père. Ses odes à la république, à la laïcité, son style différent (proscrivant, sauf exceptions, les outrances verbales),

1. La Découverte, 2014.

etc. ont très vite convaincu la plupart des commentateurs qui se sont mis aussitôt à parler de la transformation du Front national comme d'un fait avéré. À l'exemple de Daniel Cohn-Bendit, affirmant dès le lendemain du congrès où Marine Le Pen a été élue présidente : « Elle est donc plus dans le populisme que dans le fascisme de son père. C'est une autre génération¹. » C'est le même genre d'évidences que les journalistes Pascale Krémer et Catherine Rollot recueillent auprès de jeunes en terminale professionnelle à Reims. Marine Le Pen serait « un peu plus soft » que son père, certains se mettant à dire que « ce parti a peut-être plus d'idées que les autres pour sortir la France de la merde² ». L'évidence d'une rupture entre le père et la fille Le Pen pénètre même dans le domaine littéraire. « Le père, Jean-Marie Le Pen, faisait encore le lien avec la tradition d'extrême droite française », Drumont et Maurras faisaient « partie de son horizon mental. Pour la fille, évidemment, ça ne veut plus rien dire du tout³ ». Évidemment...

Daniel Schneidermann a analysé ce même mode de pensée dans les milieux médiatiques⁴. D'autres, plus prudents, comme le philosophe Jacob Rogozinski, considèrent qu'« il est sans doute trop tôt pour savoir s'il s'agit simplement d'une référence superficielle ou bien d'une mutation qui pourrait transformer (le Front national) en profondeur » à la façon de l'Alliance nationale en Italie, « un parti de gouvernement inséré dans le jeu démocratique⁵ ». En fait, l'auteur s'est déjà

1. *Le Monde*, 18 janvier 2011.

2. *Le Monde*, 1^{er} juin 2014, « Cette jeunesse que le Front national n'effraie pas ».

3. Michel Houellebecq, *Soumission*, Flammarion, 2015, p. 103.

4. « Le fantasme d'une Le Pen fréquentable », *Libération*, 16 juin 2014.

5. « Contre la théorie du complot », *Le Monde*, 13 avril 2014.

beaucoup avancé sans, semble-t-il, s'en rendre compte. Marine Le Pen, contrairement à son père, n'aurait donc encore rien dit, rien fait, qui la distingue d'un parti démocratique ! Notre philosophe n'aurait qu'à lire son programme pour avoir quelques éléments de réponse. En attendant, par la position attentiste de celui qui n'a encore rien vu, il conforte l'image démocratique du parti frontiste, image que celui-ci cherche à instaurer. Bien imprudemment.

Cécile Alduy et Stéphane Wahnich ont démontré, par une étude serrée à base linguistique, que derrière la façade du nouveau style et du nouveau langage, le fond radical et fort peu démocratique du Front national traditionnel, celui du père, subsiste chez sa fille¹. Cette mutation est, pour l'essentiel, un miroir aux alouettes construit avec tous les artifices qu'offre la propagande. Une propagande qui a étonnamment réussi. « Cette bataille culturelle », commentent Caroline Monnot et Abel Mestre qui ne sont pas dupes², « est en passe d'être gagnée par la présidente du FN³ ».

Les commentateurs non spécialistes de ces questions ont malgré tout quelques excuses de s'être fait piéger par les artifices lepénistes et d'accorder foi à leurs bonnes manières, car l'exemple vient de haut. Pierre-André Taguieff, l'expert certainement le plus reconnu en France de ces questions, ne fait pas mieux. « Le discours du Front national, sous l'impulsion de Marine Le Pen, s'est donc à la fois républicanisé, en intégrant la défense de la laïcité et du service public, et gau-chisé, voire discrètement "marxisé" par des emprunts

1. *Marine Le Pen prise aux mots. Décryptage du nouveau discours frontiste*, Seuil, 2015.

2. Ainsi que Valérie Igounet qui décrit, minutieusement, cette fabrication d'une image respectable, *Le Front national*, p. 34 et suiv.

3. *Le système Le Pen*, p. 19 et 153.

à l'anticapitalisme révolutionnaire et à la tradition ouvriériste, même si dans sa rhétorique, le "peuple" a remplacé le "prolétariat". » Et, citant Marine Le Pen, « Je ne suis ni de droite ni de gauche, je suis de France. » Taguieff ajoute « La formule n'est pas neuve. Mais sa référence historique est désormais le gaullisme plutôt que le maurrassisme¹. » Ce qui gêne dans cette interprétation, c'est qu'elle se contente de répéter ce que Marine Le Pen et son équipe disent d'eux-mêmes. Nous apprenons que Marine Le Pen défend « avec véhémence le principe de laïcité² » mais s'agit-il de la laïcité au sens où nous l'entendons depuis un siècle ou son contraire ? « Marine Le Pen se présente en garante de la pérennité des "valeurs" de notre République³ », mais défend-elle ces valeurs réellement ? Et si « À prendre à la lettre certains de ses discours de l'année 2011 » où « elle prêche pour plus d'égalité et de justice », on peut la rapprocher des altermondialistes (dont l'argumentaire aurait été nationalisé⁴...), qu'en est-il si on ne prend pas ce discours à la lettre, qu'on le met en rapport avec d'autres affirmations, contradictoires, qu'on trouve aussi dans ses dits et écrits⁵ ? Quelle que soit la réponse à ces questions, il faut reconnaître que le travail critique n'a pas été effectué. Étonnamment, Taguieff, qui sait très bien faire la critique d'un discours, même l'hypercritique, ne

1. *La revanche du nationalisme. Néopopulistes et xénophobes à l'assaut de l'Europe*, PUF, 2015, p. 132.

2. *Ibid.*, p. 126.

3. *Ibid.*

4. *Le nouveau national-populisme*, CNRS Éditions, 2012, p. 27-28.

5. Si l'on examine le choix de citations effectué par Taguieff, par exemple sur le programme économique frontiste, on se rend compte que sont sélectionnées les citations illustrant le gauchisme ou « marxisme » présumé du FN et que sont oubliés les éléments qui risquent de contredire cette interprétation. Voir le chapitre 1.

la fait pas ici. Le théâtre séduisant de la présidente du Front national n'est pas questionné, mais reproduit.

Et c'est devenu une veine inépuisable. « Là se rencontre la véritable métamorphose du Front national » affirme Alain Duhamel, « xénophobe, nationaliste comme toujours, mais subitement gauchiste en matière économique. D'où, d'ailleurs, l'enthousiasme exubérant avec lequel Marine Le Pen a salué la victoire de Syriza en Grèce, et la sympathie avec laquelle elle regarde Podemos en Espagne¹ ».

Marine Le Pen ne cesse de répéter, aussi, qu'elle n'est pas raciste. Elle n'aura bientôt plus besoin de le faire. S'est-on rendu compte qu'il n'est quasiment plus jamais question de racisme à propos d'un parti qui attribue aux « immigrés » (ou « issus de ») la plupart des problèmes de la France, les couvre constamment d'opprobre et poursuit cette vindicte sur des générations ? Il est question à la rigueur de « nativisme » ou de xénophobie, mais de racisme, non point.

Dans ces conditions, on imagine aisément qu'associer en quoi que ce soit ce parti au fascisme revient quasiment à dire un gros mot. Ceux qui savent, les spécialistes, balaient généralement ce naïf archaïsme d'un revers de plume².

Et c'est loin d'être le seul péché dont Marine Le Pen est proprement lavée à partir de 2011-2012. Jean-Luc Bennahmias, tout en accusant Marine Le Pen d'un double discours, est catégorique : « Il est impossible de la coincer sur le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie. Il n'y a rien³. » N'est-ce pas prendre un peu vite pour argent comptant le discours de légitimation de la présidente frontiste ?

1. *Libération*, 16 avril 2015, « La nouvelle extrême droite ».

2. Voir chapitre 2.

3. *Le Monde*, 18 janvier 2011.

Ainsi, non seulement celle-ci, omniprésente sur les ondes, a tout loisir de policer son image de républicaine laïque plus du tout raciste et avant tout soucieuse du petit peuple, mais elle est aidée dans cette tâche par la majorité des journalistes, des hommes politiques, essayistes et commentateurs divers qui n'ont fait que décrire ce qui est le plus visible et se sont laissés prendre à son jeu. Évidemment, ce n'est pas le cas de tous, mais que pèse par exemple le petit livre suggestif de Luc Boltanski et Arnaud Esquerre, *Vers l'extrême extension des domaines de la droite*¹, opérant une analyse des termes qui circulent dans ces débats : « peuple », « identité », « bobos », ou l'analyse approfondie de Cécile Alduy et Stéphane Wahnich, déjà citée², face au tintamarre des commentaires peu ou pas critiques³ ?

Des idées devenues banales

Ce n'est pas seulement le Front national en tant que parti qui est banalisé, mais tout autant ses idées.

Avant chaque élection, on sait maintenant qu'on assistera à des débordements d'un certain nombre de

1. Éditions Dehors 2014.

2. *Marine Le Pen prise aux mots*. Signalons aussi l'investigation critique des journalistes consciencieux pour établir les faits sans se laisser guider par la présentation qu'en fait le FN, indispensable, et qui leur vaudra, à l'exemple de Marine Turchi de Mediapart, d'être poursuivis par la vindicte de ce parti « républicain ».

3. En 2015 paraît, sous la direction de Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer, un ouvrage ambitieux : *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Presses de Sciences Po, où l'on trouve un certain nombre d'articles critiques clairement démystificateurs, mais, signe des temps, ils ne le sont pas tous. L'article de Gilles Ivaldi, par exemple : « Du néolibéralisme au social-populisme ? », accrédite un peu vite l'idée selon laquelle le programme économique du FN serait devenu un programme de gauche.

leaders politiques contre les musulmans, les « immigrés », surtout à droite mais pas exclusivement. En 2015, cela n'a pas manqué. Juste avant les départementales de mars 2015, Nicolas Sarkozy, récidiviste obstiné en la matière, a commencé par informer tous les médias que, désormais, il prônait « l'assimilation » et non « l'intégration », puis un peu plus tard, il a affirmé son opposition au repas de substitution dans les cantines scolaires. D'où lui viennent ces idées ? Du Front national.

L'assimilation et non l'intégration est un des chevaux de bataille du FN et c'est un maire FN (Simonpieri à Marignane), qui le premier, en 1995, a décidé de supprimer les menus spéciaux dans les cantines. Par son suivisme, reprenant constamment les idées et le vocabulaire FN, Nicolas Sarkozy est devenu un des principaux propagandistes de leur langage et de leur mode de pensée.

On remarquera que ce suivisme ne l'a aucunement disqualifié pour diriger le principal parti de droite et se destiner, à nouveau, à occuper les plus hautes fonctions de l'État. Ce seul exemple suffirait à suggérer que la connivence idéologique avec le Front national n'a plus rien d'un tabou. Nicolas Sarkozy n'est que la partie la plus visible de l'iceberg. D'innombrables petits Sarkozy récupèrent le vocabulaire et les thèmes du Front national. Savent-ils ce qu'ils font ?

Fort heureusement, des journalistes, des intellectuels, des militants dénoncent ces procédés¹. C'est le premier niveau de la critique. Mais le premier seulement, car, par exemple, le terme d'« assimilation » n'a pas été déconstruit, explicité. Il a gardé toute sa charge destructrice des altérités, du pluralisme, de la tolérance...

1. Par exemple, *Le Monde*, 13 février 2015, « Nicolas Sarkozy veut lancer un débat sur l'Islam », *Libération*, 20 mars 2015, « Laïcité punitive de Sarkozy », etc.

comme une grenade (sémantique) dégoupillée qu'on aurait introduite dans l'espace public sans la désamorcer.

Désamorcer, ici, c'est déjà comprendre tout ce qu'implique cette notion. Elle a une longue histoire juridique et administrative¹, mais c'est aussi (non sans lien avec cette dernière) un concept clé de l'extrême droite, depuis Maurras. C'est ce concept que Sarkozy a importé, le liant à la question identitaire. L'assimilation associée aux préoccupations identitaires n'est pas juste une version exigeante de l'intégration; nous étudierons (chapitre 2) la façon dont elle organise toute une conception des relations humaines dévastatrices du point de vue des valeurs démocratiques.

La banalisation ne concerne pas seulement l'emprunt, par de nombreux acteurs, de termes frontistes, les transformant en notions ordinaires du débat politique, mais aussi et plus profondément l'incapacité à évaluer ce que signifient plus précisément ces emprunts. Ils ne sont pas transparents, ils demandent à être analysés, restitués dans leur contexte et leur histoire pour rendre intelligible le complexe de sens dont ils sont investis. C'est seulement par cette exigence d'analyse en profondeur que l'on parviendra à déconstruire la mythologie séduisante que Marine Le Pen, et ses nombreux imitateurs, ne cessent d'activer.

Donnons-en un exemple avec « le Français de souche ».

Les vrais Français et les autres. Trois livres à succès en parlent.

La connivence avec les thèses ou la vision du monde FN est loin de se limiter au monde politique. S'il est fait

1. Abdellali Hajjat, *Les frontières de l'« identité nationale »*, La Découverte, 2012.

le tour des livres dont on a le plus parlé ces dernières années, les ouvrages qui ont été au centre des débats, l'objet de très nombreux articles et commentaires, on trouve, mis à part *Le capital au XXI^e siècle* de Thomas Piketty, *Le suicide français* d'Eric Zemmour¹, *L'identité malheureuse* d'Alain Finkielkraut² et *Soumission* de Michel Houellebecq déjà cité : deux essais politiques et un roman. Les deux essais sont des sortes de concentrés des thématiques les plus classiques (les plus écoulées) de l'extrême droite, de l'obsession identitaire à la déploration d'une fatale décadence ; le roman de Houellebecq, mettant en scène des musulmans prenant le pouvoir en France et imposant leurs coutumes étrangères, n'échappe pas, lui non plus à cette fantasmagorie³.

Tous ces ouvrages prennent pour cible la même population : « les populations arabo-africaines » (p. 453), « les immigrés » (p. 454), « les jeunes banlieusards issus de l'immigration » (p. 469), « les jeunes "rebeus" à l'identité musulmane farouche » (p. 496), « des hordes de garçons venus de banlieues » (p. 498), « les banlieues françaises » (« désormais homogènes ethniquement et religieusement », p. 501)... pour Zemmour ; « l'immigration », p. 115, « l'élève d'un lycée professionnel » dans un « quartier sensible » (p. 117), les « élèves issus de l'immigration » (p. 118), les « nouveaux arrivants » (p. 134), « un islamiste » (p. 190)... pour

1. Albin Michel, 2014.

2. Stock, 2013.

3. Ce que Zemmour et Finkielkraut expriment sous forme d'opinions, Houellebecq le transforme en récit qui réintroduit les peurs, le vocabulaire, la vision du monde de l'extrême droite. Là où d'autres dénoncent « l'islamisation de la France », lui, la met en scène. Là où d'autres imaginent des races ou des ethnies intangibles, lui, décrit des groupes d'« Arabes et Français mélangés » (p. 235), parlant un langage à l'intérieur duquel les Arabes ne sont évidemment pas Français, etc.

Finkielkraut; « trois types d'une vingtaine d'années, deux Arabes et un Noir » (p. 32), « deux filles d'origine maghrébine (...) vêtues d'une burqa noire » (p. 33), « les immigrés musulmans » (p. 55), les « musulmans » « salafistes » ou « modérés » (p. 142 et 154), des « Arabes » (p. 235), « l'Islam » (p. 271)... pour Houellebecq. Sous ces divers noms c'est le même personnage (« arabo-africain », pour reprendre la première caractérisation de Zemmour) que le lecteur d'aujourd'hui, constamment confronté à ces qualificatifs, sait reconnaître immédiatement. Il représente l'autre, l'étranger. Il est l'opposé des divers « nous ». Aux « banlieues françaises » s'opposent « les classes populaires » blanches (Zemmour, p. 501); aux « immigrés », « les valeurs de la France » (« qu'ils rejettent », Zemmour p. 454); aux « nouveaux arrivants », les « autochtones » (Finkielkraut, p. 135); aux « immigrés musulmans », « les populations autochtones d'Europe occidentale » (Houellebecq, p. 55).

L'altérité radicale de ces « autres » est donc établie par leur opposition à une population autochtone totalement distincte et totalement opposée, incarnant la vraie France. Mais cette distinction et cette opposition se heurtent à une difficulté: elles subsistent malgré l'acquisition de la nationalité française et la vie en France sur une longue durée (ceux que l'on continue à qualifier « d'issus de l'immigration »). Qu'est-ce qui permet de distinguer ces Français les uns des autres ?

C'est là qu'intervient le concept miraculeux qui règle la question: le Français de souche, associé à un héritage que Zemmour aime à imaginer millénaire (« un héritage que nous avons bazarde en quarante ans », p. 526), et issu de la France profonde (Aimé Jacquet et Didier Deschamps, deux « Français de souche », sont de « purs produits de cette France rurale et ouvrière, qui agissent comme l'avaient fait leurs ancêtres ouvriers et paysans... », p. 427). Associé au fait d'être issu d'une

« vieille famille française » par Finkelkraut (p. 134 ; 125) et opposé aux « jeunes Français issus de l'immigration musulmane » chez Houellebecq (p. 273), ce terme très prisé permet de tracer une séparation évidente entre les Français de toujours incarnant l'essence française et les « issus de l'immigration » qui ne peuvent se prévaloir de cette francité séculaire et même millénaire.

Le Français de souche

Zemmour nous sommant de revenir à notre héritage véritablement français, celui notamment de Descartes, au lieu de nous égarer en direction de cultures étrangères (p. 482), nous allons sans tarder obéir à l'injonction et suivre l'exemple de l'illustre philosophe qui, plutôt que croire, aimait à questionner les miracles¹.

Questionnons ce miracle du Français de souche. Pour cela, il nous faut revenir non à l'évidence dont partent nos trois auteurs mais à l'extrême droite, car le Français de souche en est directement issu. L'évidence a été forgée.

On trouve ce concept déjà chez Drumont. Celui-ci veut justement conférer un statut d'évidence à l'opposition d'essence qui existerait entre (vrais) Français et Juifs, même lorsque ceux-ci ont la nationalité française depuis longtemps. Les stéréotypes négatifs attribués constamment aux Juifs n'y suffisent pas. Pour exhiber la différence juive, il faut camper en face une image incontestable de Français totalement indemne de toute caractérisation ou origine étrangère. « Prenez un grand seigneur, un paysan, un ouvrier de souche vraiment française, vous trouverez chez tous, dans des conditions diverses, cette distinction de sentiments, ce don inné de

1. Par exemple, lettre de Descartes à la princesse Élisabeth du 10 octobre 1646.

la sociabilité qui caractérise l'Aryen, cette préoccupation de se faire respecter mais de ne pas choquer son prochain. Rien de semblable chez le Juif¹... »

La souche se révèle ici un concept particulièrement efficace. Elle fait apparaître la différence entre Français et Juif comme une différence d'origine².

Une souche est ce qui reste d'un arbre coupé, mais désigne aussi la racine et le pied d'une plante. Dès le départ, elle est donc vouée à réaliser une essence d'arbre particulière (une souche de vigne ne deviendra pas un peuplier), elle est ancrée dans un sol particulier auquel elle reste nécessairement attachée, elle restera aussi séparée des autres arbres, et même s'il y a un contact avec d'autres plantes, celles-ci n'altéreront pas son identité... Tous ces éléments permettent de penser une population française homogène (provenant toute de la même souche), formée à l'origine par un sol français et conservant de génération en génération jusqu'à aujourd'hui la même essence originelle, totalement séparée de celle des autres. La métaphore de la souche donne une assise à l'imaginaire du vrai Français tel que Drumont le conçoit.

C'est déjà beaucoup, mais pour comprendre complètement le rôle de cette métaphore dans les doctrines d'extrême droite, il faut aussi écouter ce qu'en dit Maurras.

Dans un passage caractéristique de *Quand les Français ne s'aimaient pas*³, Maurras raconte comment le

1. *La France juive*, Marpon et Flammarion, 1886, tome II, p. 423.

2. La métaphore de la souche pour désigner l'origine d'un processus ou d'une lignée est fort ancienne. Déjà Candide, réagissant à l'évocation des contaminations en série par la syphilis des « Américains » s'écrie : « Voilà une étrange généalogie ! N'est-ce pas le diable qui en fut la souche ? », Voltaire, *Candide*, Livre de Poche, 1961, p. 152.

3. Nouvelle librairie nationale, 1916, p. 362.

livre de son ami Paul Bourget, *Outre-mer*, l'a mis mal à l'aise, décrivant une société multiraciale aux identités multiples et dépourvue de traditions. Pour dissiper le malaise, le leader de L'Action française se retrempe dans son sentiment d'appartenance à une identité française « séculaire » : « Et je sentais en moi, vivace, ce qui d'après Bourget, manque aux Américains : une essence, une nature, un ensemble de goûts, de quoi me définir et de quoi m'affirmer. Je me réjouissais de ne point me sentir astreint à faire aucun effort pour tracer la frontière de ce qui me distingue : des milliers d'ascendants, placés dans des conditions peu différentes de celle où me voici placé, se sont chargés de faire en mon nom cet effort. »

L'identité de Maurras n'est donc pas sujette à caution. Elle a été établie de « génération en génération » par des « milliers d'ascendants » et a acquis l'évidence des traditions millénaires. La frontière qui le distingue des autres peuples se creuse depuis des temps immémoriaux. Cette identité et ces traditions sont françaises, c'est-à-dire qu'elles ne concernent pas seulement Maurras mais tout un peuple. C'est tout un peuple qui, depuis la nuit des temps, persévère dans son identité. Maurras sort dans la rue et expérimente cette appartenance à ce peuple de Français évidents, Français de toujours. « Les gens qui passent dans la rue ont eu cette même fortune. C'est l'une de ces anciennes rues de Paris, près des quais glorieux où roule notre Seine antique et, sauf quelques brocanteurs juifs ou marchands de vin allemands, la population y est de pure souche française. »

À part quelques étrangers repérés comme tels, tous les passants sont donc d'office assimilés à ces Français de toujours descendant de ces « milliers d'ascendants ». C'est cela le mythe du Français de souche. Tous ceux qui ne sont pas répertoriés comme étrangers, *a priori*, en sont.

En fait, Maurras ne connaît pas ces gens, il est probable que parmi ces passants, nous sommes à Paris, beaucoup ne soient pas Français, ou qu'ils ne le soient que depuis peu. Ce peuple de Français venus du fond des âges, sans apports étrangers, sans métissage, sans renouvellement humain et culturel est un mythe. Mais ce mythe est indispensable parce que c'est seulement parce qu'est fantasmée cette population de Français de souche, cette sorte de grande famille homogène qui se perpétue depuis l'origine, accumulant des traditions reflétant toujours le même génie français, que les autres apparaissent par contrecoup comme très différents, totalement étrangers. S'il apparaissait que beaucoup de ces Français ont immigré, eux aussi, quelquefois récemment, que les mélanges biologiques et culturels ont été toujours nombreux, etc., les « immigrés », depuis plusieurs générations ne paraîtraient pas très différents des autres. Par contre, si tous les passants, tous les Français non répertoriés comme étrangers, sont ces Français de souche, représentants d'une communauté française millénaire, les personnes « issues de l'immigration », contrairement à tous les autres, deviennent une anomalie, d'étranges étrangers.

C'est cette vision du monde qui est clairement exprimée dans la célèbre lettre de Maurras au ministre de l'intérieur Abraham Schrameck, lettre qui lui vaudra une condamnation, car il menace le ministre de mort. « Il est vrai que par votre personne, vous n'êtes rien. Personne ne sait, nul ne saurait dire d'où vous sortez. Pas un Français sur 50 000 ne serait capable de renseigner là-dessus ceux qui sont de chez nous et dont on connaît les pères et les mères. (...) De vous rien n'est connu. Mais vous êtes le Juif. Vous êtes l'Étranger¹. »

1. *L'Action française*, 17 août 1912.

Le terme Français de souche n'apparaît pas dans le texte, mais l'idée est bien là. Les reproches délirants adressés à Schrameck de ne pas être connu par des Français pris au hasard (même pas sur 50 000...), ni lui, ni ses parents, dessinent en contrepoint l'image que Maurras se fait de la France : un village où tout le monde se connaît, où toutes les familles vivent et se fréquentent depuis des siècles, où n'existent que des figures familiales et rien d'étranger. Si la communauté française est ainsi faite, un Français venu d'ailleurs paraîtra nécessairement suspect, excessivement autre. Il est d'une autre souche, juive ici, incapable de penser comme « nous ». Schrameck est « peu sensible aux schémas abstraits de l'esprit helléno-latin¹ ».

Là se trouve l'essentiel. Cette mythologie d'une population française immuable, totalement contraire à toutes les données historiques², produit avant tout de l'altérité. C'est à cela qu'aboutit chaque fois l'argument du Français de souche, chez Drumont et Maurras, et, de nos jours, chez Zemmour, Finkielkraut, Houellebecq et bien d'autres. Comparés à ces Français mythiques qui seraient là depuis des temps immémoriaux et jamais affectés du moindre soupçon d'étrangeté, même des Schrameck ou des Dreyfus, brillants spécimens de Français de haute culture française deviennent « L'Étranger ».

1. *Ibid.*

2. « Aujourd'hui plus d'une naissance sur cinq est attribuable à l'immigration qui a pris place en France au cours des cent dernières années. » L'INED cité par Gérard Noiriel *Population, immigration et identité nationale en France XIX^e-XX^e siècle*, Hachette, 1992, p. 50. Si on remonte un peu plus haut selon Noiriel (arrières grands-parents), c'est environ un tiers des Français qui est « issu de l'immigration ». Si on remonte un peu plus haut encore...

De l'extrême droite à nous

Cette mythologie a été élaborée par des penseurs d'extrême droite et correspond parfaitement à la vision du monde de ce courant politique (*cf.* chapitres 2 et 3). Que le terme de Français de souche soit employé ou pas, elle lui a toujours été indispensable. Le terme n'est d'ailleurs pas oublié. Lorsque Darquier de Pellepoix, le futur commissaire aux questions juives, crée en 1938 une organisation politique dont le but était de « rassembler les Français de race blanche, non métissée de sang juif » et de s'en prendre à ces derniers, il nomme son association « Les vieilles souches¹ ».

Or, ce concept fabriqué et imprégné des conceptions d'extrême droite est devenu un concept courant de notre langage contemporain. Il n'est pas étonnant que Zemmour, Finkelkraut et Houellebecq, obnubilés par les questions identitaires et autres thématiques de l'extrême droite, reprennent à leur compte cette mythologie si commode pour déclencher la déploration identitaire et faire ressortir l'étrangeté inquiétante de l'autre, mais ce ne sont pas seulement eux qui utilisent ces termes sans les questionner, c'est à peu près tout le monde aujourd'hui. Dans les journaux, les magazines, les essais et les conversations, « Français de souche » est devenu d'usage très ordinaire. Certains mettent des guillemets mais sans décrypter le mythe et donc, malgré les guillemets, réintroduisent le mythe.

1. Carmen Callil, *Darquier de Pellepoix ou la France trahie*, Buchet Chastel, 2007 (1^{re} éd. anglaise 2006), p. 216. Voir aussi sous l'occupation l'anthropologue raciste René Martial, « Et nous les quelques Français de vieille souche qui sentons encore notre propre existence et notre force intime... », *Les médis*, Flammarion, 1942, p. 153.

Sursaut critique

Les nombreux utilisateurs de l'expression « Français de souche » sont loin d'être tous des partisans ou des électeurs d'extrême droite, mais en utilisant ce type de langage ils font plus que reprendre un mot, ils réactualisent un mode de pensée que l'extrême droite a façonné depuis cent ans et qui a une redoutable efficacité pour séparer artificiellement les populations. C'est exactement le processus de banalisation tel que nous l'avons défini. Et il ne concerne évidemment pas le seul « Français de souche » (ou « l'identité », « l'assimilation », etc.)

Quel enseignement pratique tirer de tout cela ?

De tels constats, qui se poursuivront dans les chapitres suivants, n'ont d'intérêt que s'ils débouchent sur un sursaut critique. Il ne s'agit pas de « diaboliser » le FN, mais, pourrait-on dire, de « débanaliser » non seulement le Front national mais tous ces modes de pensée, ces mythes, ce vocabulaire qui circulent bien au-delà de Marine Le Pen et de son parti, et qui représentent autant de batailles culturelles perdues.

Évidemment, ces batailles culturelles ne sont pas les seuls facteurs en jeu, nous en reparlerons dans le chapitre 4 consacré aux effets des pratiques qui favorisent ou défavorisent la dynamique FN, mais dans une situation où le Front national rencontre de tels succès, nous ne pouvons laisser l'extrême droite remporter la bataille des idées et accéder à l'hégémonie culturelle à laquelle elle aspire. Pour cela, il ne suffit pas de multiplier les reportages anecdotiques et les commentaires superficiels (les disputes entre père et fille Le Pen par exemple, sans analyser les convergences de leurs programmes). Il faut prendre au sérieux le travail de décryptage de son programme, des discours, et des actes, là où le Front national est en situation de pouvoir.

Introduction

Décrypter, car les discours ne parlent pas d'eux-mêmes, ils peuvent être obscurcis par une rhétorique qui en dissimule le sens véritable, ils peuvent être le résultat de toute une histoire (comme le « Français de souche ») qui nous échappe si nous n'enquêtons pas à son sujet, ils peuvent ne prendre sens qu'en rapport avec d'autres éléments de la doctrine, ils peuvent être en attente du concept qui en rendra compte rigoureusement, etc. Il n'y a pas de raison de négliger les fondamentaux d'une analyse rigoureuse, pas plus ici qu'ailleurs.

Enfin, si ce travail doit prendre évidemment pour objet le Front national, il ne peut se limiter à ce corpus car, d'abord ce parti n'est pas sorti du néant, le comprendre c'est le resituer dans l'histoire. Ensuite, comment imaginer comprendre l'évolution et les succès de ce parti sans analyser ses interactions avec la société française ?

Ce livre ne peut, évidemment, répondre à tout, mais propose au lecteur de s'engager dans cette démarche critique.

1. Le Front national. Programme, idées, pratiques

De l'extrême droite au Front national

L'extrême droite en France n'est pas constituée du seul Front national. En fait partie aussi toute une nébuleuse où s'agitent de nombreux groupuscules extrémistes jamais à court d'outrances et violences (verbales ou autres). Ces petites organisations agressives représentent un danger, ne serait-ce que vis-à-vis des personnes qu'elles agressent¹, mais un danger absolument sans rapport avec celui que constitue le Front national. Leur extrémisme exhibé, l'antisémitisme forcené et la misogynie délirante d'Alain Soral et de son mouvement « Égalité et réconciliation », la violence exacerbée du Bloc identitaire, etc. font d'eux de véritables repoussoirs dont la première vertu est de resserrer les rangs des défenseurs des valeurs démocratiques ou simplement humanistes, même tièdes. Le Front national, lui, jouant au contraire la respectabilité, la participation revendiquée aux institutions républicaines, peut parfaitement profiter des crises, économique, politique, etc. que traverse le pays pour s'imposer et même, éventuellement, parvenir au pouvoir. C'est d'ailleurs dans ce cas de figure que les groupuscules extrémistes pourraient devenir extrêmement dangereux.

1. Voir par exemple Frédéric Haziza, *Vol au-dessus d'un nid de fachos. Dieudonné, Soral, Ayoub, et les autres*, Fayard, 2014.

Le Front national sera donc en tout premier lieu, l'objet de nos investigations.

Comment procéder ?

Si l'on veut éviter de simplement relayer la propagande omniprésente du parti, il faudra d'abord prendre soin de décoder au moins certains des principaux stratagèmes par lesquels la réalité crue des positions FN est dissimulée. Ensuite étudier le programme et la vision du monde frontiste dans leur globalité. Quelques citations isolées ne permettent pas de cerner les positions véritables, les lignes de force, les logiques en œuvre. Que faire, par exemple, quand les affirmations divergent ou sont parfaitement contradictoires (ce qui n'a rien d'exceptionnel) ? En outre, l'analyse ne peut s'arrêter aux opinions formulées, les concepts, notamment à partir desquels ces opinions sont énoncées (« l'immigré », « la laïcité », etc.) sont eux-mêmes des dispositifs à décoder. Enfin, la banalisation nous empêche souvent de réaliser ce que signifient véritablement certaines positions-clés du FN. Nous ne savons plus en mesurer la portée, la gravité et discerner la rupture éthique qu'elles représentent.

Armés de ces exigences, nous pouvons espérer mettre à jour, derrière le théâtre d'ombres de Marine Le Pen, quelques éléments fondamentaux de son programme.

Où trouver les informations ? Tout d'abord, tout simplement dans les programmes du parti, notamment son programme officiel (de 2012 à 2017)¹, véritable socle idéologique du FN, inspirant, aujourd'hui encore, les prises de position de Marine Le Pen et de son équipe. Les infléchissements et effets d'annonce des périodes

1. « Notre projet. Programme politique du Front national ». Nous le nommerons « Programme FN » et nous l'avons paginé pour pouvoir le citer précisément.

électorales n'en remettent jamais en cause les fondements et les logiques profondes.

Évidemment, ces écrits programmatiques ont été façonnés, lissés, pour donner le moins possible prise à la critique, mais ses rédacteurs ne pouvaient complètement effacer les positions réelles du parti. Un lecteur attentif les retrouvera sans trop de peine derrière les artifices de langage.

Outre ce type de textes, seront analysés un certain nombre de discours, ou d'interviews de dirigeants frontistes et les informations les plus significatives provenant de villes gérées par un maire Front national.

Que dit, que fait, le nouveau FN depuis 2011 ?

Rhétorique et langue de bois

Toute analyse du Front national se heurte inévitablement à l'obstacle de l'omniprésente rhétorique déployée par les « nationaux » frontistes pour rendre acceptables leurs positions. Cette rhétorique existait déjà avant 2011, et notamment au cours de la période où Bruno Mégret façonnait les discours de mouvement. Mais les outrances, l'extrémisme assumé et provocateur de Jean-Marie Le Pen et d'un certain nombre de ses partisans, détruisaient cette rhétorique plus efficacement que n'auraient pu le faire leurs critiques. Depuis 2011 et l'arrivée à la présidence du parti de Marine Le Pen, la rhétorique frontiste « dédiable » est devenue systématique et d'une redoutable efficacité.

Les frontistes ont appris à euphémiser, camoufler, censurer leurs propos, adopter un vocabulaire et des références « républicaines » qui brouillent les pistes. Jean-Baptiste Malet, infiltré anonymement dans des rassemblements d'extrême droite, a recueilli la plainte des militants auxquels on impose l'autocensure : « Au Front, ça devient des fois insupportable. On ne peut

plus rien faire, on ne peut plus rien dire. À chaque fois qu'on se retrouve, dès qu'il y a des médias, il faut qu'on fasse gaffe aux caméras¹. » Face à une telle discipline collective issue du sommet de l'appareil, Jean-Marie Le Pen et ses outrances se trouvaient en décalage, même avant que n'éclate son conflit avec sa fille.

Cette « vitrine » n'empêche nullement de « voir l'envers du décor² » mais il est nécessaire auparavant de décoder certains des principaux procédés rhétoriques en usage au Front national³.

Le procédé le plus utilisé, véritable marqueur du parlé FN, consiste à retourner les arguments de l'adversaire. Le prototype pourrait en être le fameux « racisme anti-français ». Expriment constamment leur hostilité envers les « immigrés », proposant d'innombrables discriminations envers certains étrangers stigmatisés, les militants frontistes sont très légitimement soupçonnés d'être racistes ou d'attiser le racisme. Au lieu d'assumer cette position et de la défendre en tant que telle, ils vont retourner l'argument en accusant à leur tour leurs accusateurs d'être racistes... contre les Français. Cela a de nombreux avantages : de transformer l'accusé ayant à se justifier en accusateur exigeant à son tour des explications et justifications ; de saper l'évidence de l'illégitimité des positions frontistes, ne prétendent-ils pas parler au nom de nos valeurs (antiracistes) ? de saper l'évidence,

1. Jean-Baptiste Malet, *Derrière les lignes du Front. Immersions et reportages en terre d'extrême droite*, éd. Golias, 2011, p. 197.

2. Dans le prologue de son livre, Jean-Baptiste Malet déclare avoir pour seule ambition « de prendre par la main le lecteur attentif et curieux, qui ne se contente pas de la vitrine mais cherche à aller voir l'envers du décor ».

3. Pour une étude systématique de ces procédés rhétoriques : Cécile Alduy, Stéphane Wahnich, *Marine Le Pen, prise aux mots*.

la légitimité des antiracistes, ne les accuse-t-on pas de violer leurs propres principes ? Et ainsi de suite...

Évidemment, l'accusation selon laquelle ce seraient les Français (blancs *cf. infra*) qui seraient les premières victimes du racisme en France est insensée, nous y reviendrons, mais par ce procédé de retournement elle brouille les repères. Or, cette rhétorique est présente partout au Front national. On se souvient de Jean-Marie Le Pen, multirécidiviste auteur de saillies anti-sémites et négationnistes, aimant à se présenter comme un nouveau Dreyfus persécuté¹. Dans le Programme 2012 les auteurs, partisans déclarés de la préférence nationale, invitation générale à la discrimination difficile à soustraire à la critique (son camouflage sous les termes de « priorité nationale », tout aussi transparent ne réglant en rien la question), se mettent à dénoncer la « préférence immigrée » qui régnerait en France « depuis 30 ans² »...

Ce procédé, malgré de petites variations, est extrêmement répétitif, il ressurgit mécaniquement de discours en discours, de programme en programme. C'est devenu une véritable langue de bois. Tout lecteur averti la percevra comme telle.

Donnons en quelques exemples.

Rhétorique du retournement : l'exemple de trois intolérances

Nous l'avons vu, ce procédé du retournement sert à chaque fois à déminer la charge négative que représente telle ou telle position de Front national particulièrement

1. Par exemple pour se poser en victime après ses déclarations sur le « point de détail », Valérie Igounet, *Le front national* p. 193.

2. Programme FN, p. 86.

répréhensible pour la morale commune. C'est ce que nous allons vérifier sur de nouveaux exemples, à tout point de vue exemplaires, de cette langue de bois.

Les auteurs du Programme FN dénoncent ce qu'ils présentent comme un scandale: « Un peu partout se sont mises en place des politiques comme la parité, ou des structures pour imposer, dans les faits, cette idéologie différentialiste et multiculturelle qui n'est qu'une forme de racisme inversé. Les premières victimes en sont les hommes blancs hétérosexuels¹. »

Ainsi les politiques et les luttes menées contre les discriminations dont sont victimes les femmes (est citée la parité), les non-Blancs (dans le texte, un peu plus haut, sont citées les actions menées au nom de la « diversité ») et les homosexuels, seraient scandaleuses. Ce « racisme inversé » léserait les hommes, les Blancs et les hétérosexuels. Ce sont eux les véritables discriminés.

Quelles positions répréhensibles vis-à-vis de la morale commune est venue déminer cette folle diatribe qui semble imaginer qu'avec les politiques anti-discriminations, ce sont les hommes qui sont les premières victimes des viols, des harcèlements, des discriminations professionnelles, etc.; que ce sont les Blancs qui sont les premières victimes des contrôles au faciès, des discriminations à l'embauche, etc.; que ce sont les hétérosexuels qui sont agressés pour leur orientation sexuelle, insultés, empêchés de se marier, etc. ?

Que cache cette rhétorique folle ? L'extrême intolérance du Front national.

Nous ne nous attarderons pas sur le cas des « immigrants » qui semblent confondus ici avec les non-Blancs, la « préférence immigrée » aboutissant aux discriminations dont seraient victimes les hommes blancs. L'hostilité qui

1. P. 86.

s'exprime à leur égard et les discriminations prônées par le parti frontiste seront analysées plus loin. Mais pourquoi fustiger les politiques menées en faveur de l'égalité des droits des femmes et des homosexuels ? Le discours traditionnel du FN, intolérant et inégalitaire, n'a-t-il pas disparu ? On pourrait le croire à lire nombre de commentaires sur les changements survenus au Front national ces dernières années. Mais il vaut mieux vérifier.

Les femmes

Depuis longtemps, pour encourager la natalité, permettre le retour de nombreuses femmes au foyer, reconstruire une famille traditionnelle, le Front national proposait l'instauration d'un « revenu maternel », c'est-à-dire une sorte de salaire de la mère au foyer, permettant à la mère de famille de s'occuper du ménage et des enfants à plein temps. À chaque nouvel enfant, le nombre d'années de droit au revenu maternel augmentait (3 ans pour le premier enfant, puis de nouveau 3 ans pour le second et « pour les familles de trois enfants, jusqu'aux 18 ans révolus du dernier enfant)¹ ».

Cette proposition, si clairement rétrograde du point de vue de l'émancipation des femmes, n'est pas abandonnée par le Programme 2012, mais, bien à la manière du Front national, renommée. Dans le programme de 1993 il est question de « Créer le revenu maternel ou parental² », dans le programme 2012, on ne parle plus que de « revenu parental³ ». Certes, ce revenu parental peut être versé « aux mères ou aux pères de famille⁴ » mais il s'agit encore d'une astuce rhétorique, car les

1. *300 mesures pour la renaissance de la France*, 1993, p. 62.

2. *Ibid.*, p. 61.

3. P. 35.

4. *Ibid.*

rédacteurs du programme savent bien que ce seraient essentiellement des femmes qui seraient susceptibles d'utiliser un tel dispositif. Dans le cadre du congé parental aujourd'hui, par exemple, seuls 18 000 des 540 000 parents interrompant partiellement ou totalement leur activité professionnelle sont des hommes¹.

Les objectifs initiaux de retour de la mère au foyer ainsi que la politique nataliste sont toujours présents. Le Programme 2012 prévoit le « versement d'un revenu équivalent à 80 % du SMIC pendant 3 ans à partir du 2^e enfant, renouvellement d'une durée de 4 ans pour le 3^e enfant² ».

L'allure moderne de la présidente du parti deux fois divorcée et leader politique ne doit pas tromper, le Front national prône une politique totalement opposée à ce qu'a été l'émancipation des femmes depuis de nombreuses années. Mères reproductrices avant tout, femmes au foyer... l'imaginaire machiste traditionnel, à sa porte, frappe toujours.

Nous savons d'autre part que les mesures égalisatrices, à l'instar de la parité, sont perçues comme discriminatoires... envers les hommes.

Enfin, les évolutions mises au crédit de la nouvelle équipe dirigeante, comme la question de l'avortement (elle aurait rompu avec les positions répressives de ses prédécesseurs) demandent à être examinées de plus près.

Dans le Programme FN, sans demande d'interdiction, s'exprime malgré tout, dans la langue de bois propre au mouvement, une certaine réserve: « Le libre

1. *Libération*, 6 août 2014, « Égalité hommes-femmes: la loi promulguée ».

2. À mettre en rapport avec la proposition d'abaissement de l'âge de la retraite pour les mères ayant élevé au moins 3 enfants (ou un enfant handicapé), p. 35.

choix pour les femmes doit pouvoir être aussi de ne pas avorter¹. » Cette phrase est assénée de but en blanc sans avoir rien dit du droit d'avorter. Car ce droit n'est pas un droit au sens propre, plein et inaliénable, mais plutôt une tolérance, soumise à de nombreuses limitations et à la bonne volonté des autorités.

D'une part la légitimité de la plupart des avortements est constamment mise en doute, Marine Le Pen et Louis Aliot dénonçant régulièrement ce qu'ils considèrent être des « IVG de confort² ». D'autre part, le remboursement de l'IVG dépendra du choix arbitraire du pouvoir, et à écouter Marine Le Pen, il semble bien compromis : « Si j'ai un choix budgétaire à faire entre ne pas rembourser l'IVG, qui est un acte qui peut être évité, étant entendu quand même qu'il existe de nombreux moyens de contraception dans notre pays, et être obligée de dérembourser des actes qui ne peuvent être évités et qui permettent à des Français qui souffrent de se soigner (...) j'assumerai le choix de rembourser plutôt les radiographies abdominales pour les personnes âgées, les médicaments pour les personnes âgées³. » Sur le « droit » d'avortement, dans l'optique frontiste, il y a de très nombreux soucis à se faire⁴. Ainsi, de quelque

1. P. 36.

2. Sarah Proust, *Le Front national: le hussard brun contre la République*, Le Bord de l'eau, 2013, p. 50-51. Sarah Proust note l'indécence qu'il y a à considérer que les femmes avortent pour de simples raisons de confort.

3. « Marine Le Pen prête à dérembourser l'avortement », *Le Monde*, 7 mars 2012.

4. En décembre 2016 Marion Maréchal Le Pen, suivie de nombreux cadres du parti, remet publiquement en cause ce qu'elle nomme le remboursement « intégral et illimité » de l'IVG, à quelques mois d'une échéance électorale cruciale... Marine Le Pen doit précipitamment démentir des propos qui tranchent avec les ambiguïtés entretenues généralement par le parti.

côté qu'on se tourne, le bilan du point de vue des droits des femmes est désastreux¹. Une ou deux promesses électoralistes (en faveur des familles monoparentales ou une aide pour la garde d'enfants) sont incongrues et contradictoires dans ce contexte. Pourquoi développer l'aide à la garde d'enfants si les femmes sont incitées à les garder elles-mêmes ? Elles ne peuvent faire illusion.

Les électrices qui ont été plus nombreuses à voter pour le Front national et Marine Le Pen depuis que le ton a changé² ont été trompées. Le moindre examen un tant soit peu objectif des positions de ce parti fait apparaître une forte volonté d'entamer les acquis de dizaines d'années de lutte émancipatrices. La rhétorique FN, parlant de « revenu parental », entretenant la confusion au sujet de l'avortement et portant l'attention sur les discriminations dont pourraient être victimes les malheureux représentants mâles de l'espèce humaine, est destinée à le masquer³.

1. Des compléments d'information édifiants dans Valérie Igounet, *Retour sur le passé: le FN défenseur des femmes?*, Mediapart, 12 décembre 2016 et Marine Turchi, *Droits des femmes: les contradictions de Marine Le Pen*, Mediapart, 14 janvier 2016, où il apparaît notamment qu'à « l'Assemblée nationale comme au Parlement européen, les élus frontistes se sont opposés à de nombreux textes élargissant et améliorant les droits des femmes », de nombreux exemples dans l'article de Marine Turchi.

2. Pascal Perrineau, *La France au front*, p. 39-40.

3. Un dernier élément de rhétorique involontaire joue certainement aussi un rôle important: le fait que ce discours soit incarné par une femme souvent souriante et non par un homme agressif et brutal. Involontaire: Jean-Marie Le Pen n'avait pas d'enfant mâle.

Les homosexuels

Troisième élément du retournement : les discriminations dont risqueraient d'être victimes les hétérosexuels.

Un parti dont le président n'a cessé d'insulter les homosexuels de la manière la plus agressive et la plus grossière¹ (obsession viriliste que nous abandonnerons aux analyses des spécialistes), affectionnant particulièrement l'humour troupier : « Dans le marais de Paris, on peut chasser le chapon sans date d'ouverture ou de fermeture, mais dans le marais de Picardie on ne peut chasser le canard en février² », sans que les militants du parti n'y trouvent rien à redire, aurait eu autre chose à faire qu'à plaindre le sort infortuné des hétérosexuels. Que cache cette sollicitude ? La persévérance avec laquelle le Front national affirme toujours sa volonté de discriminer les homosexuels. « La famille doit se fonder exclusivement sur l'union d'un homme et d'une femme et accueillir des enfants nés d'un père et d'une mère. Nous nous opposerons donc à toute demande de création d'un mariage homosexuel et/ou d'une adoption par des couples homosexuels³. » Là encore, derrière l'évolution exhibée, la réalité révèle un Front national prônant toujours la discrimination envers ceux qu'il perçoit comme différents. Tout cela au nom de « la » famille, c'est-à-dire une conception inégalitaire et rétrograde des relations familiales profondément influencée par les traditionalistes catholiques.

1. Entre autres exemples : le viril « J'veis t'faire courir, tu vas voir, rouquin, pédé », au cours de sa fameuse virée à Mantes-la-Jolie en 1997 pour soutenir sa fille Marie-Caroline, où il agressera aussi une femme, la candidate socialiste Annette Peulvast-Bergeal. Valérie Igounet *Le Front national*, p. 287.

2. « La CGT dénonce les propos homophobes de M. Le Pen », *Le Monde*, 4 mars 2007.

3. Programme FN, p. 36.

Un peu plus tard, les « manifs pour tous » mobilisées contre le mariage homosexuel (et, là encore, pour la famille traditionnelle où les hommes (en bleu) et les femmes (en rose) sont renvoyés à leurs rôles inégalitaires immémoriaux) mettront en lumière le double langage frontiste. De nombreux militants, et non des moindres (Marion Maréchal-Le Pen...), participeront activement aux manifestations, s'alliant à la droite catholique et aux intégristes fanatiques, tandis que Marine Le Pen s'abstenait sans se compromettre (et Florian Philippot sans vraiment s'expliquer). Le communiqué diffusé par la présidente du parti annonçait qu'elle ne participerait pas à la manifestation du 13 janvier 2013 mais qu'elle la trouvait « légitime » et qu'elle soutiendrait « les élus militants et sympathisants du FN qui entendent se joindre à cette manifestation¹ ». Cette déclaration, ainsi que les commentaires embarrassés qui ont suivi², ne témoignent d'aucun scrupule vis-à-vis des discriminations dont sont victimes les homosexuels³, mais du seul souci tactique : sans que son parti s'oppose à cette expression massive d'intolérance, elle cherche à conserver une image respectable, suffisamment consensuelle.

Analyser les retournements rhétoriques du Front national conduit chaque fois à faire émerger en pleine lumière les positions intolérantes que ces artifices sont chargés de masquer. Rhétorique toujours, tolérance nouvelle nulle part.

1. *Le Monde*, 6 janvier 2013.

2. *Ibid.*

3. Cela n'a jamais été son souci, semble-t-il. « Il (...) arrive en effet (à Marine Le Pen) de condamner en des termes très vifs le mariage entre personnes du même sexe. Quand on lui demande son avis sur ce sujet, elle lance : "Et pourquoi pas la polygamie ?" », Caroline Monnot, Abel Mestre, *Le système Le Pen*, p. 20.

La laïcité et le dernier état de la rhétorique frontiste

Ces dernières années, sans abandonner le procédé du retournement, l'équipe dirigeante du FN en a élaboré une version plus radicale, en s'appropriant et détournant à son profit un certain nombre de termes issus de la tradition républicaine, des combats progressistes ou de la culture de gauche : république, État régulateur, laïcité, des références à la Résistance, critique de « l'oligarchie »... et, celui-ci annexé depuis longtemps : « le peuple ».

Ces détournements sémantiques s'accompagnent d'un détournement de références aux grands noms représentant les héritages culturels situés aux antipodes des doctrines traditionnelles d'extrême droite. De Louis Aliot, faisant imprimer en 2009 des affiches clamant : « Jaurès aurait voté Front national¹ »... à Marine Le Pen citant Karl Marx, Bertolt Brecht, Victor Schœlcher, Lénine et Pierre Mendès France, une « figure » dont Jean-Marie Le Pen estimait en 1958 qu'elle cristallisait « un certain nombre de répulsions patriotiques et même physiques² ».

La radicalisation du retournement consiste à détourner le sens des mots sans le dire. Alors que dans le cas du « racisme antifrançais », le locuteur manifeste explicitement la torsion qu'il fait subir à la notion de racisme, le néolangage frontiste utilise le vocabulaire de ses adversaires comme s'il reprenait à son compte l'acception ordinaire du terme et, subrepticement, en fait un usage

1. *Le Canard Enchaîné*, 30 juillet 2014 : Jean-Luc Parquet, « Encore Jaurès ». Voir à propos de ce détournement la mise au point de Gilles Candar, président de la société d'études jaurésiennes : « Il n'est pas si facile de récupérer l'héritage de Jean Jaurès », *Le Monde*, 31 juillet 2014.

2. Ainsi que le rappellent Caroline Monnot et Abel Mestre, *Le Monde*, 1^{er} février 2012.

détourné, souvent contradictoire avec son sens habituel. Comme si, au lieu de parler de « racisme antifrançais », le Front national ne parlait que de racisme, mais en ciblant des actions antiracistes ou contre les discriminations. Le brouillage est radical parce que repérer des glissements dans le sens même des notions, quelquefois complexes, n'est pas toujours facile, demande une analyse. Nous croyons qu'il s'agit de défendre nos valeurs, la démocratie, la république, la laïcité... mais les mots ont changé de sens, nous défendons leur contraire.

Analysons ce procédé sur le cas de la laïcité. Radicalisant une pratique déjà ancienne, tout d'un coup, le Front national s'est mis à défendre systématiquement et ostensiblement la laïcité. Il n'a pas parlé alors d'une laïcité catholique et anti-musulmane, mais simplement de la laïcité. Depuis, les commentateurs ne manquent jamais de signaler ce profond changement, mais sans toujours analyser ce que signifie ce mot dans l'usage qu'en font les frontistes. Or, il ne s'agit plus de cette laïcité pluraliste, soucieuse des libertés individuelles et collectives, ouverte aux religions minoritaires que nos aïeux ont défendue contre l'hégémonie de l'Église catholique¹. La laïcité est ici essentiellement invoquée pour fustiger les musulmans. Le chapitre « Laïcité » du Programme FN, par exemple, s'y consacre pleinement². Après un paragraphe contre le « multiculturalisme » et les « discriminations positives », il titre : « Combattre le communautarisme islamiste ». Nous apprenons qu'en France, « le fondamentalisme islamique impose sa loi »,

1. Jean Baubérot, *La laïcité quel héritage? De 1789 à nos jours*, Labor et Fides, 1990; Jacqueline Lalouette, *La séparation des Églises et de l'État. Genèse et développement d'une idée 1789-1905*, Seuil, 2005; Émile Poulat, *Liberté laïcité. La guerre des deux France et le principe de la modernité*, Cerf/Cujas, 1987.

2. P. 86-87.

que « les fidèles envahissent en toute illégalité l'espace public pour prier », etc. Ensuite, toutes les propositions énoncées concernent des mesures à prendre contre les musulmans (sans les nommer mais on ne peut s'y tromper). Rien de tel à propos des autres religions qui ne semblent pas concernées par la laïcité¹ !

Associé à cet épanchement sur les seuls musulmans s'exprime aussitôt le rappel, quasi rituel dans les discours FN, de la primauté de la religion chrétienne, et du danger que lui feraient courir les autres religions, surtout l'islam. « Il doit être répété que le christianisme a été pendant un millénaire et demi la religion de la majorité des Français, sinon de leur quasi-totalité². » Il est donc intolérable que le « communautarisme » musulman « favorise l'extension de modes de vie étrangers à la France³ ».

Comme, à part le catholicisme, aucune religion n'a été celle de la majorité des Français, ou de leur quasi-totalité, depuis « un millénaire et demi », elles risquent toutes de favoriser des « modes de vie étrangers » à cette France éternelle. Cela vaut donc pour la religion juive. Mais Marine Le Pen se garde bien de le dire explicitement, « dédiabolisation » oblige.

1. Pour Marine Le Pen les catholiques « traditionnalistes » (par exemple les Lefébvristes de l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet) « respectent la laïcité », Jean-Baptiste Malet, *Derrière les lignes du Front*, p. 169. Le seul accro qu'elle reproche à l'Église catholique, ce sont ses prises de position critiques vis-à-vis du Front national, *ibid.*, p. 167.

2. Programme FN, p. 86. C'est fondamental pour Marine Le Pen, elle ne cesse effectivement de répéter que les identités française ou européenne sont chrétiennes. Jean-Baptiste Malet l'a entendue répéter cinq fois au cours de l'émission Riposte du 29 mars que « l'Europe est de civilisation chrétienne », *Derrière les lignes du Front*, p. 169.

3. *Ibid.*

Seule la religion chrétienne (catholique), constitutive de l'identité de la France, est pleinement légitime. Elle a un statut à part. De fait, elle est présentée comme ayant une primauté¹.

Primauté de la religion majoritaire, laïcité devenue un principe d'hostilité envers une religion minoritaire, la « laïcité » du Front national s'avère être le contraire de ce que signifie traditionnellement la laïcité, ce contre quoi la laïcité a été inventée.

Elle est pourtant constamment présentée comme un signe manifeste du changement de cap du Front national de Marine Le Pen. Le détournement inavoué des mots par glissement sémantique est un procédé efficace.

Certains analystes l'ont vu. L'attention portée sur ce « détournement des mots communs » par Luc Boltanski et Arnaud Esquerre² cible parfaitement ce procédé et ses conséquences³, et nous alerte au sujet de ses usages naïfs.

Le déploiement de rhétoriques n'est efficace que si l'on ignore tout du procédé. Dès qu'on l'a percé à jour, il devient facile, du moins beaucoup plus facile, à démonter. Indéfiniment, mécaniquement, il se répète à

1. La primauté du catholicisme comme « religion de la grande majorité des Français » était inscrite dans le texte du concordat de 1801, 1905 *La séparation des Églises et de l'État. Les textes fondateurs*, Perrin, 2004, p. 46; formule dont les critiques de la théocratie et du cléricalisme du XIX^e siècle faisaient déjà remarquer qu'elle portait à discriminer les Français non catholiques et à ériger une religion d'État, Jacqueline Lalouette, *La séparation des Églises et de l'État*, p. 133-134. Tout cela est en totale opposition avec les principes et les lois de la laïcité à partir de 1905, Jean Baubérot, *Vers un nouveau pacte laïque*, Seuil, 1990, p. 91.

2. *Vers l'extrême. Extension des domaines de la droite.*

3. Aussi: Cécile Alduy, Stéphane Wahnich, *Marine Le Pen prise aux mots*, décryptant ce travail sur les mots en linguistes.

chaque emprunt du vocabulaire ou des références des adversaires. C'est encore de la langue de bois.

Bons et mauvais Français : dès la naissance

Ces dernières années les statisticiens et les démographes ont enregistré une hausse significative du taux de fécondité en France, bien plus élevé que dans les pays voisins, notamment l'Allemagne. Ces chiffres ont réjoui tous les Français, du moins tous les Français natalistes. Tous, sauf le Front national : « D'après une étude de l'INSEE de 2009, il faudrait s'enorgueillir du taux de natalité en 2008 "jamais atteint en France" de 2,02 enfants par femme (dont 52 % hors mariage); or, ces statistiques sont basées sur les femmes "accouchant en France". Si l'on ne prend en compte que les femmes de nationalité française, on tombe alors à un taux de fécondité de 1,8. Sur 832 799 naissances enregistrées en 2010 seules 667 707 étaient issues des deux parents de nationalité française¹. »

Qu'est-ce qui chagrine le Front national ? Prudemment, il parle de nationalité et non de race ou d'ethnie mais, à l'évidence, ce n'est pas la nationalité française qui est en cause ici. Les naissances, issues de parents étrangers qu'il voudrait exclure de la démographie française, concernent des enfants nés en France qui deviendront dans leur grande majorité de purs Français de nationalité française. Ce n'est pas leur nationalité qui pose problème mais leur origine, pas leur statut juridique mais leur origine ethnique². Ce qui pose pro-

1. Programme FN, p. 34.

2. « Ethnique » plutôt que « raciale » car le premier terme, plus ouvert, peut se référer à une identité collective culturelle et non nécessairement biologique. Même si, ici, les références biologiques subsistent.

blème, au-delà de la nationalité, c'est que ces personnes indûment intégrées à la population française, sont ce que le Front national nomme des « immigrés », des êtres dont l'origine constitue un stigmatisme quasi ineffaçable qui les poursuit par-delà les générations (un terme clé sur lequel nous reviendrons).

Dans ces conditions, que signifie « préserver notre capital démographique¹ » ? Cela signifie d'abord favoriser par tous les moyens la natalité « française » à partir d'une logique « nationale » et non sociale, par exemple en attribuant les allocations familiales à tous les Français, même les plus riches : « On est bien loin, regrette dans la même page le Programme FN, de la vocation initiale en 1945 des allocations familiales dont l'objectif était de favoriser la nationalité française et d'aider toutes les familles quel que soit leur revenu ! »

Mais cela signifie aussi défavoriser les familles mal nées, d'une origine étrangère spécifique qui les désigne comme « immigrées ». « Les allocations familiales (seront) réservées aux familles dont un parent au moins est Français². » L'exigence de pure origine française est ramenée à un parent (une concession), mais l'objectif est clair : décourager les naissances de familles « immigrées ».

La reprise de cette phrase, plus complète, dans un autre chapitre, permet d'apporter déjà quelques précisions sur ce terme d'« immigré » qui échappe à la définition conventionnelle de l'immigré, un individu né étranger dans un pays étranger et venu s'établir en France, et qui est à première vue incompréhensible (pourquoi les Portugais, qui comptent beaucoup d'immigrés, n'y sont-ils pas pris en compte, tandis que la question de l'immigration est soulevée pour des jeunes

1. *Ibid.*

2. *Ibid.*, p. 35.

des banlieues qui sont français et en France depuis plusieurs générations?). Voici la mesure discriminatoire énoncée ci-dessus complétée: « Les allocations familiales seront réservées aux familles dont un parent au moins est français ou européen¹. » L'origine étrangère, lorsqu'il s'agit d'Européens, n'est plus un stigmate. Ce ne sont pas les immigrés européens qui représentent un danger démographique pour la France, mais ceux qui ont été fustigés depuis des décennies par le Front national sous le nom d'« immigrés du Tiers-monde », ceux dont les représentations (les photos, les dessins illustrant des propos sur « l'immigration » où apparaissent invariablement des Noirs et des individus d'apparence arabe) et les mentions ciblées (jeunes des banlieues, musulmans, etc.) permettent depuis des années de comprendre de qui il s'agit sans avoir à les nommer. Il suffit de dire « immigré » ou « musulman » et les associations d'idées et d'images s'effectuent automatiquement. De la même manière, comme nous l'avons vu, dire qu'un racisme anti-blanc s'exerce en faveur des immigrés (il est associé à une « préférence immigrée ») confirme, implicitement mais clairement, que les immigrés dont on parle ne sont pas blancs². Toutes ces illustrations, ces exemples ciblés, ces corrélations induisent si impérativement la représentation de « l'immigré » que personne ne semble se poser la question: « Mais de qui parlez-vous donc quand vous parlez d'immigrés, catégorie que vous avez si peu définie? » Ils le savent.

Ces « immigrés » ainsi désignés, sont totalement disqualifiés pour combler le déficit démographique, pire, ils sont en concurrence avec la fécondité française.

1. *Ibid.*, p. 12.

2. C'est toujours pareil, même les *serial killers*, régulièrement associés aux méfaits de l'immigration (Thierry Paulin pour Jean-Marie Le Pen, Ali Mehra pour sa fille) sont noirs et arabes.

Le Front national prône à la fois une politique hypernataliste pour les (vrais) Français et des mesures pour éviter l'apport « immigré » : « une politique nataliste volontariste plutôt qu'une immigration coûteuse et déstabilisante¹ ». Les deux éléments réunis donnent à l'objectif « préserver notre capital démographique » une tonalité moins anodine : il ne s'agit pas seulement de faire beaucoup d'enfants, il faut préserver au maximum la pureté ethnique de la population française. Une sorte de bataille des ventres (féconds) est engagée, natalité « française » contre naissances d'origine étrangère douteuse.

Le chapitre sur la famille du Programme FN déploie une logique de guerre ethnique démographique.

Voilà qui est bien singulier et qui nous éloigne quelque peu de l'image lisse et respectable que le parti lepéniste veut donner de lui-même. Un dérapage ? Certainement pas, car les autres chapitres témoignent du même esprit et de la même agressivité ethnique, jusqu'à l'obsession.

L'obsession ethnique

Quel était donc le problème obsédant, l'acteur responsable de la plupart des maux qui accablent la France, selon Jean-Marie Le Pen ? « L'immigration » évidemment. Qu'en est-il aujourd'hui, avec le nouveau Front national de Marine Le Pen ? Toujours « l'immigration ». Le style a changé, mais l'ancien contenu est toujours là. Ce n'est pas seulement dans le cadre du chapitre sur la famille que le Programme FN s'inquiète de la présence en France d'immigrés d'origine non-européenne et de ses conséquences (presque toujours dramatiques) sur l'identité de la France et la vie des Français.

1. Programme FN, p. 80.

Il y a d'abord l'inévitable chapitre consacré à l'immigration en tant que telle. Il énonce les nombreux fléaux induits par une « immigration massive et incontrôlée¹ », « communautarisme », « islamisme », formation de « ghettos », etc., avec, au final, le risque de détruire l'unité nationale.

C'est sans surprise, mais la question de l'immigration concerne aussi les autres chapitres, jusqu'à ceux qui semblent les plus éloignés de cette thématique. Parmi les mesures censées répondre aux urgences écologiques, figure en bonne place « la maîtrise des phénomènes migratoires² ». Il en est de même pour la question du logement, car la première cause de la crise du logement « réside dans l'explosion de l'immigration³ ». De même la dette de la France serait due en grande partie au « poids de l'immigration incontrôlée sur les budgets sociaux⁴ », tandis que le financement insuffisant de l'aide aux handicapés serait dû aux « choix économiques du gouvernement (politique étrangère, accueil systématique de l'immigration, AME), le contraignant à restreindre les aides aux personnes handicapées⁵ ». Il en va évidemment de même pour l'insécurité, car « la carte de l'insécurité recoupe largement celle de l'immigration⁶ » et pour la politique étrangère, dont une des préoccupations majeures sera de négocier avec l'Afrique ou les pays du Maghreb « un arrêt des flux migratoires »,

1. P. 10.

2. P. 30.

3. P. 73.

4. P. 58.

5. P. 37.

6. P. 17. Les exemples évoqués, « grands frères », « caïds » de quartier... désignent essentiellement des jeunes des quartiers qui sont rarement des immigrés au sens propre mais relèvent d'une identité ethnique nommée « immigrée ».

d'exclure la Turquie des projets européens, etc.¹ Quant aux retraites, un des soucis majeurs est d'empêcher « les étrangers installés en France » de « bénéficier indûment de notre solidarité² »...

La liste est sans fin. Partout, même dans les domaines les plus improbables, s'exprime la préoccupation la plus fondamentale de réagir à une menace ethnique. C'est une véritable obsession, une interminable paranoïa. Il ne s'agit pourtant jusqu'ici que d'une énumération, d'une vision générale. Si l'on rentre dans le détail de ces appels à la vigilance ethnique et identitaire, on découvre des raisonnements encore plus troublants du point de vue de l'éthique démocratique. Prenons le cas de l'écologie.

L'écologie FN

À lire le chapitre du Programme FN³, on a du mal à comprendre pourquoi « l'enjeu environnemental » est très lié non seulement aux questions économiques, mais aussi « à la maîtrise internationale des migrations » ; pourquoi l'écologie participe si fondamentalement à « la défense de l'identité nationale » ; pourquoi les « flux migratoires » sont mis sur le même pied que le « sac-cage des ressources naturelles » dans le domaine de l'écologie.

On ne comprend pas, parce qu'une partie du texte manque. Il s'agit encore d'un procédé rhétorique, l'ellipse, permettant de supprimer des éléments qui risqueraient d'altérer l'image respectable que le mouvement voudrait donner de lui-même. Mais heureusement, la partie manquante a été maintes fois énoncée par des

1. P. 50.

2. P. 80.

3. P. 28-30.

frontistes parlant d'écologie. Elle seule permet de comprendre les étonnantes affirmations du Programme 2012.

Deux textes cités par Valérie Igounet¹ sont très éclairants : « L'écologie véritable va de pair avec la défense de l'identité et pose comme essentielle la préservation du milieu ethnique, culturel et naturel des peuples (...). Nous ne voulons pas être les mammoths ou les pandas de l'espèce humaine. Pourquoi se battre pour la préservation des espèces animales et accepter dans le même temps le principe de disparition des races humaines par métissage généralisé² ? »

« Et lorsque nous défendons l'intégrité française, nous ne faisons rien d'autre que de défendre l'écologie ethnique et culturelle de notre peuple et en cela nous sommes dans le droit fil de la démarche écologique : la préservation des milieux nécessaires à la survie ou au développement des espèces (...). Pour survivre les espèces animales ne se mélangent pas et la plupart ont un territoire qu'elles défendent³. »

Essayons de comprendre.

Du point de vue de l'écologie au sens habituel du terme, le Front national fait pâle figure. Subordonnant les mesures écologiques à l'impératif de croissance⁴, partisan résolu du nucléaire (sauf « à long terme », d'autant plus long qu'il n'est même pas défini), minimisant les possibilités des énergies renouvelables⁵... les frontistes imitent les nombreux courants qui conjuguent déploration morale (critique du consumérisme, de la pollution) et conservatisme pratique avant tout motivé par les « gains de productivité » à accumuler face à la

1. *Le Front national*.

2. P. 253, citation de Bruno Mégret en 1991.

3. P. 244, conférence de presse de Carl Lang, Bruno Mégret et Jacques Tauran au congrès de Nice en 1990.

4. Programme FN, p. 28-29.

5. *Ibid.*

concurrence, renvoyant les diverses mesures indispensables à la transition écologique à l'irréalisme : « Ce n'est pas en revenant à la carriole qu'on réglera le problème des énergies fossiles¹. » Ne manque même pas à ce discours anti écologique l'invocation de la technique miracle qui nous préservera de changer nos modes de vie et nos manières de produire : l'hydrogène, qui pourra, espère la présidente, « être propre² ».

Mais la modestie des positions du parti sur les questions proprement écologique est, si l'on peut dire, compensée par la radicalité d'une « écologie » humaine si sulfureuse qu'elle n'est pas véritablement expliquée dans le Programme FN qui, pourtant, la défend. Relisons les textes manquants. Ils comparent la nécessité écologique de vivre dans un environnement naturel qui ne soit pas trop altéré, à ce qui serait une nécessité identitaire pour toutes les espèces, et pour les hommes en particulier, de garder pure leur identité raciale, ethnique, culturelle. Tout apport différent, toute mixité sont interprétés comme une destruction du milieu dans lequel un peuple peut vivre et se développer. On remarquera que cette conception de « l'écologie » humaine assimile l'immigré, l'autre parmi nous, à la pollution, aux agents pathogènes et destructeurs. C'est ainsi qu'on l'entend au Front national, comme en témoigne par exemple le discours de Jean-Marie Le Pen du 11 février 2007, où justement celui-ci voulait démontrer qu'« il y a cohérence complète entre la défense de l'identité et celle de l'environnement », exemple : « Chaque année, l'arrivée en France de milliers d'immigrés supplémentaires qui viennent s'entasser dans nos agglomérations (...) contribue à la détérioration de notre environnement

1. Marine Le Pen citée par Jean-Baptiste Malet, *Derrière les lignes du Front*, p. 60.

2. *Ibid.*

urbain¹. » Si l'on suit l'analogie faite par le dirigeant du parti, les immigrés « détériorent », polluent, en vocabulaire écologique, les villes françaises.

Avec ces types de raisonnements tirés de la culture FN, les affirmations « écologiques » du Programme 2012 deviennent compréhensibles. Mais, en même temps, elles éclairent l'obsession ethnique des frontistes sous un jour particulièrement sombre. L'autre, l'immigré, n'apparaît plus comme un être humain, mais comme un principe destructeur, une pollution dont il faut se débarrasser à tout prix.

L'horizon d'une telle pensée ? La purification ethnique.

Des mesures radicales

Le Front national n'en reste pas à cette vision du monde, d'une intolérance extrême, il cherche à la mettre en œuvre. Pour cela, il propose de nombreuses mesures, très concrètes qui dessinent les grandes lignes du type de société qu'il espère réaliser s'il parvient un jour au pouvoir. Elles correspondent parfaitement à ce que ce discours de guerre ethnique laissait prévoir : une multitude de mesures discriminatoires, inégalitaires, agressives contre les populations dont le seul crime est d'être étrangères (surtout si elles ne sont pas européennes) ou d'avoir une religion différente de la majorité des Français.

Les discriminations de fait envers les étrangers (surtout s'ils ont une apparence « non européenne » et même s'ils ne sont pas étrangers) existent. Mais dans de nombreux domaines, le Front national voudrait les

1. *Le Monde*, 13 février 2007, Christiane Chombeau, « M. Le Pen s'en prend violemment au chef de l'État sur le thème de l'écologie ».

transformer en discriminations de droit : il ne sera plus possible de rétablir l'égalité, cela deviendra illégal.

Ainsi, au nom de la « préférence nationale », renommée « priorité nationale », nous avons déjà vu que le Programme FN proposait de priver d'allocations familiales les familles dont les parents ne sont pas français ou européens¹. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres. Il est ainsi stipulé que « les entreprises se verront incitées à prioriser l'emploi, à compétences égales, des personnes ayant la nationalité française² ». La discrimination à l'embauche deviendra obligatoire. Par ailleurs, « le principe de priorité nationale doit (...) être posé concernant l'accès au logement social. Nos compatriotes doivent être les premiers à profiter de la solidarité nationale³ ». Cette discrimination dans l'accès au logement social, ne s'arrête pas là, les étudiants sont visés eux aussi : « Accorder aux étudiants français une priorité d'accès aux logements étudiants⁴. » Pour les vieux, la discrimination s'opérera au niveau des retraites : « les étrangers installés en France ne doivent plus bénéficier indûment de notre solidarité : il faut donc supprimer le droit au minimum vieillesse pour les étrangers n'ayant pas travaillé et cotisé en France pendant au moins dix ans et pour ceux résidant à l'étranger⁵ ». Pour les catégo-

1. P. 12 et 35.

2. P. 66.

3. P. 74.

4. P. 32. Le texte ajoute « avec une attention particulière pour les étudiants de la France d'Outre-mer », sans doute pour brouiller l'effet trop clairement racial ou xénophobe de cette mesure discriminatoire. Procédé usuel du même type que d'amener (très souvent) et de faire asseoir à une place très visible un militant FN noir lorsque Jean-Marie Le Pen participe à un débat télévisé, où, immanquablement, il dira du mal des « immigrés ».

5. P. 80.

ries les plus diverses se multiplieront aussi des sortes de doubles peines pénalisant les étrangers, à chaque infortune, d'une peine ou d'une exclusion supplémentaire. La double peine ainsi nommée pour mettre en lumière l'injustice des condamnés étrangers qui étaient, en outre, expulsés, le Front national veut la restaurer pleine et entière: « Assurer le renvoi chez eux des délinquants étrangers condamnés¹. » Mais aussi la double peine des étrangers victimes de chômage qui seront en outre expulsés. « Les étrangers en situation légale qui ne trouvent pas de travail seront incités à retourner dans leur pays au bout d'un an d'inactivité². » N'oublions pas par ailleurs, que de nombreuses discriminations de fait existent, comme par exemple le contrôle d'identité au faciès et faire silence sur le sujet équivaut à les entériner.

Voilà ce que signifie le principe de préférence ou de priorité nationale: des discriminations systématiques inscrites dans la loi, des populations privées de droits élémentaires, affligées d'un statut d'inférieur. Une réalité impensable en France depuis la fin du statut d'indigénat colonial et du régime de Vichy.

Ceux qui objecteront qu'il est normal qu'en France les étrangers n'aient pas les mêmes droits que les Français, oubliant quels droits fondamentaux sont ici en cause, montrent combien leur pensée et leurs valeurs se sont éloignées des principes qui fondent une société démocratique. Certes, ces hommes sont des étrangers, mais ce sont des hommes! Et en tant qu'hommes, aussi étrangers soient-ils, ils doivent bénéficier des droits fondamentaux que toutes les grandes déclarations des droits de l'homme, les conventions internationales, etc. reconnaissent à tout être humain.

1. P. 15.

2. P. 12, On imagine l'usage que pourraient faire certains employeurs de cette situation de grande précarité!

Sinon, nous basculons dans un autre type de société et nos valeurs fondamentales sont détruites. De nombreux exemples historiques et malheureusement actuels illustrent ce que cela peut vouloir dire.

Or, ce sont systématiquement ces droits fondamentaux dont le Front national voudrait priver de très nombreux individus. Les exemples, outre le flot de discriminations évoquées ci-dessus, abondent aux yeux d'un lecteur qui prend la peine de lire le Programme 2012.

La suppression pure et simple du regroupement familial¹, la suppression de l'AME (l'Aide Médicale de l'État) sous prétexte qu'elle est utilisée par les sans-papiers (« clandestins » au FN²), la « réduction drastique du nombre de demandeurs d'asile admis à rester en France³ », par exemple, transforment des droits fondamentaux en simples variables contingentes des choix gouvernementaux. Ils seront supprimés (ou réduits à presque rien) d'un trait de plume. Comme si supprimer le droit de vivre en famille, le droit de se soigner (quelquefois de vivre), le droit de trouver un asile lorsqu'on est persécuté dans son pays, pour quelque individu que ce soit, n'était plus qu'un « détail ». Comme si de telles pratiques ne détruisaient pas le socle de valeurs qui fonde nos sociétés.

Enfin, rappelons-nous que les mesures prônées par le Front national ne concernent pas que les étrangers, elles visent aussi, par exemple, les musulmans. Toujours suspectés de violer l'identité française et de vouloir « appliquer la charia⁴ » en France, ils ne sont pas traités comme les membres des autres religions, notamment la religion catholique. Les frontistes s'acharnent sur eux. Ils leur reprochent avec une extrême violence de prier dans la

1. P. 11.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. Programme FN, p. 86.

rue dans les occasions où les lieux de culte s'avèrent trop exigus, mais, par ailleurs, ils font tout pour empêcher la construction de mosquées. Non seulement le Programme 2012 multiplie les obstacles (interdiction des baux emphytéotiques et « autres facilités accordées à des cultes », interdiction « de faire appel à de l'argent venant de l'étranger¹ »), mais les militants frontistes sont à l'avant-garde des mobilisations contre les projets de construction de mosquées là où elles ont lieu. Les mêmes qui participent à des manifestations intégristes catholiques contre le mariage homosexuel ou les soutiennent, cherchent à priver, de fait, les musulmans de leur droit de culte (hors des caves). Encore une fois, c'est un droit de l'homme fondamental qui est attaqué.

Faut-il continuer ? Combien de droits de l'homme faut-il piétiner, de graves discriminations faut-il prôner, de mépris de l'État de droit faut-il afficher, pour que nombre de commentateurs sortent de leur léthargie ? Et que l'on se rende compte que ce mouvement politique, aujourd'hui encore, a quelque chose de vraiment pas ordinaire ?

Non, il n'est pas « trop tôt » pour savoir ce qu'est ce mouvement.

Se proposer de créer des populations de statut inférieur privées de droits élémentaires, de multiplier les obstacles au droit de culte de minorités stigmatisées, rallumer les passions et concourir aux confrontations ethniques, cela n'a pas une signification banale ou énigmatique, c'est détruire les valeurs essentielles qui nous séparent des dictatures, des systèmes d'Apartheid, des fascismes, etc.

Certains proposent « d'intégrer un tel mouvement dans la République, espérant qu'elle va le "digérer"² ».

1. P. 89.

2. Pierre-André Taguieff, *Du diable en politique*, p. 285.

Le menu prêle plutôt à indigestion, qui dans ces cas-là est souvent mortelle.

Autoritarisme, répression, oppression

Volonté d'épuration ethnique, discriminations systématiques, violation des droits fondamentaux, c'est cela qui est essentiel pour juger du programme FN, c'est cela qui nous fait basculer d'un type de société démocratique à un autre, qui en détruit les fondements. Peu importe ce que pense Marine Le Pen de la politique industrielle de la France, du sport, ou de la conjoncture sociale et politique. Lorsque les médias en restent à ces thématiques ordinaires, négligeant la question cruciale de la singularité radicale du projet de société porté par le Front national, déjà ils banalisent, ils contribuent à l'occultation de ce qui est fondamentalement en jeu : la mise en cause des valeurs essentielles d'une société démocratique.

Ce questionnement, qui devrait être central, touche à d'autres aspects que la seule question du traitement des minorités ethniques stigmatisées.

Outre l'obsession ethnique, il existe un deuxième domaine où le Front national s'abandonne à une obsession sans limite : l'obsession répressive. En lisant le Programme 2012, on ne peut qu'être frappé par la monotone répétition du recours invariable à la répression.

« Expulsion systématique¹ », « la responsabilité pénale sera accrue² », « les aides sociales (...) seront supprimées³ », « il est nécessaire d'accentuer les peines⁴ »,

1. P. 11.

2. P. 14.

3. *Ibid.*

4. P. 17.

« Aggraver les peines¹ », « les sanctions pénales (...) seront renforcées² », « devront être sévèrement punis³ », « Il convient de mener une répression sévère⁴ », « Renforcer les sanctions⁵ », « les sanctions (seront) accrues⁶ », « La loi prévoirait des sanctions pénales accrues en cas de non-respect de ces obligations⁷ », etc. La liste des injonctions à la répression est interminable. On peut bien sûr discuter de telle ou telle mesure, mais il ne s'agit pas seulement de telle ou telle mesure. Il s'agit d'une attitude systématique. Quasiment partout la solution, ou une des principales solutions, consiste à inventer des peines ou aggraver celles qui existent déjà. La répression n'est pas seulement un moyen juridique de sanctionner des délits, c'est un moyen politique de gouverner une société. Les penchants nettement autoritaires du Front national, mis à jour, vont le confirmer.

Cette conception répressive des rapports sociaux est en effet d'autant plus prégnante qu'elle s'inscrit dans une conception générale où les prérogatives des autorités sont constamment réaffirmées.

À l'école, par exemple, devra régner à nouveau « la valeur centrale de discipline » et « l'autorité » devra être rétablie pour l'ensemble des personnels de l'établissement scolaire. À la place du « pédagogisme » honni seront réintroduites les bonnes vieilles recettes : « se lever quand le professeur rentre en classe⁸ »...

1. P. 18.

2. P. 30.

3. P. 36.

4. P. 17.

5. P. 74.

6. P. 77.

7. P. 84.

8. Programme FN, p. 26.

Ses prérogatives seront rendues à l'État (« L'État fort¹ ») et notamment aux forces de l'ordre. « Il faut faciliter aussi le travail de la police et de la justice », par exemple en permettant l'« interception de conversations téléphoniques et de courriels dans le cadre de la lutte contre les stupéfiants² ». Et le programme propose aussi la « mise en place d'une présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre³ ».

Arrêtons-nous sur ces derniers exemples.

De nos jours, le discours « sécuritaire », intégrant de nombreuses revendications traditionnelles du Front national, s'est tellement banalisé que le développement infini des prérogatives de la police ne choque plus grand monde. Il y a pourtant un problème. Donner toujours plus de possibilités de surveillance et de contrôle à la police, et en faire un corps *a priori* protégé contre les plaintes des citoyens, c'est diminuer d'autant les droits de ces derniers. C'est créer un pouvoir administratif ou policier de moins en moins contenu par les contre-pouvoirs que constituent les droits de l'individu. Locke remarquait déjà à la fin du XVII^e siècle que donner des pouvoirs illimités à une autorité sous prétexte d'assurer « la paix et la sécurité » équivalait « à se protéger soigneusement contre les méfaits que viendront à commettre à leur préjudice des putois ou des renards, alors qu'ils trouvent leur plaisir et leur repos à se laisser dévorer par des lions⁴ ».

Être protégé contre la surveillance, le contrôle et les coercitions du pouvoir (des administrations, de la police, etc.) est un droit crucial; pouvoir réagir contre les abus de pouvoir sans que celui-ci ne se dérobe

1. *Ibid.*, p. 4 et suiv.

2. *Ibid.*, p. 12.

3. *Ibid.*

4. John Locke, *Deuxième traité du gouvernement civil*, Vrin, 1977, p. 127, 1^{re} édition 1690.

derrière des législations d'exception, un statut à part, est un droit fondamental violé dans toutes les dictatures. Un État démocratique protège les citoyens sans les priver de leurs libertés fondamentales, y compris leurs libertés face à l'État.

L'obsession de l'ordre, de l'autorité, de la répression et la restriction des droits des citoyens constituent les caractéristiques des États policiers. Au sein d'une démocratie, ils représentent un danger de dérive autoritaire.

Le Front national n'a pas le pouvoir, mais ces tendances sont décelables dans son programme dès aujourd'hui. Et les droits sacrés de l'individu ne semblent pas lui faire souci outre mesure.

Les droits collectifs non plus. Il décrète, comme une chose ordinaire : « Les manifestations des clandestins ou des soutiens aux clandestins seront interdites¹. » Il n'évoque même pas des circonstances particulières (troubles à l'ordre public, etc.), non, manifester pour des sans-papiers ou en faveur des sans-papiers serait tout simplement et définitivement interdit. Dans les cas où le Front national le décidera, le droit de manifester sera supprimé. Ce n'est qu'un droit circonstanciel, dépendant du bon vouloir du pouvoir, donc pas un droit.

De la même manière, les syndicats de magistrats, en majorité opposés à ces remises en cause de libertés fondamentales, le dérangent. Il propose, là aussi, tout simplement, de les supprimer. Savourons l'énormité du trait rhétorique : le programme parle de « Garantir l'indépendance et la neutralité de la Magistrature », avec pour principale disposition : « Suppression du droit d'être syndiqué² » ! Quant à l'École Nationale de la Magis-

1. Programme 2012, p. 10.

2. *Ibid.*, p. 14. Seront supprimés aussi « la possibilité de s'engager politiquement ou d'être candidat, d'écrire ou de témoigner au sujet d'une quelconque affaire ayant trait à leurs fonctions ».

trature, formant des juges qui ne rendent pas toujours les verdicts attendus par les frontistes, elle sera aussi supprimée...

La massive rhétorique FN ne peut masquer ce penchant prononcé pour les solutions autoritaires et ce mépris pour les droits individuels et collectifs. Malgré l'autocensure et les bonnes intentions déclarées, le fond autoritaire ressurgit à chaque instant.

Parole unique et pluralisme

À défaut de prendre en compte les droits individuels et collectifs, le Front national ne défend-il pas, malgré tout, une conception démocratique de la société en participant au débat démocratique, en jouant le jeu des institutions, en respectant le pluralisme, en jouant le jeu des opinions ? Allons vérifier sur le terrain.

Prenons l'exemple de l'attitude du parti vis-à-vis des journalistes dont les vues lui déplaisent. Aucune de ces bonnes dispositions démocratiques ne se manifeste. On relève au contraire des agressions (journalistes brutalisés, caméra cassée), des insultes (« Sale journaliste de merde » et, à l'intention des femmes, « journalope », contraction de journaliste et salope...), les interdictions d'accès (au Congrès FN, aux conférences de presse, des journalistes se faisant même chasser des manifestations) etc.¹ Ces exactions et exclusions ne sont pas exceptionnelles mais régulières et touchent un nombre de médias dont la liste s'allonge sans arrêt : *L'Express*, France Info, Mediapart, Radio Galère, *Le Ravi*, les journalistes de l'émission *C à vous* (France 5), du *Petit Journal* (Canal Plus), de l'émission *Les pieds sur terre* (France Culture), un photographe de l'AFP... liste à laquelle il

1. Marine Turchi, « Le détail des violences du Front national contre les journalistes », Mediapart, 5 mai 2015.

faut rajouter celle des censures municipales, à l'exemple de la mairie de Fréjus supprimant l'abonnement à *Libération* de la médiathèque¹.

Ce n'est pas rien, mais il y a plus grave encore et plus inquiétant : ce sont les justifications qu'apportent les frontistes à ces brutalités, ces pressions, ces exclusions. Chaque fois, ce qui est reproché aux journalistes, c'est fondamentalement de ne pas être d'accord avec le FN, de le critiquer.

La teneur d'un article ou d'un reportage déplaît, et tout d'un coup leurs auteurs deviennent des pestiférés auxquels on ne reconnaît même plus la qualité de journaliste « Ce ne sont pas des médias, ce ne sont pas des journalistes », décrète Florian Philippot à propos de journalistes qui ne donnent pas du FN une image qui lui convient², tandis que Marine Le Pen dénonce « le comportement de certains qui se disent journalistes³ ».

Ils se permettent de critiquer le Front national ou, pour un photographe, de publier une photo de Marine Le Pen qui déplaît. Non seulement leur accréditation pour suivre un congrès, assister à une conférence de presse risque de leur être retirée, mais, tout d'un coup, ils ne sont plus reconnus comme journalistes. Ils perdent toute légitimité et leurs droits peuvent être niés. Ce ne sont plus que des ennemis hostiles, fomenteurs malveillants de « croisades », « militants » politiques à combattre⁴.

1. Marine Turchi, « A Fréjus le maire FN supprime l'abonnement à *Libération* de la médiathèque », Mediapart, 15 janvier 2015.

2. Rédaction de Mediapart, « Les explications divergentes du FN sur son refus d'accréditer Mediapart et le Petit Journal », Mediapart, 25 novembre 2014.

3. Marine Turchi, « Le détail des violences du Front national contre les journalistes », Mediapart, 5 mai 2015.

4. François Bonnet, Mediapart, 15 février 2012, Rédaction de Mediapart, 25 novembre 2014.

L'investigation critique, fondement du métier de journaliste devient ici (si elle prend pour objet le FN), dévoiement du journalisme, agression intolérable. Imaginons qu'avec de telles dispositions d'esprit le Front national parvienne au pouvoir, que deviendrait la liberté de la presse ? On peut légitimement s'en inquiéter, sauf pour les « vrais » journalistes qui encenseraient le pouvoir ou s'abstiendraient de trop le critiquer.

Or cette propension à considérer la libre critique comme un comportement scandaleux méritant sanction ne concerne pas seulement la presse, elle concerne tous les domaines où le Front national a les moyens d'intervenir. Lorsque David Rachline, maire FN de Fréjus, décide de fermer le centre social de Villeurbanne dont la directrice s'était permis de critiquer, notamment, les énormes baisses de subventions aux centres sociaux, il décrète aussitôt qu'il s'agit d'un « faux centre social ». La directrice n'est plus directrice, mais une militante politique ennemie et le centre social n'est plus un centre social¹.

Comme dans le cas des journalistes, c'est le Front national, avec tous les moyens d'autorité et de force coercitive en sa possession, qui décide, seul, ce qui est un centre social ou rien, et qu'on peut donc fermer. La faute impardonnable qui fait tomber du côté du rien ? Avoir osé exprimer un désaccord.

La même volonté de réprimer toute parole qui s'écarte de la vérité officielle FN se lit dans l'attitude du parti vis-à-vis des chercheurs, sommés de s'auto-censurer s'ils veulent effectuer leurs recherches à l'intérieur du parti (recueillir des témoignages, distribuer

1. Marine Turchi, « Fréjus, le maire FN ferme un centre social en ciblant ses “positions politiques” », Mediapart, 8 septembre 2014.

des questionnaires, etc.¹). Rappelés à l'ordre, invectivés publiquement au moindre écart, empêchés d'effectuer leurs recherches, ils sont perçus comme illégitimes dès lors qu'ils exercent librement leur métier².

Cette même conception singulière du pluralisme démocratique s'exprime sans fard lorsque des maires FN s'emploient à exclure des sections de la Ligue des Droits de l'Homme de leur local (à Hénin-Beaumont, à Mantes-la-Ville³). « À partir du moment où ces militants s'immiscent dans la vie de la municipalité avec des *a priori* hostiles, on ne va pas les laisser profiter d'un local municipal. On serait maso ! Fini l'hébergement et fini la subvention⁴. » Le maire, garant de l'intérêt général, ne se demande pas si la défense des droits de l'homme y concourt, il agit en chef de clan et ne prête attention qu'à la critique de la LDH qui ne l'a pas épargné. Pour lui, une association n'a évidemment aucune indépendance. Si elle est en désaccord avec le maire, seul un « maso » peut lui conserver son local. Le pluralisme n'est pas une valeur démocratique, mais seulement du masochisme.

Inutile de dire que le Front national ne s'adonne aucunement à ce masochisme pluraliste dans ses

1. Et ce n'est pas sans effet : « L'autocensure ou la pratique tous, notamment pour ne pas compromettre un terrain que l'on compte exploiter », témoignage de Nicolas Lebourg recueilli par Marine Turchi, « Des chercheurs dénoncent les entraves à leurs enquêtes sur le FN », Mediapart, 11 septembre 2014.

2. Le Programme FN prévoit de surveiller activement les chercheurs, traités comme des petits garçons paresseux : « Les chercheurs de l'université n'ayant rien publié pendant une période à déterminer selon les disciplines » devront se reconvertir professionnellement, p. 42.

3. À Mantes-la-Ville, après le tollé suscité par ce comportement à Hénin-Beaumont, le maire reviendra sur sa décision.

4. Steve Briois cité par Marine Tronchi, « Hénin-Beaumont : le maire ferme le local de la LDH », Mediapart, 8 avril 2014.

relations avec l'opposition là où il est investi de quelque pouvoir. Institutionnellement, il ne peut pas la supprimer mais, outre les invectives, il manifeste constamment son désir de lui laisser le moins de place possible, des monologues interminables de Stéphane Ravier à Marseille¹ au règlement intérieur adopté par le conseil municipal du Pontet imposant aux élus de l'opposition de réduire leur temps d'intervention à trois minutes²...

Finalement, le délire chromatique du maire d'Hayange, repeignant tout à ses couleurs, en bleu, l'œuvre d'un artiste, en bleu-blanc-rouge, des wagons de mine fleuris³... exprime parfaitement l'état d'esprit FN : imposer partout sa parole, sa couleur, sa vérité unique.

Pouvoir intrusif

Tout cela est d'autant plus inquiétant que les discours, le programme et les pratiques du Front national développent une conception du pouvoir extrêmement intrusive, intervenant à tout propos dans le fonctionnement des institutions pour imposer la volonté du parti et son idéologie, préfigurant ce qui pourrait devenir une idéologie d'État.

Prenons l'exemple de l'école⁴. Le Front national se méfie par-dessus tout de la liberté des enseignants. L'enseignement, semblent penser les frontistes, doit refléter les idées du parti au pouvoir. Ils ne sont pas encore au pouvoir mais déjà, ils s'y emploient, imaginant régler

1. Informations diffusées par *Marseille 13/14 contre l'extrême droite*.

2. Rédaction de Mediapart, « Au Pontet, le maire FN réduit la parole de l'opposition à trois minutes », 23 septembre 2014.

3. Rédaction de Mediapart, « Hayange: les peintures bleu-blanc-rouge du maire FN », 27 août 2014.

4. Programme FN, p. 26-27.

les moindres détails de ce qui se passera dans les classes. C'est vrai des contenus. Par exemple, les professeurs d'histoire seront tenus d'enseigner essentiellement l'histoire de France. Négligeant le reste de la planète, ils devront aussi en revenir, et pour toute la scolarité, à la seule exposition chronologique de la réalité historique : « l'histoire sera apprise de façon chronologique tout au long de la scolarité »...

C'est vrai aussi des méthodes : les enseignants, là aussi, perdent toute autonomie. « Les méthodes et l'état d'esprit pédagogue (à l'école) n'y ont plus leur place », une formule assez générale pour proscrire toute initiative pédagogique. Et pourquoi avoir des initiatives puisque tout est prévu ? Par exemple, « la méthode syllabique sera obligatoire au CP ».

Ces exemples suffisent à imaginer ce qu'est la volonté de contrôle de l'enseignement au Front national, mais elle ne s'arrête pas à ces quelques préconisations autoritaires, c'est surtout la censure sur la libre interprétation des sujets sociaux et politiques qu'il voudrait obtenir. Et il menace : « A l'école, la laïcité, qui est non seulement la neutralité religieuse mais aussi la neutralité politique, sera appliquée avec la plus grande fermeté. » Avec ce que nous savons de la conception de la neutralité religieuse frontiste, nous devinons ce que peut être sa conception de la neutralité politique¹. Mais ce discours menaçant soulève aussi une grave interrogation.

1. Un exemple : le Front national veut imposer que l'accent soit mis sur le « patriotisme » dans la formation des fonctionnaires et que soient recrutés à l'ENA « des hauts fonctionnaires patriotes », Programme FN, p. 19. « Patriote » est un qualificatif que le FN s'est approprié, dans une interprétation nationaliste identitaire, il est devenu un concept central de sa doctrine. Or, l'allégeance des fonctionnaires à cette référence clé du Front national ne semble aucunement contredire leur devoir de neutralité.

Comment feront-ils pour vérifier la « neutralité » des professeurs, constamment soupçonnés de l'enfreindre ? Des dénonciations ? De la vidéosurveillance dans les classes ? Des instances de contrôle des enseignants ?

On ne sait pas mais, avec le Front national, on est sûr que l'œil du pouvoir rentre dans les classes et s'apprête à y introduire son ordre.

La tentation autoritaire

On ne pourra pas dire qu'on ne le savait pas. Les tendances autoritaires du Front national se manifestent à tous les niveaux. Là où il possède le pouvoir (les mairies FN), ou qu'il a les moyens d'en abuser (avec les journalistes), ces tendances s'incarnent dans des pratiques de pouvoir arbitraire et répressif. Là où il est privé de pouvoir, ces tendances se manifestent par une intense spéculation programmatique manifestant partout une puissante tentation autoritaire associée à son corollaire, le dédain pour les libertés et les droits fondamentaux¹.

Outre la volonté d'imposer des distinctions ethniques et de multiplier les discriminations, le Front national se caractérise par ses options très déterminées en faveur de la répression, de l'exclusion, de la censure, son refus du pluralisme, son mépris pour les droits des individus, des libertés collectives, pour l'indépendance de la presse, des professeurs, des associations... Ces tendances autoritaires si obstinément exprimées accentuent très nettement encore sa singularité anti-démocratique déjà mise en évidence à propos de son discours sur les

1. Tous ces contrôles, toutes ces interventions du pouvoir, ces répressions, prospèrent dans la Russie de Poutine, régime pour lequel les frontistes manifestent une attirance et une admiration qui, pour le moins, interroge. Caroline Monnot, Abel Mestre, *Le système Le Pen*, p. 59-60.

« immigrés ». Il participe actuellement aux institutions démocratiques tout en les niant. Ses pratiques, ses idées, son programme, expriment les tendances les plus opposées aux principes fondamentaux qui distinguent une société démocratique d'une société autoritaire (ou « totalitaire », fasciste, etc.¹).

Étrange programme économique FN. Propagande et réalité

Pour les raisons indiquées plus haut, nous ne nous attarderons pas à commenter isolément telle ou telle mesure du programme économique du Front national. Il est important de comprendre en quoi ce programme n'en est pas un.

Le discours économique et social du Front national depuis que Marine Le Pen y joue un rôle prépondérant est, en effet, fort singulier. Les affirmations les plus divergentes, voire les plus opposées, s'y succèdent sans que personne ne semble se soucier de cette juxtaposition ahurissante.

Tout d'abord se déploie tout un discours où les dirigeants du parti se présentent comme les représentants du peuple face à ses oppresseurs. Marine Le Pen, à la suite de son père, ne cesse de se réclamer du « peuple » et de dénoncer les « élites », reprenant à son compte

1. Nul besoin d'idéaliser le type de société dans lequel nous vivons pour opérer cette distinction. Nous pouvons reconnaître que nous ne vivons pas dans une démocratie pleine et entière, une « démocratie réelle » comme le disent les « Indignés » en dénonçant les tendances oligarchiques à la suite de Castoriadis (*Figures du pensable*, Seuil, 1999, p. 145 et suiv.), mais même par rapport à cette semi-démocratie, les tendances profondes qu'exprime aujourd'hui le Front national représentent un possible basculement dans quelque chose que l'on n'a pas vu depuis le régime de Vichy.

l'étiquette qui lui est accolée de leader « populiste » : « Si le populisme c'est, comme je crois, défendre le peuple contre les élites, défendre les oubliés contre l'élite qui est en train de leur serrer la gorge, oui, alors dans ce cas-là, moi, je suis populiste¹. » Mais elle n'en reste pas là. Depuis son accession à la présidence du parti, elle émaille son programme de nombreuses dispositions et de nombreux commentaires traditionnellement défendus par la gauche, la gauche « radicale » et la gauche altermondialiste plutôt que la gauche gouvernementale gagnée au libéralisme². De « La remise sur pieds des services publics décimés par trois décennies d'idéologie ultralibérale³ » à « l'interdiction des produits spéculatifs » ainsi qu'à l'instauration d'« une taxe mondiale sur les transactions financières⁴ », etc., c'est un pillage où la phraséologie elle-même est importée. Il y avait de quoi désarçonner les critiques et séduire les catégories populaires.

Mais le rôle des critiques et l'intérêt des électeurs de condition populaire est justement de ne pas se laisser abuser par la vitrine, d'aller voir par-delà. Est-ce que le Front national aurait viré de gauche comme le prétendent de nombreux commentateurs ? La moindre investigation du Programme 2012 suffit pour constater qu'il n'en est rien.

La critique de la mondialisation est très visible, mais a-t-elle le même sens que celle des altermondialistes ?

1. Marine Le Pen, France 2, citée par Valérie Igounet, *Le Front national*, p. 437. Le Programme FN parle d'« élite financière prête à sacrifier le peuple sur l'autel de leur intérêt », p. 67.

2. Dominique Vidal, *Le ventre est encore fécond. Les nouvelles extrêmes droites européennes*, Libertalia, 2012, fait une recension de ces propositions empruntées à la gauche, il y en a trois pages, p. 76 et suiv.

3. Programme FN, p. 4.

4. *Ibid.*, p. 6.

Ceux-ci critiquent un système capitaliste de concurrence mondialisée, exacerbée, sans régulation, accaparant les biens communs, dépossédant les travailleurs de leurs droits, transformant les humains en marchandise, et, finalement, détruisant la planète. Ce n'est pas du tout cela que défend le Front national, même quand il utilise des formulations identiques. Ainsi, lorsqu'il critique « le dogme de la concurrence libre et non faussée », ce qu'il critique ce sont les freins au « réarmement » économique de la France dans le cadre de la mondialisation : « Le dogme de la concurrence libre et non faussée » interdit « par idéologie » « les aides d'État à nos entreprises, ainsi que toute forme de protection aux frontières internes de l'UE, mais aussi externes. En bref, toute forme de patriotisme économique¹ ». Il ne s'agit pas de mettre en cause la guerre économique, au contraire il s'agit de la transformer en guerre économique nationale, c'est-à-dire de l'exacerber en transférant sur les relations économiques le mode de pensée nationaliste guerrier du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e siècle (celui de l'Action française en France et des pangermanistes en Allemagne²). Ainsi la revendication d'une politique protectionniste aux frontières, par exemple, est destinée avant tout, cette fois encore, à « réarmer » la France pour gagner la guerre économique des peuples. En ce sens le Front national est ultramondialiste, tout doit être fait pour que la France l'emporte,

1. Programme FN, p. 4.

2. Il est frappant de constater que le FN propose des mesures nationalistes économiques (fermer nos frontières, etc.) sans imaginer les rétorsions des autres pays comme s'il s'agissait d'un conflit guerrier. En effet, cela aurait du sens dans le cas d'une guerre militaire où le vainqueur fixerait ses conditions, cela n'en a plus dans le cas d'une guerre économique où ces rétorsions sont quasi inévitables. Ce fait à lui seul décrédibilise toutes ces mesures FN.

« tienne son rang » dans la compétition mondiale. « Ce que je veux, c'est une France qui tienne son rang face à la mondialisation sauvage. Une France qui retrouve des muscles pour faire valoir ses atouts et protège ses intérêts. C'est la grande bataille que je lancerai pour le protectionnisme à nos frontières nationales¹. » L'imaginaire de la nation en guerre est central. Le Programme FN enjoint à « nos diplomates » de « devenir des acteurs de la guerre économique² » et aux « centres de recherche nationaux » de mettre en place des modes de fonctionnement « adaptés à la compétition internationale³ ». Cet ultranationalisme économique, bien loin de mettre en cause l'asservissement des individus à la concurrence capitaliste mondiale inhumaine que dénoncent les altermondialistes, en représente une version extrême. Nul doute que pour parvenir à gagner ces « batailles », cette « guerre », les salariés français devront être ultracompetitifs, redoubler d'efforts, durcir les cadences, au lieu de réclamer des droits (dont le programme ne parle pas). L'État doit être sans faiblesse vis-à-vis des « assistés », être hypersélectif à l'école, faire jouer le marché et se méfier des dispositifs sociaux dont le pauvre, c'est bien connu, fait mauvais usage... Et l'on trouve effectivement tout cela dans le programme, les discours, les pratiques du Front national.

Non seulement le souci de compétitivité est partout⁴, mais les salariés, continuellement soupçonnés de paresse, sont traqués. « Une lutte plus rigoureuse contre les “arrêts de confort” et autres abus sera conduite⁵. »

1. Marine Le Pen citée par Pascal Perrineau, *La France au Front*, p. 114.

2. P. 52.

3. P. 41.

4. « Dans une compétition mondiale où aucun ralentissement n'est permis », Programme FN, p. 40.

5. *Ibid.*, p. 43.

« Le non-respect par un demandeur d'emploi des obligations imposées par Pôle emploi (obligation de recherche, d'acceptation d'un emploi dans les conditions qui seront définies) sera plus sérieusement vérifié¹. »

Voudront-ils malgré tout défendre leurs conditions ? Le Front national imagine « une grande réforme des syndicats » dont la conséquence sera qu'« ils seront (...) plus à même d'entrer dans des logiques de concertation constructives et moins tentés de recourir à un rapport de force (grève, manifestation) pour pallier leur manque de légitimité² ».

Quant aux mesures sociales, point trop n'en faut, car elles formeraient des « assistés ». Le parti socialiste, pourtant peu prodigue en la matière ces dernières années, est ainsi accusé de générer « toujours plus d'assistanat³ »... Dans ce monde impitoyable, les enfants défavorisés pourront-ils, malgré tout, remonter la pente ? On peut en douter, car on ne trouve aucune réflexion, ni aucune mesure propre à lutter contre l'échec scolaire, les bonnes paroles et l'exhortation à la discipline semblant suffire. Au contraire, les rédacteurs du Programme appellent à renforcer la sélection, « la sélection des meilleurs⁴ » évidemment.

Quant à ceux qui continuent à croire que le Front national défend le peuple contre les nantis, de nombreux détails sont susceptibles de leur dessiller les yeux, des détails qui se révèlent être, comme le célèbre « point détail de la seconde guerre mondiale », la substance même. Il en est ainsi, par exemple, de la focalisation démesurée du programme et des discours frontistes sur les fraudes des chômeurs et des salariés à la sécurité

1. *Ibid.*, p. 65.

2. *Ibid.*, p. 66.

3. *Ibid.*, p. 76.

4. *Ibid.*, p. 25.

sociale¹, proposant même de créer un secrétariat d'État à la lutte contre la fraude: «Création d'un secrétariat d'État à la lutte contre la fraude, chargé de piloter un vaste plan interministériel anti-fraude²»! Tandis que, par ailleurs, la lutte contre les fraudes des riches n'a droit qu'à quelques phrases convenues sur la nécessité d'appliquer ou de renforcer les sanctions. C'est bien le moins dans un programme qui répète ces formules pour à peu près tous les sujets, mais là aucun secrétariat d'État, aucune mobilisation ministérielle, que de vagues promesses³.

En fait, ces dénonciations véhémentes des «élites» accumulent tous les travers de ces dernières tout en en partageant les préjugés (élitistes...). Jean-Baptiste Malet, par exemple, après enquête, s'est rendu compte qu'au comité central du Front national ne siégeait «pas un seul ouvrier», et dans les échelons intermédiaires (cadres locaux), il n'y en avait guère plus. Interpellant Marine Le Pen à ce sujet, il a droit à cette réponse de l'héritière⁴ comblée, issue de «la préférence familiale» régnant au Front national (plus d'une fois favorisée de façon éhontée par son père au sein du parti), bénéficiant de substantielles ressources, de réseaux, de notoriété, simplement parce qu'elle est la fille de son père: «Je ne me pose jamais cette question. Étant entendu que je fonde le Front national sur le mérite et que par

1. Programme FN, p. 43-44.

2. *Ibid.*, p. 73.

3. *Ibid.* Cette polarisation sur la fraude des pauvres est d'autant plus représentative d'un mode de pensée favorable aux riches qu'elle représente des sommes dérisoires par rapport aux fraudes des nantis. Voir Laurent Mucchielli, *Sociologie de la délinquance*, Armand Colin, 2014, p. 96 à 101.

4. Au sens propre mais aussi au sens qu'en ont donné Bourdieu et Passeron, *Les héritiers*, Éditions de Minuit, 1964.

conséquent toute personne qui mérite sera à la place à laquelle elle doit être¹. » Les ouvriers sont à leur place au FN: tout à fait en bas.

Ce mode de pensée élitiste n'est pas que de l'ordre du discours, il s'illustre aujourd'hui quotidiennement dans la gestion des villes conquises par le Front national. On ne connaît pas de mesures prises contre les privilèges des riches ou les inégalités sociales, par contre, on assiste à un véritable acharnement contre les pauvres: arrêté anti-mendicité (Hénin-Beaumont), suppression de la gratuité des cantines scolaires pour les plus démunis (Pontet, Beaucaire), arrêt des subventions à la Maison du vivre ensemble qui assurait le soutien scolaire d'une centaine d'enfants (Beaucaire), fermeture d'un centre social recevant une population aux très faibles revenus (Fréjus), baisse un peu partout des subventions à des associations d'aide aux plus pauvres... les mesures pleuvent, et toujours en défaveur des pauvres.

Cet acharnement est d'autant plus significatif qu'en même temps, un certain nombre de ces maires tirent sans vergogne de substantiels avantages de leurs fonctions pour eux-mêmes et leurs amis. Plusieurs maires se sont empressés d'augmenter leurs indemnités, et pas qu'un peu! De 15 à 14,72 % à Cogolin et au Luc², de 44 % (!) au Pontet, hausse si énorme qu'elle a été annulée par la préfecture du Vaucluse³. Pendant ce temps le maire de Béziers, Robert Ménard, élu Rassemblement Bleu Marine, diminue les subventions des associations,

1. *Derrière les lignes du Front*, p. 22.

2. Marine Turchi, « Dans ces deux petites villes varoises les maires FN ont provoqué un tollé en augmentant leurs indemnités de 15 et 14,72 % . »

3. Rédaction de Mediapart, « Le Pontet: l'augmentation de salaire du maire retoquée par la préfecture », 29 août 2014.

mais attribue 730 200 euros à sa communication municipale¹, tandis qu'à Hénin-Beaumont, l'examen du budget de la ville a fait apparaître « une augmentation de 135 000 euros dans les frais de réception et de déplacement »... L'opposition a pu accuser le Front national de se « goinfrer sur le dos des habitants² » ! Et ainsi de suite³...

Enfin, le clan des amis n'est pas oublié. Des entreprises liées à l'extrême droite sont choisies pour assurer des prestations lucratives, notamment à Fréjus mais aussi à Beaucaire⁴...

Le Front national, lorsqu'il bénéficie de quelques pouvoirs, ne s'en prend aucunement aux élites et à leurs privilèges. Il cherche avant tout à prendre leur place. Quant aux pauvres réels (non ceux de ses discours), il les traite plus mal encore que les élites traditionnelles.

Inutile de continuer. Apparaît immédiatement la contradiction totale entre les conceptions sociales et économiques du Front national et les valeurs et mesures de gauche dont il parsème son programme. Le mépris pour les pauvres, ces « assistés » qui ont la place qu'ils méritent, s'exprime avec constance et aboutit

1. Rédaction de Mediapart, « A Béziers, Robert Ménard s'octroie un beau budget de communication », 27 mars 2015.

2. *Le Monde*, 8 juin 2015, « A Hénin-Beaumont, le climat municipal vire à l'orage ».

3. Finalement tous ces cadres FN suivent le chemin emprunté par leur leader historique, Jean-Marie Le Pen, jamais à court de phrases vibrantes le situant du côté du petit peuple, tout en faisant fructifier (par prête-noms transparents interposés) un incroyable magot sur divers comptes en Suisse. « Jean-Marie toujours aux mallettes », *Le Canard Enchaîné*, 29 avril 2015.

4. Marine Turchi, « Les villes FN, un nouveau business pour les sociétés proches de l'extrême droite », Mediapart, 28 août 2014, et « A Beaucaire comme à Fréjus, le FN fait travailler une société amie », Mediapart, 9 septembre 2014.

à des politiques, prônées ou effectivement mises en œuvre, consistant à les surveiller (eux spécialement), à constamment les traiter (eux spécialement) en fraudeurs en puissance, à réduire ou supprimer les dispositifs sociaux chargés de leur venir en aide, à exclure les plus démunis... Une idéologie et une politique de nantis (ou aspirant à le devenir) épousant les modes de pensée les plus élitistes. En outre, la guerre économique à outrance, encore radicalisée par sa réinterprétation en guerre économique nationaliste, crée des logiques plus favorables à la transformation des salariés en « soldats du travail¹ » qu'aux droits des travailleurs. Et effectivement, le programme et les pratiques FN développent une pensée et des propositions économiques aux antipodes des emprunts faits à la gauche dans le même texte. Les préférences élitistes des frontistes sont évidentes, mais cela ne doit pas nous empêcher de remarquer que ce programme économique est totalement incohérent. Tellement incohérent, juxtaposant des propositions si contradictoires, que cela demande explication.

Captation d'héritage : l'arnaque du siècle

On aura d'abord remarqué que, comme en 1992 (date du précédent changement spectaculaire du programme économique sous l'impulsion de Mégret), cette brutale introduction de discours empruntés à la gauche ne s'est pas produite à l'issue d'un débat de fond soulevant d'épineuses questions économiques. Le débat, quand il a eu lieu, a été avant tout un débat tactique, la nouvelle équipe dirigeante mettant constamment en avant l'efficacité stratégique de ses innovations. Et c'est

1. Recherche, *Le soldat du travail. Guerre, fascisme et taylorisme*, textes réunis par Léon Murard et Patrick Zylberman, septembre 1978.

évidemment de ce côté qu'il faut chercher l'explication de ces éléments contradictoires juxtaposés.

Depuis la crise financière mondiale de 2008, la fiction de l'autorégulation harmonieuse du système économique et de la modernisation libérale favorisant le progrès de la société tout entière, ne fait plus recette. Au contraire, des thèmes portés traditionnellement par la gauche : la protection des acquis sociaux, l'implication de l'État dans la lutte contre les effets destructeurs des logiques financières, la défense des services publics, etc. sont devenus des valeurs refuge pour une grande majorité de la population, comme le prouve la très grande impopularité du gouvernement Hollande qui brade jour après jour ces acquis. C'est dans ce contexte que s'est opérée la conversion économique de la nouvelle équipe dirigeante. Comme le résumait en une formule Caroline Monnot et Abel Mestre : « L'utopie de la mondialisation heureuse a vécu et le Front national entend en récolter les fruits¹. » La gauche de gouvernement (socialiste) se révélant plus libérale que jamais, le Front national, malgré l'énormité de « l'arnaque », s'est précipité pour se présenter, lui, comme le véritable héritier de ces valeurs de gauche délaissées ! Une captation d'héritage.

Jean-Marie Le Pen est devenu riche en héritant de la fabuleuse fortune Lambert. On sait que l'accusation de captation d'héritage a été portée contre lui par Philippe Lambert, mais a ensuite été abandonnée lorsque les deux parties sont parvenues à un accord². Quoi qu'il

1. *Le système Le Pen*, p. 116.

2. Gilles Bresson, Christian Lionet, *Le Pen. Biographie*, Seuil, 1994, p. 315 et suiv. Plus récemment, une enquête réalisée pour France 2, « Le hors-série de "Complément d'enquête" », jeudi 31 juillet 2014, a renouvelé l'accusation à propos d'une vieille dame dont les largesses, à l'origine destinées au Front national, n'auraient finalement abouti que dans la seule escarcelle du président.

en soit, la captation d'héritage, c'est exactement cela que cherche à réaliser Marine Le Pen. Il ne s'agit pas d'argent, mais de capter l'héritage affectif imaginaire, politique de la gauche et du mouvement ouvrier depuis deux siècles. Mais comme les valeurs du Front national sont contradictoires avec cet héritage, l'ensemble est incohérent et l'héritage profondément altéré.

Altéré, car, malgré, quelquefois, le pur recopiage de certaines formules, notamment de la gauche altermondialiste, le Front national ne tient pas le même discours qu'elle. Ainsi, par exemple, les critiques du néolibéralisme où l'on croirait entendre quelquefois l'association Attac, disent tout autre chose. On se rend compte très vite que manque dans la copie FN ce qui fait la richesse du corpus économique d'Attac : l'analyse minutieuse des mécanismes de ce libéralisme mondial et des alternatives que non seulement les États mais aussi les citoyens pourraient mettre en œuvre¹. Dans le programme FN, ces phrases en restent à des affirmations globales et à des explications qui sont souvent plus morales qu'économiques. C'est le cas par exemple du thème omniprésent de la « déloyauté ».

« Nous ne remettons pas en cause l'économie de marché, ni les bienfaits de la concurrence si elle est loyale². » Effectivement, Marine Le Pen et son équipe, malgré leurs odes à l'État, se fient en général plutôt au

1. Parmi de nombreux ouvrages : Thomas Coutrot, *Démocratie contre capitalisme*, La dispute, 2005 ; *Jalons vers un monde possible. Redonner des racines à la démocratie*, Le Bord de l'eau, 2010 ; Gustave Massiah, *Une stratégie altermondialiste*, La Découverte, 2011 ; Attac, *Sortir de la crise globale. Vers un monde solidaire et écologique*, La Découverte, 2009, etc.

2. Marine Le Pen, présentant le programme économique du Front national le 9 avril 2011, citée par Caroline Monnot et Abel Mestre, *Le système Le Pen*, p. 114.

marché qu'aux mesures sociales étatiques. Ainsi, pour le logement, le Programme FN commence par déclarer que « le logement est aussi un bien marchand », et, développe une argumentation libérale des plus orthodoxes : « Le fonctionnement du marché de l'immobilier est entravé par une fiscalité dissuasive, une réglementation étouffante¹ »...Donc l'ordre du marché et la libre concurrence, le libéralisme économique, sont bons en eux-mêmes. Le problème ne vient pas de leur fonctionnement, mais du fait qu'il y a des tricheurs « déloyaux ». On est aux antipodes des analyses des mécanismes économiques et sociaux à laquelle se livrent les économistes critiques (altermondialistes ou autres).

On remarquera que cette explication morale invoquant les tricheurs déloyaux, pays étrangers et élites cupides (dont les locuteurs et leurs pairs ne font pas partie : c'est la déloyauté des autres qui est stigmatisée) réactive le type d'explication qui mettait en scène les Juifs (là aussi à la place d'une analyse des mécanismes économiques). Certes, Marine Le Pen et son équipe n'incriminent plus les Juifs, mais leur rôle explicatif, leur place, subsistent. Place prête à être remplie, et pas seulement par les Chinois déloyaux².

La captation de l'héritage de la gauche est une énorme « arnaque » car, non seulement elle capte un héritage de gauche qui lui est totalement étranger, mais

1. P. 74. Voir la critique de ces choix imprégnés de libéralisme économique dans la Gauche forte (un collectif animé par le socialiste Yann Galut), *Le guide anti-FN*, Libro, 2014, p. 104. L'ouvrage rappelle « le silence du FN sur la construction de logements sociaux », p. 104, etc.

2. Sur les Chinois déloyaux, Programme FN, p. 64. Sur la subsistance du ressort « juif » dans la pensée économique d'extrême droite : Luc Boltanski, Arnaud Esquerre, *Vers l'extrême*, p. 17.

aussi parce que derrière ces séductions, le Front national maintient une vision du monde et des projets très inégalitaires, élitistes, qui en constituent la totale négation¹.

1. 5 février 2017: Le FN vient de rendre publiques les 144 mesures qu'il propose pour les présidentielles. Elles confirment pleinement toutes les analyses du présent chapitre. L'expression est plus retenue et apparaissent quelques inflexions destinées à adoucir l'image du parti frontiste (la peine de mort laisse place à « une peine de prison de perpétuité réelle incompressible », mais elle pourra être rétablie par référendum...), ou pour la verdir (il n'apparaît plus opportun d'insister sur les limites des énergies renouvelables). Mais tout ce que nous avons décrit dans les pages précédentes est toujours là : les procédés rhétoriques (l'inversion du sens des mots sans le dire, « la laïcité », etc.), l'obsession ethnique et la légitimation totale des discriminations (« Ériger la citoyenneté française en privilège pour tous les Français par l'inscription dans la Constitution de la priorité nationale »), l'obsession répressive (« créer 40 000 places de prison supplémentaires », etc.), la volonté de priver les homosexuels des droits acquis (« Créer une union civile (PACS amélioré) qui viendra remplacer les dispositions de la loi Taubira, sans effet rétroactif ») et l'annonce de mesures sociales plus ou moins radicales (« retirer la loi travail », etc...) au sein d'un ensemble de dispositions économiques très libérales qui, fondamentalement, les contredisent (« défisicaliser les heures supplémentaires », etc.). Malgré les effets d'annonce, les recettes lepénistes restent toujours ce qu'elles ont été.

2.

Front national et extrême droite

Le Front national, l'extrême droite et le général Boulanger

« D'extrême droite et pas fière de l'être » ironise *Le Canard Enchaîné* à l'automne 2013¹. « Marine Le Pen est à l'extrême droite mais ne veut pas que ça se sache » poursuit faussement candide Jean-Michel Thénard, rappelant qu'« Elle menace “d'action en justice” tous ceux qui l'affirmeraient ».

Effectivement, comme son père en 1995, menaçant d'un droit de réponse tous ceux qui continueraient à dire qu'il est d'extrême droite, Marine Le Pen cherche à intimider les médias en les menaçant des foudres de la justice, espérant provoquer leur autocensure. Cette offensive, où s'exprimaient sans fard ses penchants autoritaires, n'eut pas le succès escompté. Plusieurs journaux, c'est tout à leur honneur, ne se sont pas soumis à l'intimidation : *Le Canard Enchaîné*, avec l'ironie qui fait sa réputation et, notamment, *Le Monde*, publiant un article signé de six spécialistes de ces questions (l'historien Nicolas Lebourg et les « politistes » Joël Gombin, Stéphane François, Alexandre Dézé, Jean-Yves Camus et Gaël Brustier). En titre : « Contrairement à ce qu'affirme Marine Le Pen, son parti incarne la tendance classique de l'extrême droite en France. FN, un national populisme. »

1. 9 octobre 2013.

Les auteurs font valoir que l'appartenance à l'extrême droite n'est pas seulement un jugement de valeur subjectif, une opinion que l'on pourrait changer à volonté, mais un fait qui pourrait être objectivement établi par l'enquête historique. Or, cette enquête révèle que les traits caractéristiques du Front national se retrouvent justement dans ces mouvements politiques spécifiques que l'on nomme d'extrême droite : l'idée d'une communauté organique, la valorisation du « nous » et la peur de « l'autre », la phobie de la décadence, etc. Rappel nécessaire, mais comme bien d'autres de ce type lancés ces dernières années, un rappel qui ne semble avoir eu aucun effet sur la banalisation du parti de Marine Le Pen en cours.

Et comment en aurait-il eu ? Cette extrême droite à laquelle est rattaché le Front national est décrite de façon abstraite (quels enjeux derrière le thème de la décadence ? quelle importance que la société soit « organique » ?, etc.) et plutôt propre à lui donner un visage anodin. La seule référence historique censée illustrer ce courant politique dans cet article collectif (mis à part une allusion au slogan « ni droite ni gauche » repris du PPF de Doriot) est le boulangisme, les auteurs répétant par ailleurs que le Front national n'avait pas de rapport avec l'extrême droite radicale et le fascisme¹.

Il n'est pas sûr que le souvenir du général Boulanger² et de son mouvement suffisent pour appréhender les graves atteintes aux droits fondamentaux, les tendances lourdes décrites dans le chapitre précédent. Son évocation permet au contraire de mesurer l'effet de brouillage

1. « Le discours de Marine Le Pen (...) n'est pas fasciste » ; (« Le FN ») « respecte les règles légales de la compétition démocratique. Il n'y a pas plus de sens à le renvoyer à l'image de l'extrême droite radicale, en particulier du nazisme, qu'à le détacher de l'extrême droite française ».

2. Ou de Napoléon III, voir le chapitre suivant.

produit par le cadre de pensée dans lequel se situent tous les rédacteurs, et, aujourd'hui, la plupart des textes autorisés sur la question : le national-populisme.

Le général Boulanger, figure charismatique adulée par une vaste portion du peuple, incarnerait ce « rapport direct entre le sauveur et le peuple » par-delà les intermédiaires, qui constituerait la figure fondatrice de ce populisme nationaliste caractéristique, selon nos auteurs, de « la tendance la plus classique de l'extrême droite en France ». Un détail cependant gêne pour ériger Boulanger en incarnation de l'extrême droite : l'opposition têtue de ce tribun au racisme, un ferme refus que Barrès¹, qui, lui, usa de cette « formule populaire » jusqu'à la corde, lui reprochera encore dix ans après, donc à titre posthume². Or le racisme est au cœur de toutes les doctrines classiquement répertoriées à l'extrême droite et repérables dans la description de nos auteurs : de Drumont aux ligues antisémites de la fin du XIX^e siècle, à l'Action française, aux partis et mouvances ultranationalistes antisémites des années 30, aux courants les plus déterminés de la collaboration (le PPF de Doriot en tout premier lieu...), etc. Tous sont hantés

1. Il ne fut pas le seul antisémite qui aurait aimé faire changer d'avis le chef intransigeant en cette période d'antisémitisme exacerbé, voir Christophe Prochasson, « Les années 1880 : au temps du boulangisme », p. 77, in Michel Winock (dir.), *Histoire de l'extrême droite*, Seuil, 1993.

2. Maurice Barrès, *Romans et voyages*, Robert Laffont, Bouquins, 1944, p. 998-999, 1^{re} éd. de l'« Appel au soldat » 1900. Voir aussi sur ce refus et la réaction de Barrès : Zeev Sternhell, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, éd. Complexe, 1985, p. 134, 1^{re} éd. 1972. Il est donc difficile de suivre Sternhell lorsque dans *La droite révolutionnaire*, Seuil, 1978, il attribue ces positions expressément révoquées par le général à un « boulangisme » très tardif se référant à une époque où le mouvement boulangiste en tant que tel n'existe plus, voir le chapitre « Le boulangisme, un "mouvement populaire" ».

par la décadence, imaginent des communautés organiques, rejettent l'autre... et tous sont profondément racistes. Le boulangisme a-t-il vraiment sa place dans cette série alors qu'il est privé d'un élément qui marque, chaque fois sa dangereuse singularité ? Par comparaison avec cette tradition, le boulangisme paraît bien anodin.

Le national-populisme

Cet exemple, où l'extrême droite se trouve incarnée dans un mouvement dont le chef rejette le racisme, suffirait, à lui seul, à jeter quelques doutes sur la pertinence de la catégorie dont il fait ici usage : le national-populisme. Malgré quelques mises en garde isolées¹, cette grille de lecture s'est imposée et sert aujourd'hui de cadre conceptuel, non questionné, à la majorité des auteurs analysant les positions du Front national.

Le terme même de « national-populisme », souvent réduit dans ses usages à « populisme », manifeste un choix : parmi tous les attributs des courants d'extrême droite censés appartenir à la même mouvance que le Front national, ce serait l'appel au peuple qui serait essentiel. Sont exclus d'office : national-raciste, national-identitaire, national-antiféministe, national-homophobe et, pourquoi pas, national-socialiste, puisque les mesures sociales éparpillées dans le programme FN font croire à beaucoup de commentateurs que son programme est réellement de gauche.

Toutes ces orientations sont écartées au profit du populisme ; or, ce terme est des plus équivoques, il caractérise les formations les plus diverses et brouille les pistes. L'appel au peuple, la dénonciation des élites indifférentes à son sort et diversement corrompues, la

1. Notamment Annie Collovald, *Le « populisme du FN », un dangereux contresens*, Éditions du Croquant, 2004.

distinction entre bon et mauvais peuple... sont des lieux communs du discours politique. Déjà dans la période qui suit la Commune, les écrivains réactionnaires en appelaient au peuple resté sain (les paysans devenus Versaillais) contre les communards, étudiants déclassés et ouvriers trop instruits (mauvais peuple)¹. À cette époque, l'extrême droite n'existait pas. La dénonciation des démagogies flattant les instincts populaires, elle, est déjà présente dans les dialogues de Platon. Elle ne fera que s'accroître dans les démocraties parlementaires².

En outre, cette catégorie est d'autant plus difficile à appréhender que tous les appels au peuple ne sont pas démagogiques. Pendant des dizaines d'années, les populistes russes (*narodniki*, de « *narod* » : le peuple) se sont revendiqués comme tels en se dévouant sans compter pour le peuple, en allant au « peuple ». Des jeunes gens appartenant aux familles privilégiées allaient s'établir et travailler parmi les paysans, sacrifiaient leurs biens propres, quelquefois leur liberté, pour la cause populaire, sans rien demander pour eux-mêmes. Leur dévouement était d'ailleurs presque toujours anonyme. « Je veux vivre la vie du peuple et souffrir pour lui » proclamera même un de ces populistes³.

Le populisme construit sur le dévouement en faveur de l'émancipation du peuple n'est pas seulement différent, il est l'exact opposé du populisme de type FN. L'idée que la famille Le Pen offre tous ses biens au peuple, ou se mette à son service dans l'anonymat suscite immédiatement l'hilarité. Le Front national se sert du peuple pour parvenir au pouvoir, les populistes

1. Paul Lidsky, *Les écrivains contre la Commune*, Maspero, 1970.

2. De Taine aux dénonciateurs actuels du « populisme ».

3. Franco Venturi, *Les intellectuels, le peuple et la révolution. Histoire du populisme russe au XIX^e siècle*, II, Gallimard, 1972, p. 797, 1^{re} éd. italienne 1952.

russes servaient le peuple pour que celui-ci s'éémancipe et édifie un monde sans domination. Derrière une même dénomination, deux rapports au peuple totalement antagonistes.

Le populisme est un concept flottant ; bien loin de nous aider à distinguer les différents courants politiques, il permet toutes les manipulations. Et elles ont effectivement lieu constamment. C'est devenu par exemple un moyen facile et usité de discréditer la gauche qui ne s'est pas résignée au libéralisme économique. Qualifiée de « populiste », elle peut être associée au courant auquel elle s'oppose le plus, à la façon de Plantu dans un numéro de *L'Express* de janvier 2011, réalisant un dessin intitulé « l'ascension du néo-populisme » représentant Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen le bras droit levé et lisant le même discours : « Tous pourris¹ »... Les programmes, les valeurs, les stratégies politiques du parti de gauche et du Front national s'opposent². Qu'importe, la magie du mot « populisme » permet de les réunir. En sens inverse, nous avons vu que Marine Le Pen peut reprendre ce qualificatif à son compte et se présenter comme une alliée des milieux populaires face aux nantis.

Certes, tous les concepts risquent un jour d'être détournés, mais la prolifération de sens, les frontières floues, les stratégies rhétoriques incluses dans le

1. Cité par Raphaëlle Besse Desmoulières rendant compte du livre critique de Benoît Schneckenburger *Populisme, le fantasme des élites*. *Le Monde*, 24 février 2012. Le même journal titre en première page le 8 février 2012 : « Mélenchon-Le Pen, le match des populismes ».

2. Il suffit de lire... *Le Monde* pour le savoir. Par exemple l'article d'Hélène Bekmejian dans *Le Monde* du 8 février 2012 : « Deux programmes radicalement opposés pour conquérir l'électorat populaire. » Il s'agit des programmes de Jean-Luc Mélenchon et de Marine Le Pen.

« populisme » en font un terme équivoque propice au détournement et au brouillage permanent. Les études qui ont cherché à prendre du recul par rapport aux usages naïfs du terme¹ décrivent des configurations inaperçues, des batailles sémantiques très instructives mais qui accentuent encore l'idée que ce terme en lui-même est avant tout un champ de bataille mouvant, certainement pas apte à caractériser positivement un courant politique.

D'ailleurs, le Front national est-il populiste (et national-populiste) ? Les quelques précisions formulées dans le chapitre précédent nous incitent à le déclarer plutôt : parti élitiste pratiquant l'appel au peuple.

Changer de méthode. Renouveler les hypothèses

Finalement, cette prise de position collective, signée par un nombre significatif de spécialistes de l'extrême droite, témoigne, en raccourci de l'état des études, et plus largement des discours autorisés, consacrés à ce courant politique ces dernières années en France. On y trouve énumérées, à la façon d'un catalogue, un certain nombre de thématiques censées définir l'extrême droite, agglomérées ensuite dans le national populisme (« courant bien spécifique de l'extrême droite (...) qui

1. Maryse Souchard, Jean-Claude Pinson, Jean-Michel Vienne, Joël Gaubert, *Le populisme aujourd'hui*, M-Editer, 2007 ; Olivier Ihl, Jeanine Chêne, Éric Vial, Ghislain Waterlot (dir.), *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, Recherches, La Découverte, 2003 ; Guy Hermet, *Les populismes dans le monde*, Fayard, 2001 ; Yves Mény et Yves Surel, *Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties*, Fayard, 2000 ; Pierre-André Taguieff, « Populismes et antipopulismes : le choc des argumentations », *Revue Mots*, n° 55, juin 1998 et *L'illusion populiste. Essai sur les démagogies de l'âge démocratique*, Champs, Flammarion, 2007. Taguieff adoptera finalement une position plus critique dans *La revanche du nationalisme*.

s'est cristallisé lors de la vague boulangiste »), puis le néopopulisme, forme de national-populisme tel qu'il aurait été réactualisé aujourd'hui et dont Marine Le Pen représenterait une figure exemplaire. Ces séries de thématiques renferment évidemment un certain nombre de traits classiquement et pertinemment associés à l'extrême droite (la hantise de la décadence, la représentation organique des communautés, etc.), des affirmations plus discutables (« (le national-populisme) réunit des valeurs sociales de gauche et des valeurs politiques de droite (ordre, autorité¹) »), et enfin des omissions (par exemple l'analyse de l'opposition « identitaire » entre communautés, opposition inscrite dans leur être collectif et non simplement dans leur politique, rendant l'antagonisme ethnique inévitable, etc.).

Mais ce n'est pas le plus important. Ce qui manque surtout c'est la compréhension du sens que les mouvements d'extrême droite donnent à tous ces éléments réunis, ici arbitrairement juxtaposés. Les militants politiques ne défendent pas quelques positions isolées, mais une vision du monde qui les englobe dans une logique qui a une certaine cohérence. Les positions sont combinées et associées dans un ensemble qui a du sens pour ceux qui cherchent à les mettre en œuvre. L'ouvrage magistral de Johann Chapoutot, *La loi du sang. Penser et agir en nazi*² est venu démontrer récemment l'intérêt heuristique de cette quête du sens et des cohérences imaginées et rationalisées par les acteurs, ici la façon dont les nazis pensaient leurs valeurs, leurs normes, leurs pratiques. Nous sommes loin des quelques traits par lesquels a été si souvent caractérisé le nazisme (culte du chef, parti unique, terreur...). Sa logique interne, ses stratégies, sa rationalité y compris dans ses aspects les

1. Voir le chapitre précédent et le chapitre suivant.

2. Gallimard, 2014.

plus irrationnels apparaissent en pleine lumière, renouvelant la compréhension que nous avons du phénomène.

Lisons, à l'inverse, les ouvrages les plus connus et les plus utilisés en France ces dernières années sur l'extrême droite, par exemple ceux de Michel Winock. Comment construisent-ils leurs représentations de ce courant politique ? Cherchant à cerner « le fond historique de l'extrême droite », Winock cite : la demande « malade » d'autorité, le goût de l'ordre, le désir d'homogénéité, le refus d'altérité, l'antisémitisme, la recherche de l'homme providentiel¹... Vrai ou faux, ce fatras de dispositions, toujours lacunaire car la description fragmentaire par thématiques éparpillées est sans fin, ne nous apprend pas grand-chose sur les logiques suivies par l'extrême droite. Or, c'est ce cadre de pensée qui prédomine depuis près d'une trentaine d'années dans les discours d'experts sur l'extrême droite. Les analyses et les descriptions se succèdent, mais ce cadre de pensée reste la norme ainsi que la grille de lecture nationale-populiste.

Pour espérer saisir réellement la logique spécifique d'un mouvement d'extrême droite, au moins une des logiques fondamentales qui le caractérise, peut-être faut-il changer de méthode. C'est ce que nous allons faire dans les pages qui suivent².

1. *Histoire de l'extrême droite en France*, p. 12-13. Voir aussi p. 14-15 une énumération tout aussi désordonnée des traits spécifiques de l'extrême droite.

2. Pour y parvenir, je m'appuierai sur un long travail de thèse effectué il y a quelques années sur la conception identitaire d'extrême droite (et nous le verrons, liée aussi au fascisme) : André Koulberg, « Les identités collectives : concept et stratégie (France-Allemagne) 1880-1945 », thèse de philosophie soutenue à Aix-en-Provence en 2008. Ne pouvant reprendre dans ce chapitre le travail systématique de démonstration effectué dans cet ouvrage, je me contenterai ici de raisonner à partir d'exemples partiels, renvoyant à la thèse pour une démonstration complète.

Aux origines de l'extrême droite : une conception identitaire

En quoi le Front national peut-il être dit d'« extrême droite » ? Et quelles conséquences en tirer ?

Pour répondre à ces questions, il est nécessaire de faire un détour aux origines de l'extrême droite pour étudier l'invention d'une conception du monde identitaire (même si le terme n'existe pas : à cette époque on parle de « race », de « génie » national, etc.) qui bénéficiera d'une extraordinaire prospérité. Elle ne sera pas toute l'extrême droite, mais un de ses fondements fixant un cadre aux discours et aux pratiques.

Pour y accéder, pénétrons au cœur de l'œuvre qui diffusera, plus que tout autre, ne serait-ce que par l'immense succès qu'elle rencontrera, la nouvelle conception identitaire d'extrême droite : *La France juive* d'Édouard Drumont¹. Nous allons y trouver non seulement quelques traits caractéristiques, mais aussi une stratégie discursive, un véritable « dispositif² » agençant un certain nombre d'éléments pour obtenir un effet de pouvoir, et ici, aussi un effet d'exclusion-élimination. Ce dispositif combine, invariablement, à partir de Drumont, une conception de l'individu ethnique, fondement d'une communauté homogène, une conception des identités collectives immuables et, issu de ces prémices, le mécanisme d'une guerre ethnique inévitable.

Ce système de pensée n'est pas un détail dans *La France juive*, il structure tout l'ouvrage et se trouve partout exposé. Pour le mettre en lumière, citons d'abord deux textes qui nous introduisent à sa logique.

1. Marpon et Flammarion, 1886.

2. Ces concepts sont empruntés à Michel Foucault, notamment *Surveiller et punir*, Gallimard, 1975, pour la notion de « dispositif ».

« Le Sémite est mercantile, cupide, intrigant, subtil, rusé; l'Aryen est enthousiaste, héroïque, chevaleresque, désintéressé, franc, confiant jusqu'à la naïveté. (...)

Le Sémite est négociant d'instinct, il a la vocation du trafic, le génie de tout ce qui est échange, de tout ce qui est une occasion de mettre dedans son semblable. L'Aryen est agriculteur, poète, moine et surtout soldat; la guerre est son véritable élément, il va joyeusement au-devant du péril, il brave la mort.

Le Sémite n'a aucune faculté créatrice; au contraire l'Aryen invente; pas la moindre invention n'a été faite par un Sémite¹ ».

« Les principaux signes auxquels on peut reconnaître le Juif restent donc: ce fameux nez recourbé, les yeux clignotants, les dents serrées, les oreilles saillantes, les ongles carrés au lieu d'être arrondis en amande, le torse trop long, le pied plat, les genoux ronds, la cheville extraordinairement en dehors, la main moelleuse et fondante de l'hypocrite et du traître. Ils ont assez souvent un bras plus court que l'autre². »

Ces textes d'anthologie sont à la fois totalement délirants et porteurs, dans ce délire même, d'une vision du monde qui sut séduire un large public et trouver une étonnante postérité! Que disent-ils?

Fatalité ethnique et communauté

On remarquera d'abord que pour Drumont, il n'y a pas de véritable individu, car chaque membre d'une population particulière (une « race ») est voué à reproduire fatalement les traits caractéristiques de son groupe d'origine. Il n'est que le reflet de cette essence collective. Ainsi, par exemple, pour Drumont, l'œuvre et la vie

1. *La France juive*, *ibid.*, p. 9.

2. *Ibid.*, p. 34.

de Montaigne ne relèveraient en rien d'une philosophie personnelle originale, mais découleraient entièrement de son origine juive¹, tandis que les caractéristiques de l'œuvre de Shakespeare proviendraient du fait qu'il fut « l'Aryen par excellence² ». L'origine ethnique constitue une fatalité indépassable.

La première conséquence de cette fatalité qui traverse tout individu est que tous les membres d'une même ethnie (« race », « peuple ») sont identiques. Ils forment chaque fois une communauté homogène (la « communauté organique » de nos six auteurs). Drumont ne dit pas « les » Sémites, « les » Juifs, ou « les » Aryens mais « le » Sémite, « le » Juif, « l' » Aryen ». C'est-à-dire que tous les Juifs, toujours et partout, ont une personnalité commune, tellement commune qu'on peut les assimiler à un seul et même Juif collectif. Et il en est de même des Aryens.

Reprenant la distinction classique de Tönnies³ entre la société (fondée sur le contrat, la convention et la « volonté réflexive » d'une pluralité d'individus) et la communauté (fondée sur le sentiment, les liens de sang ou de proximité, la coutume, la religion, l'individu étant complètement englobé dans une totalité (famille, village...) qui le dépasse), on peut dire que Drumont ne connaît que des communautés et qu'il en accentue les traits holistes jusqu'à l'extrême. Ce qui entraîne une deuxième conséquence : de même qu'il n'y a pas d'individu, il n'y a pas non plus d'humanité, de valeurs universelles. Les droits de l'homme ne sont plus que les « principes de 89 habilement exploités par les Juifs

1. *Ibid.*, p. 219-222.

2. *Ibid.*, p. 223.

3. Ferdinand Tönnies, *Communauté et société. Catégories fondamentales de la sociologie pure*, PUF, 1944, 1^{re} éd. allemande 1887.

responsables de la “dissolution” de la France¹ ». Il n’y a que des communautés.

Essences immuables

Non seulement, pour Drumont, les communautés sont faites d’individus identiques, mais cette identité collective à laquelle ils participent est immuable. Le temps, les changements politiques, économiques, culturels n’ont aucun effet sur elle. Une sorte d’essence collective se reproduit indéfiniment, toujours identique à elle-même.

Les Juifs n’ont jamais changé, affirme l’auteur de *La France juive*. Certes, ils ne portent plus les « loques » du ghetto, mais Drumont se fait fort de reconnaître dans les Juifs modernes élégamment vêtus et roulant en équipage, le Juif « nature » du ghetto. « Le Juif allemand est le type de l’ancien marchand d’hommes, de l’usurier de bas étage, du cabaretier borgne. La fortune, je l’ai dit, ne les change pas en les touchant de sa baguette. Quand on voit passer certains personnages parisiens que des pur-sang emportent au bois dans un landau décoré d’un tortil de baron, on a des réminiscences de figures entrevues déjà, de négociants en vieux galons, de col-porteurs de fil et aiguilles². » Ce n’est pas seulement leur physionomie qui n’a pas changé, mais leur mentalité, leurs pratiques. Cela semble invraisemblable, car ces pratiques se sont profondément transformées au cours de l’histoire, mais chaque fois, Drumont croit découvrir les pratiques juives anciennes derrière les institutions les plus modernes quand il s’agit de Juifs. Ainsi, derrière le banquier juif moderne, Drumont voit l’usurier d’autrefois. « Le Juif du Nord n’a même pas le génie

1. *La France juive*, I, p. 16.

2. *Ibid.*, p. 36.

du commerce, c'est le rogneur de ducats d'autrefois¹. » Il ne peut pas échapper à son essence éternelle, « tempérément sur lequel rien n'a de prise, ni les mauvais procédés, ni les bons² ».

Décadence et catastrophisme

Cette extraordinaire permanence de l'identité non seulement dans l'espace mais aussi dans le temps peut donner l'impression d'être parvenu à un système de sécurité absolu où plus aucune surprise n'est à redouter car tout se reproduit à l'identique indéfiniment. Mais c'est le contraire qui se passe. Dans un système aussi immobile, la moindre évolution, le moindre changement, apparaissent comme des menaces mortelles. Or, il y en a constamment, et Drumont ne s'arrête pas de débusquer des idées nouvelles s'écartant du « clair génie français », de nouvelles pratiques aussi, risquant de détruire « la France ». Tout y passe. Par exemple certains (juifs évidemment) proposent de réformer l'orthographe, Drumont dénonce aussitôt cet « effort accompli pour déformer l'âme française³ » ; d'autres (juifs bien sûr) inventent le French-cancan, le défenseur du « génie national » vitupère aussitôt : « De l'ancienne danse française, bonne et rieuse, (le Juif) a fait le cancan ignoble⁴... » Cela ne s'arrête jamais.

La lutte pour la préservation identitaire est une bataille sans fin. Elle aboutit nécessairement au catastrophisme, à la hantise de la décadence et de la dégénérescence. Ils ne sont pas les expressions tourmentées d'un caractère psychologique, ils sont le résultat quasi

1. *Ibid.*, p. 38.

2. *Ibid.*, p. 310.

3. *Ibid.*, p. 85.

4. *Ibid.*, p. 28.

inévitables de cette logique identitaire qui nourrit le fantasme d'une communauté immobile, redoutant par-dessus tout le changement.

La guerre ethnique inévitable

L'identité collective a priori immuable est d'autant plus menacée que la communauté des Aryens, et, de façon plus restreinte, des Français, n'est pas isolée. Elle accueille en son sein un être complètement étranger dont l'essence fonctionne comme un principe destructeur de ce si précieux héritage communautaire. Relisons la description « du » Juif : « ongles carrés » au lieu d'être arrondis, chevilles « extraordinairement en dehors »... l'accent est chaque fois mis sur l'écart vis-à-vis de la norme, vis-à-vis de ce qui caractérise les hommes normaux. Les Juifs ne sont pas des hommes comme nous, ils ont quelque chose de monstrueux qui en font des êtres d'une autre espèce. Drumont le dit explicitement dans un autre passage : « Ce qui est certain c'est qu'elle (la conscience des Juifs) est d'une autre espèce que la nôtre¹. »

Les caractéristiques ne sont pas seulement différentes, elles sont négatives : du point de vue du physique elles sont affreuses, laides, et ses défauts physiques sont à lire comme des indicateurs de tares morales : cupide, rusé, intrigant, calculateur, hypocrite, traître... ce n'est qu'un petit échantillon des qualificatifs dont use ici l'auteur. Les défauts indiquent tous une véritable propension à nuire.

Et ils nuisent. *La France juive* égrène tout au long de l'épais ouvrage les dégâts sociaux dus à la présence des Juifs en France : ils seraient responsables de la très forte

1. *Ibid.*, II, p. 424.

criminalité existant en France¹, des faits de trahison, c'est dans leur nature, « Il est incontestable que tout Juif trahit celui qui l'emploie² », de l'exploitation et de l'escroquerie³, etc.

Comment nuisent-ils ? Chaque fois en présentant des dispositions caractéristiques qui sont l'exact opposé d'un trait identitaire français : leur cupidité s'oppose au désintéressement aryen ; leur ruse et leur sens de l'intrigue s'opposent au caractère franc et « confiant jusqu'à la naïveté » des Aryens, etc. Chaque élément de leur personnalité constitue un principe destructeur d'un aspect de l'identité aryenne (et française). La coexistence pacifique, la tolérance, les scrupules moraux deviennent impossibles parce que « par leurs qualités comme par leurs défauts les deux races (aryenne et sémite) sont condamnées à se heurter⁴ ».

On imagine combien la ruse, l'intrigue, l'hypocrisie, composantes de l'essence juive, sont des défauts ravageurs vis-à-vis des Aryens francs et confiants jusqu'à la naïveté. Calculateurs contre naïfs, les Aryens sont forcément les victimes de leurs prédateurs. Sauf s'ils se défendent (c'est-à-dire attaquent) avec la dernière énergie. Pour se sauver de la destruction les Aryens doivent gagner la guerre ethnique contre les Juifs, rétablir les discriminations, les « chasser⁵ », et Drumont imagine même, dans un passage, leur massacre⁶.

L'opposition d'essence ne peut trouver une issue que dans le rejet, la guerre, l'écrasement, l'élimination de l'autre.

1. *Ibid.*, I, p. 68-69.

2. *Ibid.*, p. 66.

3. *Ibid.*, p. 82.

4. *Ibid.*, p. 9.

5. *Ibid.*, p. 311.

6. *Ibid.*, p. 53.

Un dispositif, une stratégie

La France juive n'est certes pas dénuée d'accent « populiste » (au sens d'appel au peuple) mais le cœur de l'ouvrage, ce, autour de quoi tout s'organise, est ce triptyque : communauté homogène fondée sur un déterminisme ethnique, identités collectives immuables, guerre ethnique inévitable.

Ces trois thèmes ne sont pas seulement juxtaposés, mais étroitement imbriqués, formant un ensemble très cohérent. Il suffirait que les individus soient moins déterminés par leur origine ethnique, ou que l'histoire puisse transformer les identités collectives pour que tout ce système de pensée s'écroule. Pas d'opposition d'essence avec des sociétés constamment changeantes.

L'antagonisme ethnique ne repose pas seulement sur les traits négatifs des Juifs, mais aussi sur la subordination des individus au groupe, la séparation et l'opposition des communautés, la permanence de tous ces facteurs... ce ne sont pas des positions simplement ajoutées les unes aux autres, juxtaposées, mais un véritable dispositif d'ensemble. Et cette cohésion d'ensemble est d'autant plus forte qu'elle crée une cohérence stratégique. Nous venons de voir comment elle crée un imaginaire de communautés antagonistes et comment elle rend ce conflit inévitable. Aussi, les valeurs universelles, les droits de l'individu, la tolérance et d'une façon générale les idéaux démocratiques sont tous invalidés par cette véritable machine de guerre dirigée contre eux.

Un dispositif identitaire

Ce dispositif est en tout premier lieu un dispositif identitaire. Le mot n'est pas encore usité à cette époque, mais l'idée est exprimée dès l'introduction où Drumont explique qu'il a écrit son livre dans le but de faire

« comprendre comment cette France, la terre des lys, le royaume au manteau bleu comme l'azur du ciel, s'est laissé enjuiver, affubler de la toque jaune¹ ». Et effectivement, tout au long du livre, l'auteur dénonce la destruction du « génie » national causée par les multiples manigances de ces êtres dressés contre l'esprit français : les Juifs. Le souci identitaire constitue le fondement de cette vision du monde paranoïaque. Tout le dispositif est construit autour de la dramatisation d'une opposition qui serait une irrémédiable opposition d'essences, une opposition qui n'est plus politique mais identitaire.

Un dispositif raciste

Ce dispositif est aussi un dispositif raciste. Non seulement parce qu'il exprime une haine véhémente des Juifs, mais parce que tout un ensemble d'éléments qui le constituent (fatalité ethnique, communauté homogène à l'identité immuable, discrimination de l'autre...), sont aussi constitutifs du racisme.

Dans les années qui ont précédé *La France juive*, un autre livre traitant de la diversité des populations humaines fut, lui aussi, un best-seller. Sans atteindre les tirages du pamphlet antisémite, *Les races humaines* de Louis Figuiet, paru en 1872, connaîtra cinq éditions jusqu'en 1885. Faisant figure aujourd'hui de classique du racisme², il égrène sur le ton de la vulgarisation scientifique tous les poncifs racistes de l'époque. Prenons le cas des « Nègres ». Leur nature obéirait à la même fatalité ethnique que « le » Juif de Drumont. Ils sont tous pareils, porteurs de mêmes traits dévalorisants au point que Louis Figuiet, lui aussi, parle « du » Nègre

1. *Ibid.*, introduction, p. XVIII.

2. *Races imagées et imaginaires*, La Découverte, Maspero, 1983.

et non des Nègres: « L'infériorité intellectuelle du Nègre se lit sur sa physionomie sans expression ni mobilité. Le Nègre est un enfant; il est, comme l'enfant, impressionnable, mobile, sensible aux bons traitements, susceptible de se dévouer, mais, dans certains cas aussi, sachant haïr et se venger¹. »

Cette fatalité raciale, s'abattant sur tous les Noirs, fonde la domination des Blancs, « la tutelle des Européens leur est tellement indispensable... », et exprime une identité collective totalement séparée de l'identité des Blancs: « Tandis que l'Européen avec sa peau fine et délicate, éprouverait des tourments horribles sous l'action du fouet, le Nègre, déchiré par les lanières de cuir (...) supporte avec indifférence ce traitement cruel² »...

Fondée sur la nature du Nègre, cette fatalité inscrite dans son identité est indépassable et éternelle. « Les peuples de race nègre ne peuvent guère dépasser le niveau de vie de la tribu³. »

Enfin les Nègres, comme les Juifs de Drumont, manifestent une différence quasi monstrueuse qui est inscrite dans leur corps, « Ses lèvres proéminentes, son front bas, ses dents en saillies⁴ », « les ongles en sont tellement allongés et aigus qu'ils ressemblent à des griffes⁵ ». On l'aura compris, eux non plus, ne sont pas véritablement des hommes. L'humanité s'incarne dans les Blancs. Se référant à l'angle facial de Pierre Camper⁶, Léon Figuié

1. Louis Figuié, *Les races humaines*, Hachette, 1880, p. 558.

2. *Ibid.*, p. 554.

3. *Ibid.*, p. 558.

4. *Ibid.*, p. 550.

5. *Ibid.*, p. 551.

6. Sur Camper: Miriam Claude Meijer, « Petrus Camper et les variétés crâniennes », in Nicolas Bancel, Thomas David et Dominic Thomas, *L'invention de la race. Des représentations scientifiques aux exhibitions populaires*, Recherche, La Découverte, 2014.

rapproche le Nègre du singe¹ et l'éloigne de l'humanité représentée par l'homme blanc au gros cerveau. « De là la belle courbure du front, qui est propre à la race blanche ou caucasique². »

Fatalité ethnique, communautés homogènes, essences collectives immuables, valorisation de soi et refus de prendre en compte l'humanité de l'autre... tout cela ne caractérise pas seulement la conception identitaire, mais représente aussi les éléments essentiels constitutifs du racisme.

Pourquoi, alors, avoir parlé de dispositif identitaire et non simplement de racisme ? Parce que le racisme peut tourner autour de deux pôles différents : sur le rejet de l'autre, son épuration, son élimination, pôle illustré par le discours de Drumont sur les Juifs ; ou sur le rapport de domination, la hiérarchie, l'instrumentalisation au sens fort du terme³ illustré par le chapitre sur les Nègres du livre de Louis Figuier.

Le racisme d'élimination-rejet, celui de Drumont ou des nazis, recoupe en grande partie le dispositif identitaire, le racisme de domination n'en reprend que certains éléments.

Certes, ces formes de racisme ne sont pas des absolus, mais représentent seulement des polarités⁴. Le rejet des Juifs n'empêche nullement Drumont de rappeler constamment leur infériorité dans tous les domaines. « Le Juif (...) ne sera jamais l'égal d'un homme de race

1. *Les races humaines*, p. 557.

2. *Ibid.*, p. 558.

3. À la manière de l'esclave « instrument » (« organon ») animé au service du maître, dans le livre I de la *Politique d'Aristote*. Mais cet esclavage ne reposait pas sur le racisme.

4. C'est ici que nous nous séparons de Pierre-André Taguieff qui, dans *La force du préjugé. Essai sur le racisme et ses doubles*, La Découverte, 1988, tend à absolutiser ces différences, pliant la réalité empirique à une schématisation outrancière.

chrétienne¹ », et d'exprimer la nostalgie d'une époque où c'était les Aryens et non les Sémites qui tenaient « le haut du pavé² ». De même, Louis Figuier n'exalte pas seulement la supériorité des Blancs, mais exprime avec complaisance les signes du plus extrême dégoût pour la laideur des Noirs et leur « odeur nauséabonde³ » ou l'horreur devant leur « férocité⁴ ». Mais ces polarités différentes rapprochent malgré tout le dispositif identitaire d'une forme de racisme particulière. Et dans ce cas de figure la similitude est indéniable : le dispositif identitaire est un dispositif raciste identitaire.

Un dispositif meurtrier

Enfin, ce dispositif raciste identitaire (nous le nommerons simplement « identitaire ») est un véritable pousse-au-crime.

La première raison en est son catastrophisme avec son corollaire : une légitime défense sécuritaire d'une immense agressivité. La France serait en danger de mort : « la douloureuse agonie d'une si généreuse nation » ; « la destruction de la France⁵ »... Devant un tel danger, les scrupules humanitaires, la morale commune ne sont plus de mise.

D'autre part, les causes de cette destruction de la France (et d'abord de son identité) étant toutes à rechercher du côté d'une communauté qui lui est opposée par essence, une sorte de communauté anti-France totalement dressée contre elle par nature et dotée d'une

1. *La France juive*, I p. 22.

2. *Ibid.*, introduction, p. XVII.

3. *Les races humaines*, p. 553 : « Les émanations sont aussi difficiles à supporter que celles qu'exhalent certains animaux. »

4. *Ibid.*, p. 562.

5. *La France juive*, introduction, p. XVII.

capacité de nuire sans limite illustrée par d'abondants exemples horribles dans chaque chapitre de *La France juive*, la guerre ethnique sans merci semble inévitable. Et elle sera d'autant plus féroce que cet ennemi désigné est déshumanisé (« le pou visqueux et gluant, vivant dans l'inertie aux dépens du corps humain¹ »...). Face à un tel danger, la tolérance, le refus d'utiliser des moyens extrêmes sont suicidaires.

Ainsi ce dispositif tout entier est construit comme une arme meurtrière, il est intrinsèquement un potentiel d'agression (intolérance, discrimination, ségrégation, élimination...). Certes, cette arme ne peut mettre en œuvre ce potentiel meurtrier que lorsque les circonstances, l'environnement politique social, idéologique s'y prêtent. Drumont, par exemple, n'a jamais eu le pouvoir de mettre en œuvre son système fanatique. Cependant, l'analyse de son dispositif identitaire suffit déjà pour juger de l'extrême dangerosité d'une telle doctrine.

De Drumont au Front national

Ainsi, par-delà les équivoques du national-populisme et les énumérations désordonnées des experts, il est possible de découvrir, déjà, chez Drumont, un dispositif précis et cohérent qui donne sens à divers éléments repérables des formations d'extrême droite. Il ne s'agit pas d'un système absolument rationnel où tout aurait été calculé comme l'imaginent les délires complotistes, mais, malgré tout, d'un ensemble assez cohérent pour en comprendre la logique et les effets, et aussi, pour le repérer dans d'autres visions du monde que celle de Drumont. Or, justement, il se retrouve, tout à fait reconnaissable, dans tous les grands courants que l'on associe en règle

1. *Ibid.* p. 38.

générale à l'extrême droite¹ : de Maurice Barrès en sa période nationaliste² à l'Action française³, aux courants extrémistes de droite des années 30 (dont l'équipe de *Je suis partout* peut servir de prototype⁴), aux collaborationnistes et collaborateurs sous Vichy⁵.

De nos jours, on retrouvera sans peine ce dispositif logé dans les discours et le programme du Front national. Examinons ce triptyque et ses excroissances.

Fatalité ethnique

Nous avons déjà évoqué l'obsession ethnique partout présente dans le programme FN et cette singulière façon de séparer les populations en fonction de leur origine. Cette fatalité de l'origine se manifeste aussi dans d'autres chapitres du programme, par exemple dans celui consacré à la sécurité⁶.

Après avoir fait une description apocalyptique de la montée de l'insécurité en France, les auteurs en indiquent les raisons : « cette flambée de l'insécurité (...) trouve en grande partie son origine dans la hausse continue de l'immigration vers la France et l'échec d'une

1. On en trouvera la démonstration détaillée dans : André Koulberg, « Les identités collectives : concept et stratégie (France-Allemagne) 1880-1945 ».

2. Maurice Barrès, *Scènes et doctrine du nationalisme*, Félix Guven, 1902.

3. On en trouvera de nombreux exemples dans Charles Maurras, *Dictionnaire politique et critique* établi par Pierre Chardon, Cité des livres, 1931 à 1934.

4. Pierre-Marie Dioudonnat, *Je suis partout 1930-1944*, La table ronde, 1973 ; Robert Brasillach, *Notre avant-guerre*, Le livre de poche, 1992. 1^{re} éd. 1941.

5. Sur cette distinction, voir les articles de Robert Paxton, « La collaboration d'état » et de Philippe Burin, « Le collaborationnisme » dans Jean-Pierre Azéma, François Bédarida (dir.), *La France des années noires*, Seuil 1995.

6. Programme FN, p. 16-17-18.

assimilation ». Et ils ajoutent : « On assiste à l'échec de l'intégration des Français de 2^e, 3^e, 4^e génération suite à une immigration massive et incontrôlée... ».

Que signifient ces affirmations ? Que la fatalité d'être nées d'ascendance « immigrée » poursuit indéfiniment ces populations malgré leur vie en France sur des générations. D'une part, aucune cause sociale (inégalités économiques, chômage, échec scolaire, urbanisme dégradé, pression de la rue, etc.) ne semble jouer un rôle dans la criminalité de ces populations, mais seulement leur nature d'« immigrés » voués à l'infraction pénale, d'autre part, la vie en France de ces personnes pendant de nombreuses générations n'affecte en rien leur caractère totalement étranger. Ils reproduisent inexorablement leur identité (criminelle) originelle. C'est pour cela que, dans cette logique, il est absurde de promettre, comme le ferait la gauche, « toujours plus de subventions pour les quartiers¹ ». Inutile de chercher à améliorer les conditions sociales des personnes vivant dans les quartiers populaires, le crime réside entièrement dans l'ascendance étrangère imperméable au temps et aux influences historiques et sociologiques.

Affligés de cette (mauvaise) origine étrangère, les personnes « issues de l'immigration » (d'où sont issues les autres ?) sont donc incapables de devenir de vrais Français. Au cours d'une manifestation organisée à Cannes contre la sortie du film de Rachid Bouchared *Hors-la-loi*, Stéphane Ravier (le futur maire de secteur marseillais et sénateur), au milieu d'autres nostalgiques de l'Algérie française, fustigeant la contre-manifestation organisée par les « Indigènes de la République », lâche : « Ce ne sont que des Français de papier². » Le seul signe qui lui permettait d'affirmer cette indépassable nature étrangère

1. *Ibid.*, p. 16.

2. Jean-Baptiste Malet, *Derrière les lignes du Front*, p. 102.

par-delà l'acquisition de la nationalité française, était l'apparence « arabe » de certains d'entre eux. Ceux qui ont l'air arabe, quel que soit leur statut juridique (la nationalité française) et quelle que soit la réalité sociologique de leur vie depuis des générations, restent assignés fatalement à une identité étrangère à la France.

Comment appelle-t-on ce type d'attitude ? Les commentateurs qui n'emploient plus le terme « racisme » à propos du Front national pourraient méditer sur ces faits.

Communauté homogène

Cette fatalité est ethnique parce qu'elle ne concerne pas seulement des individus mais une catégorie générale. Ceux qui sont nommés par le Front national : les « immigrés » (ou « issus de l'immigration »), paraissent avoir tous le même type d'identité, la même propension à commettre le même type de méfaits. C'est ce présupposé qui rend compréhensible la phrase hallucinée prononcée par Marine Le Pen pour relancer sa campagne électorale lors des présidentielles de 2012¹. Évoquant les tueries de Toulouse et Montauban, elle s'écrie : « Combien de Mohamed Merah (l'auteur de ces crimes) dans les bateaux, les avions, qui chaque jour arrivent en France remplis d'immigrés ? (...) Combien de Mohamed Merah parmi les enfants de ces immigrés non assimilés² ? » Elle ajoutera quelques jours plus tard : « Avec moi, Merah n'aurait pas eu la nationalité française³. »

1. Ce sont les conseillers qui avouent cette arrière-pensée tactique au journaliste du Monde Abel Mestre, « Marine Le Pen fait campagne sur l'affaire Merah », *Le Monde* du 27 mars 2012.

2. *Ibid.*

3. Cité par Dominique Albertini et David Doucet, *Histoire du Front national*, p. 336.

De façon caractéristique, la présidente du Front national passe du crime d'un seul aux immigrés en général, chacun soupçonné d'être un Mohamed Merah, c'est-à-dire un *serial killer* en puissance. En chacun d'eux, ainsi que leurs enfants (fatalité non seulement collective mais éternelle : elle se transmet à travers les générations), elle présuppose la même identité, la même propension à commettre des crimes en série. Il n'y a pas d'individus chez les immigrés. Et une fois encore, cette généralisation du même se fait à partir d'un exemple ne mettant en scène, ni un Suédois, ni un Norvégien, mais un Arabe. Le Norvégien Anders Behring Breivik, auteur de la tuerie d'Oslo, suscite des commentaires contradictoires du père et de la fille Le Pen, mais son geste ne donne lieu à aucune généralisation sur les Norvégiens¹. De même, il n'est pas question de faire d'Émile Louis le représentant des Français. Ses nombreux crimes n'engagent que lui².

La désignation d'un Arabe pour figurer les dangers de l'immigration n'est évidemment pas fortuite. Ils représentent l'incarnation ethnique par excellence de « l'immigré ». Ils ne sont cependant pas les seuls. Dans le chapitre du Programme FN consacré à la politique étrangère, deux régions du monde sont visées par des mesures diplomatiques destinées à empêcher l'immigration de leurs ressortissants : le Maghreb (où habitent en majorité des « Arabes » : Arabes, Berbères³...) et

1. Abel Mestre, « Les limites de la stratégie de « respectabilité » de Marine Le Pen », *Le Monde*, 2 août 2011.

2. Voir les pertinentes remarques de Dominique Sopo à ce sujet, *La grande peur des belles âmes. La gauche et l'antiracisme*, Grasset, 2014, p. 200.

3. Le Programme FN propose « La renégociation de tous les partenariats économiques avec les pays du Maghreb sur la base d'un arrêt des flux migratoires », p. 50.

l'Afrique (où habitent en majorité des Noirs¹). Ce sont deux communautés mythiques, la communauté noire existe encore moins que la communauté arabe, mais elles offrent à l'imaginaire une représentation incarnée de « l'immigration ». Différentes, elles auraient pu disloquer ce terme générique, mais nous avons vu qu'au contraire, elles se fondent dans cette super-ethnie « immigrée » où tous les individus semblent présenter une identité commune (être par exemple des M. Merah en puissance).

Ainsi toutes ces élaborations de l'imaginaire aboutissent à des éléments que nous connaissons bien : la fatalité ethnique, la communauté homogène.

Communauté est à prendre au sens fort car, à la manière de Drumont répétant que « La force du Juif c'est la solidarité. Tous les Juifs sont solidaires les uns des autres²... », le Front national s'inquiète constamment de la propension des « immigrés » et de leurs descendants de s'allier, et, comme Drumont, de s'allier contre les (vrais) Français. Un terme, repris du vocabulaire en vogue désigne cette présumée coalition hostile, cet État dans l'État : le communautarisme. « Le communautarisme est un poison pour la cohésion nationale³ » car il ne manifeste pas seulement la différence et l'opposition d'un individu, mais une opposition collective, concertée, l'opposition d'une communauté à la civilisation française. « Ce communautarisme favorise l'extension des modes de vie étrangers à la civilisation française⁴. »

Mais pourquoi cette peur phobique d'une différence collective (religieuse et autre) qui détruirait

1. « Un soutien fait par l'État français en Afrique en échange d'une inversion des flux migratoires », *ibid.*

2. *La France juive*, I p. 53.

3. Programme FN..., p. 11.

4. *Ibid.*, p. 86.

inévitablement la cohésion nationale ? Parce que la France est pensée, elle aussi, comme une communauté homogène, ne pouvant que rejeter les différences, gommer les particularités, « que les différences individuelles restent dans la sphère privée¹ ». À l'époque où ce terme n'était pas encore retourné contre l'ennemi, les jeunes FN aimaient à célébrer « l'esprit de communauté² ». Contre le spectre d'une France ouverte, tolérante, assumant sa diversité ethnique et culturelle, les frontistes dégainent immédiatement une évocation horrifique du type « la libanisation de la France ». Ainsi Marine Le Pen s'enflammant à propos des langues régionales, les relie instantanément aux thèmes traditionnels de dramatisation et de rejet des différences du parti frontiste : « Le bilinguisme régional dans les provinces justifiera demain la signalétique arabe en Seine-Saint-Denis (...) Vouloir contrevenir au principe d'unité linguistique ne peut qu'ouvrir la voie à la libanisation de notre pays, à l'éclatement de notre nation française, et donc à détruire notre capacité de résistance³. » La moindre entorse à l'uniformité culturelle risque de détruire la France (la Suisse multilingue paraît impossible !). Dès qu'elle s'éloigne du modèle communautaire homogène, la nation risque de disparaître.

Ainsi la pensée frontiste est traversée dans toutes ses composantes par un véritable extrémisme communautaire. Le programme FN déclare avec force (il répétera

1. *Ibid.*, p. 87.

2. Sylvain Crépon : *La nouvelle extrême droite. Enquête sur les jeunes militants du Front national*, L'Harmattan, 2006, p. 234.

3. Valérie Igounet, *Le Front national*, p. 398. Voir aussi J.-B. Malet, *Derrière les lignes du Front*, p. 168, la remarque de Marine Le Pen : « Le multiculturalisme, quel qu'il soit d'ailleurs, en tout cas tel qu'il est organisé, n'est jamais couronné de succès. Au Liban, ils ont quand même payé extrêmement cher la relative stabilité d'aujourd'hui. »

la formule deux fois : p. 12 et 87) : « La République ne reconnaît aucune communauté. » Avec une telle disposition, constitutionnelle de surcroît, le parti lepéniste, communautariste à l'extrême, serait immédiatement exclu de la République¹.

Essences immuables

Le Front national ne prend pas seulement à son compte cette vision du monde caractéristique où la fatalité ethnique s'associe à l'imaginaire de la communauté homogène mythique, mais aussi son prolongement sous forme d'identité collective immobile, imperméable à l'histoire et au temps.

Nous savons déjà que l'identité des « immigrés » se conserve miraculeusement identique à elle-même malgré les nombreuses générations installées en France, c'est-à-dire passées dans une société française, une culture française, une scolarité française... De nouveau, surgit ce mythe central des dispositifs identitaires² : l'idée d'un monde où les identités collectives sont immuables.

Ce qui est (déclaré) vrai des « immigrés », l'est aussi des Français. L'identité française est éternelle, les

1. Thierry Portheault, à la fin de son périple au sein du FN a un cri du cœur : « Au fond, c'est eux les communautaristes. Ils rêvent d'un monde qui n'existera jamais où les Blancs seraient avec les Blancs, les Noirs avec les Noirs », Nadia et Thierry Portheault, *Revenus du Front. Deux anciens militants FN racontent*, Grasset, 2014, p. 136.

2. Et des formations d'extrême droite, voir par exemple la description de la famille « métèque », Monod par Maurras : une famille qui conserve toujours son caractère étranger malgré des générations passées en France et la présence d'un éminent historien français : Gabriel Monod. Charles Maurras, *Au signe de Flore. La formation de l'Action française 1898-1900*, livre IV « Les Monod punis par eux-mêmes », p. 153 et suiv., Bernard Grasset, 1933.

frontistes n'arrêtent pas de le répéter sur tous les tons. Ainsi Marine Le Pen au congrès de Tours du 16 janvier 2011 : « Nous avons toutes les raisons de retrouver la fierté de ce que nous sommes, de cette France éternelle qui fait vibrer l'humanité tout entière depuis des siècles, et dont nous sommes les héritiers¹. »

L'inévitable guerre ethnique

Le mythe des essences collectives communautaires et éternelles étant posé, peut se déployer l'étape ultime du dispositif identitaire : la guerre inévitable entre ces communautés. Et ce stade ne fait nullement défaut au Front national. L'identité des « immigrés » et de leurs descendants, inexorablement, les dresse contre l'identité française et les Français. Les innombrables maux causés par « l'immigration » ont été décrits dans le premier chapitre. Dans tous les domaines, l'écologie, le logement, les problèmes économiques de la France, la situation des handicapés, l'insécurité, les retraites... c'est elle qui est la source des malheurs des Français. On peut parler, là aussi, de langue de bois, tant les accusations et incriminations se répètent indéfiniment avec les mêmes formules rituelles. Un échantillon de ce langage : « L'immigration non contrôlée est source de tension dans une République qui ne parvient pas à assimiler les nouveaux

1. Cité par Pascal Perrineau, *La France au Front*, p. 119. De nombreux exemples dans Sylvain Crépon, p. 200, *La nouvelle extrême droite*, par exemple cette tirade de Samuel Maréchal à l'époque où il était président du FNJ : « Mais comment allons nous faire pour briser le mur de la pensée unique, si ce n'est en revenant à notre existence même, à notre culture, à nos traditions, à notre façon de parler. Les Gaulois dissertaient des heures sur le sexe des anges, c'est bien normal, voilà. C'est dans notre nature. Si au Café du Commerce on ne peut plus refaire le monde, eh bien on n'est plus Gaulois, on n'est plus Français. Voilà, c'est comme ça, c'est notre nature. »

Français. Les ghettos, les conflits interethniques, les revendications communautaires et les provocations politico-religieuses sont les conséquences directes d'une immigration massive qui met à mal notre identité nationale et amène avec elle une islamisation de plus en plus visible avec son cortège de revendications¹. » Face à de tels fléaux il n'y a pas d'autres solutions que de combattre avec la plus grande fermeté « l'immigration » (restreindre les droits des « immigrés », les discriminer, les faire partir : « inverser » le flux migratoire), puisque l'existence de ghettos, de conflits, de problèmes est entièrement de leur fait. C'est une opposition d'essence et non un problème social ou politique. Le conflit entre Français et « immigrés » est donc inévitable.

D'autre part, ce combat doit être sans faiblesse, car l'agression, notamment celle liée à la présence des musulmans, est extrême, sans limite. En témoigne la violente dénonciation par Marine Le Pen des prières musulmanes débordant sur la rue (faute de place dans les mosquées) : « Je suis désolée mais pour ceux qui aiment beaucoup parler de la Seconde Guerre mondiale, s'il s'agit de parler d'occupation, on pourrait en parler, pour le coup, parce que c'est une occupation de territoire². » Les manifestations publiques de l'Islam en France sont donc comparables à l'occupation allemande ! C'est une agression inouïe contre laquelle la réaction doit être inouïe aussi.

1. Programme FN... p. 11.

2. Valérie Igounet, *Le Front national*, p. 420. Il s'agit d'une variante du thème, très répandu au FN, de la « colonisation de la France » par les musulmans. Pour les élections régionales de 2010, une affiche du Front national, concoctée par David Rachline, le futur sénateur, représente la France aux couleurs du drapeau algérien, avec une femme en niqab au premier plan et des minarets en forme d'ogives de missiles parsemant l'Hexagone, *ibid.* p. 131.

Dans un tel contexte, ne pas lutter avec la dernière énergie contre « l'immigration » et donc contre les droits des étrangers et des musulmans, contre leur venue, y compris contre leur droit à l'asile lorsqu'ils sont persécutés¹, serait suicidaire. La tolérance est impossible.

Le dispositif identitaire FN et ses conséquences

Aucun doute, la conception du monde du Front national de Marine Le Pen, et non seulement de son père, s'organise autour du dispositif identitaire. Par rapport à Drumont, l'identité du bouc émissaire a changé, ainsi qu'un certain nombre de références et de thématiques, mais le dispositif et sa logique d'ensemble restent très reconnaissables. Et nous avons vu qu'il n'est pas qu'un thème parmi d'autres. Les méfaits identitaires sont partout, la logique identitaire intervient dans tous les domaines. Elle est la grille de lecture centrale donnant sens à l'ensemble. Si l'on admet que le dispositif identitaire chez Drumont est un marqueur de l'extrême droite, qu'il est raciste et potentiellement très dangereux, on devrait admettre que ce dispositif, repéré au sein de la pensée FN, témoigne de son appartenance à l'extrême droite, de l'existence d'un mode de pensée raciste et qu'il est potentiellement dangereux.

Racisme et assimilation : l'acculturation, le mérite et le nombre

À ce stade de notre analyse, on nous fera certainement une objection : comment nous permettons-nous de parler de racisme et d'extrême droite alors que Marine Le Pen et son équipe répètent régulièrement que dans

1. « Réduction drastique du nombre de demandeurs d'asile admis à rester en France », Programme 2012, p. 11.

certains cas, l'assimilation des étrangers et de leurs enfants est possible et qu'il en existe même quelques-uns au Front national? N'est-ce pas seulement l'immigration « massive » et les immigrés « mal assimilés » qu'ils rejettent?

Cette objection repose sur un présupposé: le racisme et l'extrême droite excluraient la possibilité d'exceptions, l'acceptation de quelques individus des ethnies stigmatisées. Or, c'est au contraire une spécificité du racisme et de l'extrême droite en France depuis plus d'un siècle. Alors que le racisme biologique dominant en Allemagne exclut toute exception (il n'y avait pas de bon Juif ou de bon Noir pour Hitler), le racisme à dominance culturelle qui prévaut en France depuis le début du xx^e siècle se distingue par sa capacité à tolérer des exceptions tout en continuant à professer un racisme virulent.

Maurras: l'assimilation et ses critères

Dans l'article « métèque » du *Dictionnaire politique et critique*¹, Maurras a tenu à retenir les extraits de ses écrits qui rappellent que, pour lui, « il y a métèque et métèque, il y a le métèque indésirable et le métèque qui ne l'est pas » (p. 48). Il y a même de « bons métèques » (p. 46) tels Jean Moréas, Mazarin, Broglie... Plus surprenant encore chez cet antisémite forcené, « il y a des Juifs très gentils² », des Juifs « bien nés », des Juifs « distingués³ ».

1. Volume 11, p. 41-49.

2. Cité par Bruno Goyet, *Charles Maurras*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 2000.

3. *Dictionnaire...*, article « Juif (la question juive) », vol. 9, p. 367.

Ces appréciations inattendues permettent à Maurras de prendre ses distances vis-à-vis du racisme germanique et plus particulièrement de l'antisémitisme allemand, « antisémitisme de peau », ayant tous les traits de « l'esprit germain » qu'il abhorre¹, mais cela ne change rien au racisme immodéré dont il fait preuve vis-à-vis de l'immense majorité de Juifs et des « métèques ». Quelquefois l'exception peut infirmer une règle, dans le cas de Maurras elle confirme la règle. L'existence de quelques élus repêchés n'atténue en rien les jugements définitifs et l'hostilité active visant tous les autres. « L'agrégation des Juifs distingués est possible et même facile sans qu'il soit besoin de reconnaître aucun privilège à leur peuple². » Les Juifs sont toujours et partout rusés, menteurs, trompeurs. « Tromper est un sujet où les Juifs s'entendent toujours³. » Ils ne sont pas susceptibles d'évoluer. « Le Juif (...) est (...) conservateur vis-à-vis de lui-même⁴. » Et non seulement tous les Juifs ont la même identité mais ils sont solidaires entre eux contre tous les autres (« communautaristes » avant la lettre...); le général Mercier, accusateur de Dreyfus, avait raison de parler de la « solidarité de la race juive dans tous les pays du monde⁵ ».

Enfin, « dominateur financier ou perturbateur révolutionnaire », doté d'une « puissance effrayante⁶ » et voulant « tout dominer », il manifeste une capacité de nuire extraordinaire⁷. Les exceptions ne protègent en rien les Juifs, tous les autres Juifs, du racisme identitaire. Comment cela se fait-il ?

1. *Ibid.*, p. 368.

2. *Ibid.*, p. 367.

3. *Ibid.*, p. 359.

4. *Ibid.*, p. 363.

5. *Ibid.*, p. 362.

6. *Ibid.*

7. *Ibid.*, p. 368. On aura reconnu la logique caractéristique du dispositif identitaire.

Pour répondre, il faut analyser les critères adoptés par Maurras pour admettre un étranger (du moins perçu comme tel) dans la communauté nationale. Il les expose clairement dans un passage de *La dentelle du rempart* intitulé: « Un héros juif d'Action française: Pierre David¹ ».

Premier critère: un mérite éminent. C'est peu dire que Pierre David mérite de la patrie, il a fait preuve d'une totale abnégation en sacrifiant sa vie au champ d'honneur au cours de la guerre de 14. On remarquera que ce mérite est jugé en fonction des valeurs de Maurras (suprématie des valeurs patriotiques) et d'autre part qu'il est exceptionnel (sacrifier sa vie), à la portée seulement d'une toute petite élite héroïque.

Deuxième critère: l'abandon de son identité propre. Pierre David a tout abandonné de sa culture d'origine. « Né d'une famille juive, je me suis senti complètement détaché de la tradition juive, complètement français². » Il a rencontré des militants d'Action française et il s'est entièrement soumis à son nouvel environnement. Il a été « un adhérent enthousiaste du nationalisme intégral » et il est parvenu à « ce degré de nationalisme intégral » où l'on « se donne et se sacrifie tout entier³ ». De nouveau Maurras célèbre le sacrifice, ici le sacrifice de soi. Avant de sacrifier sa vie, David a sacrifié son identité propre, ses attachements, son histoire particulière pour se fondre entièrement dans l'identité collective qui lui était proposée. C'est cela « l'assimilation » célébrée par Maurras: un individu transparent qui a sacrifié sa particularité, tout ce qu'il était pour rejoindre la communauté, une communauté qui ne tolère pas les différences. Il ne suffit pas de se conformer aux lois et coutumes en

1. Grasset, 1937, p. 303-307.

2. *Ibid.*, p. 306.

3. *Ibid.*, p. 307.

vigueur, il faut adhérer à la vision nationaliste intégrale du monde jusqu'à s'y perdre.

Troisième critère : le nombre. Pierre David est un cas exceptionnel, isolé. On peut continuer malgré sa présence (d'autant moins encombrante qu'il est mort !) à imaginer que la communauté française reste homogène, que l'identité française ne subira aucun changement... de toute éternité, etc. Mais imaginons qu'il y ait plus de Juifs, le rêve s'effondre. Et Maurras se met à dénoncer « les envahissements des Juifs¹ ».

C'est vrai aussi des « métèques », il peut y avoir de « bons métèques », mais seulement s'ils sont très peu nombreux, « le métèque à la dose de un millième² », sinon Maurras imagine aussitôt « le métèque à la dose de 999 pour mille³ » où le « génie » éternel de la France va se dissoudre.

L'analyse de ces trois critères permet de comprendre comment Maurras peut parler d'assimilation de quelques métèques ou Juifs sans renoncer au socle raciste de sa doctrine : ils seront si peu nombreux, ils auront si peu d'épaisseur et il leur faudra faire preuve de tels mérites, qu'ils ne représenteront quasi rien.

Au passage, Maurras nous lègue une conception de l'assimilation d'une intolérance totale, n'acceptant de reconnaître l'autre que lorsqu'il n'existe plus comme tel.

Les exceptions sous Vichy

Les conséquences d'une telle conception nous sont connues, car la politique de Vichy vis-à-vis des Juifs s'en inspire. Dans ce cas aussi, la politique anti-juive plus

1. *Ibid.*

2. *Dictionnaire...*, article « métèque », vol. 11, p. 48.

3. *Ibid.*

spécifiquement française¹ distingue entre les « honorables exceptions » et les Juifs dont l'influence « s'est fait sentir insinuante et finalement décomposante² ». Elle institua des *numerus clausus*, des quotas, des dérogations... sur des critères qui étaient pour l'essentiel ceux de Maurras : les « mérites professionnels » présentant un « caractère éminent pour les médecins ou les avocats³ », les « services exceptionnels à l'État français » rendus par les Juifs « dans les domaines littéraires, scientifiques, artistiques », mais surtout les dérogations prévues pour les anciens combattants (notamment ceux qui ont été décorés) (1^{er} statut des Juifs, loi du 3 octobre 1940).

Enfin, le premier statut des Juifs prévoit de limiter le nombre de dérogations à une « proportion déterminée » et de procéder ensuite à « l'élimination des Juifs en surnombre ». Des exceptions, mais qu'en tout petit nombre.

Les exceptions ont existé, mais elles n'ont pas empêché l'immense majorité des Juifs de subir exclusions et discriminations avant même que ne prédomine la politique antisémite des nazis. À un tel moment de vérité, ces exceptions ne sont plus que cela, des exceptions, dans le malheur qui frappe presque tous.

Le Front national et l'assimilation

Ces exemples rappellent que la reconnaissance d'une possible assimilation de quelques étrangers ou « issus de l'immigration » ne signifie en aucune façon qu'un courant politique se serait éloigné de l'extrême droite

1. Michaël Marrus, Robert Paxton, *Vichy et les Juifs*, Calmann-Lévy, 1981, p. 19 et suiv.

2. *Ibid.*, p. 27.

3. Laurent Joly, *Vichy dans la solution finale. Histoire du Commissariat général aux questions juives 1941-1944*, Grasset, 2006, p. 205-206.

ou du racisme. C'est au contraire un thème constant de l'extrême droite française depuis ses origines. Qu'en est-il du Front national ? En analysant son discours sur l'assimilation, on découvre non une pensée soucieuse des droits et de la dignité de chaque être humain, serait-il étranger, mais le discours de rejet traditionnel de l'extrême droite excluant les éternels étrangers (« Français de papier ») que sont les « immigrés », à part quelques exceptions qui, à force de reniement de soi, seraient parvenues à gommer toute identité propre.

Marine Le Pen parle toujours d'assimilation et non, par exemple, d'« intégration ». C'est que ce second terme véhicule l'idée que l'on s'adapte à une société sans perdre forcément sa singularité, tout son héritage culturel, etc. Au contraire, l'héritage culturel maurassien, lui, n'a pas été perdu, le terme d'assimilation signifie « faire disparaître toute trace de sa culture d'origine pour se fondre entièrement dans une société » résume Valérie Igounet¹, et c'est particulièrement vrai pour le Front national. Edwy Plenel, dans un livre récent² en a parfaitement tiré les conséquences : « L'impératif d'assimilation est une euphémisation de la disparition. Une façon de souhaiter que les musulmans de France, à quelques degrés qu'ils soient, ne le soient plus. Ne le disent ni ne le revendiquent, ne l'expriment, ni ne l'assument » (p. 78). Et effectivement c'est bien ainsi que réagit le Front national. La moindre visibilité de musulmans, ne se cachant pas de l'être dans l'espace public, déchaîne sa fureur. Rappelons-nous la réaction incroyablement agressive de Marine Le Pen aux prières de musulmans visibles dans la rue. On se souvient aussi de son dérapage à l'encontre des otages libérés au Niger. « La barbe taillée de manière étonnante » et la coiffé

1. *Le Front national*, p. 291, note 1.

2. *Pour les musulmans*, La Découverte, 2014.

non occidentale lui ont procuré « un malaise ». Elle a aussitôt demandé des « explications » sur leur « étrange habillement¹ ». Ce faux pas en dit long sur l'hystérie qui règne dans les sphères dirigeantes FN vis-à-vis du moindre écart par rapport à l'identité française éternelle telle qu'elles la fantasment. Comme Maurras, Marine Le Pen veut bien accepter l'autre (en tout petit nombre), mais seulement s'il a répudié toute altérité (surtout si elle risque d'être vue), s'il a disparu, comme le dit Plenel.

Il faut en plus qu'il fasse preuve d'un très grand mérite. On sait que la nationalité « ça s'hérite » (pour les uns), mais « ça se mérite » (pour les autres). Et ce n'est pas un vain mot, le Programme FN multiplie les conditions à remplir pour mériter d'être français, des « conditions strictes et prolongées sur le territoire » aux « preuves d'assimilation² »... on devine qu'il faudra un mérite exceptionnel pour franchir ces obstacles.

Mais la préoccupation principale, c'est le nombre. « Invasion », « immigration massive et incontrôlée », une grande partie des mesures préconisées par le Programme 2012 dans le chapitre consacré à l'immigration concerne leur nombre qu'il faut à tout prix restreindre drastiquement. C'est une véritable obsession. Le Front national l'érige en impératif de survie de la nation. Au nom d'un tel impératif, les droits de l'homme peuvent être écartés. À l'encontre de la moindre velléité de préserver quelques droits élémentaires d'étrangers. Les frontistes dénoncent un effet de « pompe aspirante³ »

1. *Le Monde*, 1^{er} novembre 2013, Abel Mestre, « Otages. Le dérapage de Marine Le Pen ».

2. P. 11.

3. L'expression « pompes aspirantes » a, elle aussi une histoire qui ne commence pas avec le FN. On en trouve des traces sous Vichy. Par exemple, un dignitaire catholique déplorant la dénatalité française en 1941 : « Nous devons rester nous-mêmes, et nous ne le resterons plus si l'étranger envahissant se substitue

attirant de nouveaux immigrés. Face à un tel danger d'envahissement, leurs droits ne sont-ils pas dérisoires ? Tout doit être fait pour « inverser les flux ».

Inutile de continuer, le discours sur l'assimilation tenu par le Front national n'est que le vieux discours intolérant, raciste-identitaire de l'extrême droite française. Il n'est en aucune façon une ouverture à l'altérité, une acceptation de l'autre « immigré ». Comme Maurras, comme Vichy, il tolère quelques exceptions d'individus qui seraient parvenus à sacrifier leur identité singulière. Et pour l'immense majorité des autres, étrangers mais aussi musulmans français, il prévoit de nombreuses mesures discriminatoires et/ou liberticides touchant à leurs droits fondamentaux.

L'assimilation telle que la prône le Front national ne témoigne aucunement de l'émergence d'un parti enfin débarrassé de ses vieux démons. Au contraire, il nous plonge dans un mode de pensée qui a fait des ravages chaque fois qu'il en a eu les moyens.

L'exception qui concerne les Juifs, depuis que Marine Le Pen a pris la présidence du parti, s'inscrit, elle aussi, dans ces limites de l'exception qui n'infirmes pas la règle. Il suffit d'écouter Louis Aliot pour comprendre qu'il s'agit d'une posture tactique et non de l'apparition soudaine de scrupules moraux face à l'antisémitisme. Il ne s'agit pas du tout de bannir les campagnes hostiles aux « étrangers » là où elles sont politiquement rentables : « Il faut être clair sur la dédiablement : celle-ci ne concerne que notre présomption d'antisémitisme, rien d'autre. Pas l'immigration, ni l'Islam, sur lesquels, à la

peu à peu à nos populations autochtones. » Le « remède » consiste à « peupler nos berceaux » car « la nature a horreur du vide. La pompe aspirante agit en démographie comme en hydraulique », cité par Francine Muel-Dreyfus, *Vichy et l'éternel féminin*, Seuil, 1996, p. 71.

limite, il n'est pas mauvais d'être diabolisés comme l'a montré Sarkozy¹. » Évitions les racismes qui ternissent notre image, précipitons-nous sur les autres.

Quant aux Juifs, n'oublions pas que leur place, le rôle qu'on leur attribuait traditionnellement à l'extrême droite, sont toujours là, dans la forme que prend notamment la critique des élites. Pour peu que la grille des tabous change de nouveau, les anciens locataires risquent d'y être à nouveau assignés.

1. Louis Aliot cité par Dominique Albertini et David Doucet, *Histoire du Front national*, p. 315. Voir aussi, le même Louis Aliot interviewé par Valérie Igounet, *Le Front national*, p. 420 : « La dédiabolisation ne porte que sur l'antisémitisme. En distribuant des tracts, dans la rue, le seul plafond de verre que je voyais ce n'était pas l'immigration ni l'Islam... D'autres sont pires que nous à ce sujet. C'est l'antisémitisme qui empêche les gens de voter pour nous. Il n'y a que cela. À partir du moment où vous faites sauter ce verrou idéologique, vous libérez le reste. »

3.

Front national et fascisme

Une évidence

Presque tous les experts le disent. Ce serait donc vrai : le Front national n'est pas fasciste, il n'a rien à voir avec le fascisme.

L'historien Nicolas Lebourg par exemple, déclare sur le ton de l'évidence : « Le FN n'a certes rien à voir avec le fascisme, mais tout avec une veine nationale-populiste qui est un courant d'extrême droite existant dans notre vie politique depuis les années 80¹. » Dans le même dossier du *Nouvel Observateur*, Jean-Yves Camus, cité par le journaliste Hervé Algalarrondo, résume ainsi la position de Marine Le Pen : « Son logiciel, c'est la droite nationale, plébiscitaire, autoritaire, dans la tradition de Napoléon III et du général Boulanger. » Le fascisme est décidément très, très loin.

L'antifascisme affiché par les militants à l'encontre du Front national (des slogans scandés au cours des manifestations de rue : « Le Pen fasciste ! » aux salons « du livre antifasciste » qui se sont succédé de 1993 à 1999), a toujours essuyé la critique de nombreux experts et commentateurs politiques². Mais depuis la rénovation du parti effectuée par Marine Le Pen, les discours qui associent encore le Front national à tout ce qui pourrait

1. *Le Nouvel Observateur*, 8 mai 2014.

2. Voir à ce sujet l'article rétrospectif d'Yves-Marc Ajchenbaum, « Rétrocontreverse, 1983, Dreux, le FN et le fascisme », *Le Monde*, 27 juillet 2007.

évoquer le fascisme sont totalement discrédités. Les militants frontistes, soulagés, peuvent ironiser : « Regardez : vous voyez bien qu'il n'y a pas de char panzer dans la rue », plaisante le préposé aux finances de la nouvelle municipalité FN d'Hénin-Beaumont au lendemain de la victoire, dès le premier tour, de Steve Briois¹. Il est détendu, il n'a pas peur que la nouvelle municipalité qui s'apprête à prendre les premières décisions liberticides, du type chasser la Ligue des Droits de l'Homme de son local, fasse peur, car associée à de sombres périodes.

Les militants du Front national n'ont effectivement pas de souci à se faire puisqu'il est partout claironné que ce parti, notamment depuis que s'est installée la nouvelle direction, n'a aucun rapport avec le fascisme. De la façon dont les choses sont présentées, n'est-ce pas d'ailleurs une vérité d'évidence ? Qu'a donc à voir une formation politique « républicaine » jouant le jeu des institutions parlementaires², avec des régimes fascistes où règne un pouvoir « totalitaire », un parti unique et où toutes les libertés fondamentales ont été confisquées ?

Mais la question est-elle ainsi bien formulée ?

Comparer ce qui est comparable

En fait, la question ainsi posée est absurde. On compare certaines formations politiques, les fascistes italiens, ou les nazis, parvenus au pouvoir et même souvent à leur apogée (stade auquel la plupart des commentateurs se situent pour discerner les caractéristiques du

1. *Le Monde*, 26 mars 2014, Florence Aubenas, « À Hénin-Beaumont, le Front national se fait une image de gentil ».

2. « Marine Le Pen, elle est républicaine, elle est démocrate, elle est pour les élections », Luc Ferry cité par Nicolas Lebourg dans *Charlie Hebdo hors série* : « Le Front national expliqué à mon père », janvier-février 2014, p. 44.

fascisme), avec le Front national qui n'est aujourd'hui qu'un postulant au pouvoir. Qu'il le veuille ou non, au stade où il se situe actuellement, il ne peut aucunement instaurer un parti unique, surveiller et contrôler toute la population, priver tous les citoyens de leurs droits élémentaires ou, tout simplement, mettre en œuvre les mesures liberticides et discriminatoires qui sont dans son programme. Le rapport de force existant, les lois, la constitution, l'environnement social et politique dans lequel il agit, l'en empêcheraient.

Face au Front national, nous ne sommes pas dans la situation confortable de l'historien qui, après coup, dresse une typologie des divers courants dont il connaît la phase ultime. Nous sommes plutôt dans la situation des antifascistes français des années 30¹. Ceux-ci n'avaient pas affaire à des mouvements figés dans une forme fixe représentant un type fasciste consacré, mais à des formations politiques en perpétuelle évolution dont on ne savait où elles s'arrêteraient et si elles s'arrêteraient. Le fascisme italien et le régime nazi étaient déjà au pouvoir, mais dans la plupart des cas, pour juger du danger représenté par la Garde de fer roumaine, les Croix fléchées en Hongrie, les Rexistes belges, le PPF de Doriot, les phalangistes espagnols, etc., les antifascistes ne pouvaient se guider qu'à partir d'indices jamais, à l'époque, définitivement confirmés. Tous ces mouvements, dont les visées antidémocratiques se manifestaient par divers indices, participaient malgré tout au jeu parlementaire, se présentaient aux

1. Voir à ce sujet mon article: «L'antifascisme en France hier et aujourd'hui» dans la revue *Témoigner entre histoire et mémoire*, revue internationale basée à Bruxelles, n° 104, juillet-septembre 2009, Kimé. Sur l'antifascisme des années 30 voir aussi Gilles Vergnon, *L'antifascisme en France. De Mussolini à Le Pen*, Presses universitaires de Rennes, 2009.

élections, faisaient de nombreuses promesses électorales susceptibles de séduire un large éventail d'électeurs. Ils étaient loin d'avoir réalisé toutes les potentialités destructrices qu'un ensemble de traits concordants laissaient soupçonner.

Les antifascistes de ces années-là ne pouvaient évidemment pas attendre que ces traits se confirment totalement et que ces mouvements prennent le pouvoir, pour réagir. C'eût été trop tard ! Au contraire, leur tâche a consisté à décrypter à temps les signes annonciateurs d'un grave danger dont l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie indiquaient l'horizon possible. De cet impératif découlait le mot d'ordre omniprésent de « vigilance » auquel se référait, par exemple, le « Comité de vigilance des intellectuels antifascistes¹ ».

C'est à cette situation que la nôtre pourrait être comparée. Certes, le fascisme sous sa forme achevée (s'il en est une), ne règne pas en France, mais cela ne nous dispense pas du travail critique antifasciste lorsque se manifestent des modes de pensée (et d'action) dont l'économie interne laisse soupçonner à l'œil informé par l'expérience qu'ils inclinent vers le fascisme.

Le fascisme, état ou processus ?

La sagesse pratique manifestée par les antifascistes des années 30, la nécessité où ils se sont trouvés de repérer le danger fasciste avant, qu'arrivés au pouvoir, ces mouvements n'aient pu mettre en œuvre toutes leurs potentialités, l'appréhension du fascisme à différents stades de son évolution... toutes ces questions soulevées par ces phénomènes complexes n'ont pas échappé

1. Nicole Racine-Furlaud, « Le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (1934-1939) », in Jean Bouvier (dir.), *La France en mouvement 1934-1938*, Champs Vallon, 1986.

à un certain nombre d'historiens et non des moindres¹. Ainsi, dans *Le fascisme en action*², Robert Paxton récuse l'idée même d'une essence statique du fascisme, soulignant les « difficultés que soulève la recherche d'une essence simple³ ». De telles définitions réductrices présentent un « tableau statique d'un phénomène que l'on perçoit mieux en mouvement ». Elles transforment en « statue figée », insiste l'auteur, « quelque chose que l'on comprend mieux en tant que processus⁴ ».

Le fascisme n'est donc pas une essence immobile. Il n'est pas réductible à quelques traits typiques choisis à sa naissance (certains voyaient l'incarnation « pure » du fascisme dans ses origines), ou, souvent aujourd'hui, à l'apogée du mouvement. Le fascisme n'est pas une essence, mais un processus.

Paxton distingue cinq stades, cinq étapes par lesquelles passent les fascismes⁵, prenant bien soin de ne comparer ces mouvements qu'à des stades similaires, et de ne jamais figer ces dynamiques dans une des composantes, censée à elle seule incarner le fascisme.

Que représentent les premiers stades de ce processus, à un moment où les fascistes sont encore loin du pouvoir ? Ils sont évidemment dépourvus d'un certain nombre de dispositions (parti unique, etc.) dont ils ne pourront se doter qu'après s'être emparés du pouvoir

1. Et aussi, notamment, au sociologue, Michel Dobry, maître d'œuvre de l'ouvrage collectif *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Seuil, 2004 : son analyse dans l'avant-propos et le premier chapitre.

2. Seuil, 2004.

3. p. 31.

4. *Ibid.*

5. Un autre historien, Pierre Milza, décrit, lui aussi, le fascisme comme un processus passant par plusieurs étapes, quatre selon lui, *Les fascismes*, Seuil 1991 (1^{re} éd. 1985), p. 58 et suiv. ; *Fascisme français. Passé et présent*, Flammarion, 1987, p. 47 et suiv.

d'État. Ce sont des partis « attrape tout¹ », profitant de leur éloignement du pouvoir (et de la nécessité de faire des choix) pour « mobiliser une gamme de revendications hétéroclites » et « formuler des ressentiments divers² », prônant notamment un certain nombre de mesures sociales radicales que jamais aucun parti fasciste n'appliquera une fois arrivé au pouvoir³. Cependant, dès cette étape, ces mouvements manifestent une tendance à la radicalisation tout à fait spécifique : « Une extrême radicalisation reste latente dans tous les fascismes⁴. »

Cette tendance ne peut en aucun cas être assimilée à un déterminisme. Paxton répète que les circonstances, les rapports de force, la conjoncture, les aléas des politiques d'alliance, etc. peuvent à chaque étape contrarier, détourner, neutraliser, ou au contraire favoriser ces tendances à la radicalisation vers l'extrême fascisme. Mais aussi dépendantes de la conjoncture soient-elles, ces tendances existent à des stades antérieurs à ce fascisme pleinement réalisé !

Le fascisme, sous sa forme radicalisée, ne sort pas de rien. À certaines périodes, comme les années 30, de nombreux mouvements politiques et courants intellectuels tendent vers ce fascisme abouti. Entre les deux guerres, Paxton en dénombre un grand nombre dans divers pays d'Europe et même aux États-Unis et au Japon. Ils correspondent aux premières étapes du processus. Or ces potentialités fascistes, existant bien avant que le fascisme ne prenne sa forme extrême, nous intéressent au plus haut point, car leur analyse peut aider à résoudre la question que nous avons posée plus haut : comme repérer le danger fasciste avant qu'il ne soit trop tard ?

1. Robert Paxton, *Le fascisme en action*, p. 100 et 104.

2. *Ibid.*, p. 100.

3. *Ibid.*, p. 22, 240-241.

4. *Ibid.*, p. 257.

En centrant notre attention sur les premières étapes du processus décrit dans *Le fascisme en action*, nous pouvons espérer trouver des indices de tendances fascistes aptes à orienter notre vigilance.

Nous partirons, cette fois encore, d'exemples historiques, choisis parmi les principaux régimes définis comme fascistes par la plupart des historiens, et chercherons à repérer des configurations précises et des similitudes entre formations différentes.

Le fascisme des nazis

Prenons l'exemple du nazisme. Certes, personne ne pouvait deviner à l'avance toutes les horreurs perpétrées par le régime national-socialiste, mais il était tout de même possible de déceler la présence d'un danger extrême que l'on apprendra vite à nommer « fasciste ».

En lisant *Mein Kampf*, mais aussi les déclarations des dirigeants du parti hitlérien, ou, en 1930, le livre d'Alfred Rosenberg ; en observant les méthodes et l'évolution du mouvement... il était possible de diagnostiquer l'existence d'un péril spécifique. Le parti nazi, malgré sa participation au jeu parlementaire, les assurances répétées de son Führer quant au respect de la légalité républicaine, l'altération à certaines périodes de ses discours virulents (notamment antisémites), n'en défendait pas moins une vision du monde radicale d'extrême droite, et semblait déterminé à la mettre en œuvre. Oui, d'extrême droite, car il apparaîtra que la conception identitaire découverte chez Drumont, sa combinaison d'éléments et sa cohérence, est un bon révélateur des potentialités fascistes d'un courant politique¹.

1. « Hitler résume, exagère et modernise tout ce qui flotte sur le marché des idées politiques de l'extrême droite », l'historien Ulrich Herbert cité par Antoine Vitkine, *Mein Kampf, histoire d'un livre*, Flammarion, 2009, p. 35.

Fatalité ethnique et communauté

La fatalité ethnique sous sa forme la plus biologique, la fatalité raciale, est au fondement de l'imaginaire nazi. Les individus sont essentiellement et impérativement ce que sont leur sang, leur race, leur hérédité¹. Le déterminisme s'abat inexorablement sur les Juifs² mais aussi sur les Noirs³, sur les Polonais⁴, les Indous⁵... Dans tous les cas, il s'agit d'un déterminisme qui s'étend inexorablement à tous les individus d'une race, la transformant en communauté totalement homogène. Les nazis, eux aussi aiment à dire « le » Juif, « l' » Allemand. Comme leurs prédécesseurs d'extrême droite, ils désignent ainsi une communauté dont les traits sont si uniformes qu'on

1. Hitler, « C'est dans le sang seul que résident la force et la faiblesse de l'homme. Les peuples qui ne reconnaissent pas et n'apprécient pas l'importance de leurs fondements racistes (raciaux) ressemblent à des gens qui voudraient conférer aux caniches les qualités des lévriers, sans comprendre que la rapidité et la docilité du caniche ne sont pas des qualités acquises par le dressage mais sont inhérentes à la race elle-même », *Mein Kampf*, Nouvelles éditions latines, 1934 (1^{re} éd. allemande 1924-1926). En langage plus policé, Alfred Rosenberg « nous ne désavouons pas du tout les nombreuses et très différentes influences qui s'exercent sur le comportement : paysage, climat et tradition politique ; mais tous ces facteurs sont moins importants que le sang et le caractère lié au sang », *Le mythe du XX^e siècle*, Avalon, 1986, p. 16 (1^{re} éd. allemande 1930).

2. Pour Hitler, « le » Juif aura beau apprendre l'allemand, il ne pourra le parler que de façon « épouvantable » et sous son vernis allemand son identité juive éternelle subsistera nécessairement : « sa nature intime ne sera pas modifiée (...), son caractère ethnique restera toujours le même », *Mein Kampf*, p. 312.

3. « Car c'est une folie criminelle que de dresser un être, qui est par son origine un demi-singe, jusqu'à ce qu'on le prenne pour un avocat », *Mein Kampf*, p. 653.

4. *Ibid.*, p. 388.

5. *Ibid.*, p. 656-657.

peut parler de Juif ou d'Allemand toujours et partout identique. Au cours des années qui précèdent son accession au pouvoir, Hitler ne cesse d'évoquer l'image d'une société allemande unifiée et purifiée enfin restaurée, et devenue ainsi extraordinairement puissante¹.

Essence immuable

Cette division des populations en communautés-races, nous le savons, n'est cohérente que par son association à un deuxième élément: l'affirmation que ces identités collectives sont durables dans le temps. Si elles se transformaient et s'enrichissaient constamment d'apports extérieurs, ce bel ordonnancement de communautés totalement repliées sur leur identité spécifique, s'écroulerait. Et, effectivement, dans les discours nazis dès les années 20, chaque peuple-race reste éternellement déterminé par son essence originelle, du moins s'il évite de commettre ce « péché » contre la race qu'est le métissage. Ainsi, le thème du « Juif éternel » est constamment réactivé², tandis que le Germain, l'Aryen, eux, auraient toujours manifesté les mêmes dispositions innées de créateurs de civilisations, même si ces qualités restent latentes (invisibles...) dans un climat défavorable « septentrional³ ». La croix gammée, « apportée depuis plus de 3000 ans avant l'ère chrétienne par les

1. Ian Kershaw, *Hitler*, I, Flammarion, 2000, p. 443, 455, 475.

2. « Où est le peuple qui dans les derniers mille ans a éprouvé moins de changements dans ses dispositions intimes, son caractère, etc., que le peuple juif? Enfin quel peuple a été mêlé à de plus grandes révolutions que les Juifs? Ils sont pourtant restés les mêmes au sortir de gigantesques catastrophes qui ont éprouvé l'humanité, (...) de quelle constance à maintenir l'espèce témoignent de pareils faits! », *Mein Kampf*, p. 300.

3. *Ibid.*, p. 391.

vagues de peuples nordiques » selon Rosenberg¹, symbolise cette pérennité de « l'âme » nordique à travers les millénaires.

Les identités collectives, dans la vision du monde nazi, s'affranchissent du temps².

Guerre inévitable des races

Cet ensemble de positions (déterminisme ethnique, subordination totale des individus à leur communauté, identités collectives complètement séparées et éternelles), représentent les prémices nécessaires au développement du troisième étage de ce dispositif identitaire : l'inévitable guerre des races, thème majeur de la vision du monde nazi dès les années 20. Répétant quasiment à l'identique la formule de Drumont : « Le Juif forme le contraste le plus marquant avec l'Aryen³ », Hitler décrit deux races aux identités totalement opposées. Impossible d'éviter la guerre entre elles, car l'ennemi intime juif représente l'opposé destructeur de l'identité allemande. Et déjà, dès les premières années d'existence du parti nazi, ce principe destructeur est décrit comme un poison, une maladie mortelle qu'il serait suicidaire de tolérer. « N'allez pas croire que l'on peut combattre la tuberculose raciale sans veiller que le peuple soit libéré

1. *Le mythe du xx^e siècle*, p. 151, 640-641. Sur les tentatives nazies de présenter la croix gammée comme le signe d'une culture nordique immuable : Éric Michaud, *Un art de l'éternité. L'image et le temps du national-socialisme*, Gallimard, 1996, p. 146-147-148.

2. Voir à ce sujet Johann Chapoutot, *Le national-socialisme et l'Antiquité*, PUF, 2008, « Nous avons en effet pu constater à quel point le temps nazi est voué à l'éternité de la répétition de l'identique, un temps qui n'en est pas un, dépassé et aboli dans l'éternité de la race, de son geste et de son combat » déclare Johann Chapoutot dans sa conclusion générale, p. 487.

3. *Mein Kampf*, p. 299.

de l'organe qui en est la cause. L'impact de la juiverie ne s'effacera pas, l'empoisonnement du peuple ne cessera pas tant qu'on n'aura pas extirpé de notre sein l'agent causal, le Juif¹. » On ne pactise pas avec des bacilles ou des empoisonneurs, on les élimine. Cette logique à laquelle aboutit chaque fois le dispositif identitaire, une logique éliminatrice, aurait dû alerter les populations bien avant la prise de pouvoir. D'autant plus qu'elle s'accompagnait de corollaires particulièrement inquiétants.

Légitime défense – légitime agression

Empoisonnement, tuberculose... les nazis se présentent comme les victimes d'agressions inouïes. C'est la survie de l'Allemagne qui est en jeu. La catastrophe est imminente. On trouve à longueur de pages dans *Mein Kampf* des formules du type : « cela aussi est un indice de la décadence de notre civilisation et de notre écroulement général » (p. 260) ; « ce sera alors, tôt ou tard, l'aboutissement fatal » (p. 136) ; « un monde à l'état de lente décomposition » (p. 258) ; « Notre peuple allemand aujourd'hui brisé et gisant, et livré sans défense aux coups de pied du reste du monde » (p. 410) ; « bâtir l'avenir ou disparaître » (p. 498)...

Dans une telle situation d'insécurité extrême face aux agressions des ennemis extérieurs, mais aussi de l'ennemi intérieur, la réaction doit être extrême elle aussi, et les scrupules moraux deviennent totalement inopportuns. « Quand les peuples luttent sur cette planète pour leur existence et que la question d'être ou ne pas être vient se poser, toutes les considérations d'humanité et d'esthétique se réduisent à néant²... »

1. Ian Kershaw, *Hitler*, I, p. 238.

2. *Ibid.*, p. 178.

Pour parvenir à empêcher de telles catastrophes dans un environnement hostile, constamment soumis à l'action destructrice d'un ennemi intime et implacable, des demi-mesures ne suffisent jamais. Il faudra prendre des mesures exceptionnelles, « révolutionnaires¹ », embrigader et mobiliser la population entière contre les « ennemis », vaincre ses scrupules jusqu'à accepter la cruauté des politiques menées².

Outre le dispositif identitaire, l'insécurité dramatisée à l'extrême, « la légitime défense » (titre d'un des chapitres de *Mein Kampf*) légitimant les actes les plus graves sans souci du droit et de la morale la plus élémentaire, la violence la plus brutale justifiée, tous ces signaux indiquaient l'existence d'un avenir pour le moins problématique au cas où les nazis accéderaient au pouvoir. Et ce n'était pas tout.

Autoritarisme et chef

Pour les nazis, l'unité de la communauté nationale, fondée sur le partage d'une même identité raciale, constitue le principal élément de force de la nation. Ils en tirent la conséquence que le pluralisme politique, la lutte de classes, les revendications sociales, la défense des droits universels sont des facteurs de division qui affaiblissent dangereusement la nation. Ils sont donc à proscrire. Cela constituera un thème majeur de la propagande national-socialiste. Par exemple, indique Ian Ker-shaw, en 1930, le « thème clé » est « l'effondrement de l'Allemagne sous l'effet de la démocratie parlementaire

1. Révolutionnaire « en un sens bien spécial » précise Paxton, « ils ont laissé pour l'essentiel intacte la distribution de la propriété et la hiérarchie sociale et économique (différences fondamentales avec ce que le terme "révolution" signifiait d'ordinaire depuis 1789) », *Le fascisme en action*, p. 23 et 240.

2. *Mein Kampf*, p. 288.

et des gouvernements des partis: le pays n'était plus qu'une nation divisée par des intérêts contradictoires, dont seul le NSDAP (parti nazi) pourrait venir à bout en forgeant une nouvelle unité, par-delà les clivages de classes, de rangs et de professions¹ ».

Ainsi le pluralisme, la démocratie, le « marxisme » (désignant non seulement le parti communiste mais aussi le SPD), les syndicats, la presse non inféodée au parti, etc. étaient régulièrement pris à partie². Les nazis, tout en jouant le jeu parlementaire et affichant leur légalisme, prônaient en même temps, sans retenue, des solutions autoritaires: la « terreur légale » contre les opposants sociaux-démocrates³ regrettant qu'on n'ait pas « exterminé » les révolutionnaires de novembre, « cette pestilence⁴ », « la corde » pour les « politiciens allemands⁵ », tout en suggérant de conduire au poteau « les journalistes, ces bavards⁶ », etc. Il ne s'agissait pas d'un programme politique, et l'accession d'Hitler au pouvoir semblait improbable, mais on n'a certainement pas pris assez au sérieux, le potentiel liberticide de ces diatribes qui voient dans toute opposition et toute pensée critique l'agression d'une sorte d'armée ennemie.

L'individu, lui, dans ce cadre de pensée, n'est plus une personne susceptible de manifester sa singularité, mais un élément subordonné et totalement au service de la communauté, c'est-à-dire de son chef, prêt au sacrifice⁷. Le chef est la pierre angulaire de cet édifice autoritaire, un chef tout-puissant, un Führer érigé en

1. *Hitler*, I, p. 475.

2. *Ibid.*, p. 542.

3. *Mein Kampf*, p. 51.

4. *Ibid.*, p. 170.

5. *Ibid.*, p. 199.

6. *Ibid.*, p. 168.

7. « Car la conservation de l'existence d'une espèce suppose qu'on est prêt à sacrifier l'individu », *Mein Kampf*, p. 152.

personnalité charismatique¹. Le culte du Führer est définitivement institué au début des années 30². Cela, ajouté au sentiment d'insécurité extrême et au dispositif identitaire, aurait dû alerter les populations. Mais les réactions ne furent pas à la mesure de ce que laissait entrevoir cet agencement explosif³.

Des indices sérieux et concordants

Partout, bien avant l'accession d'Hitler au pouvoir et la radicalisation criminelle des dernières années, il était possible de repérer des potentialités lourdes de menaces d'un régime fasciste. Ce qui apparaissait, ce n'était pas seulement la violence (nullement l'apanage des nazis dans les années 20), mais une véritable logique meurtrière.

Il n'y avait évidemment rien d'inéluctable. La réalisation de ces potentialités dépendait de nombreux facteurs : la conjoncture économique et sociale, le jeu d'alliances, la situation internationale, les stratégies des opposants, etc. mais sans savoir exactement la forme qu'elle prendrait, manifestement le mouvement nazi tendait vers cette forme extrême de dictature d'extrême droite qu'incarnera le fascisme nazi.

1. Ian Kershaw, *Hitler. Essai sur le charisme en politique*, Gallimard, 1995, 1^{re} éd. 1991.

2. *Ibid.*, p. 60.

3. On peut qualifier cette tendance d'un autoritarisme extrême de « totalitaire » dans la mesure où elle manifestait une volonté d'emprise totale sur les individus. Le Führer n'exigeait pas des fidèles une simple soumission mais une adhésion sans limite, une mobilisation constante. Mais, à ce stade, ce terme ne peut être pris que dans un sens restrictif, de nombreuses composantes du totalitarisme tel qu'il est généralement défini (parti unique, etc.) n'existaient pas (ces composantes évoluent d'ailleurs avec le débat historique, voir encore dernièrement, Jean Baudoin et Bernard Bruneteau, *Le totalitarisme. Un concept et ses usages*, PUR, 2011).

Certes, le fascisme « achevé » des dernières étapes décrit par Paxton, ne peut être réduit à un simple prolongement d'une vision du monde élaborée dans les années 20. La conséquence des idées n'est pas mécanique, elle est dépendante des conjonctures et elle est médiée par la construction de normes informant la pratique, comme l'a parfaitement montré Johann Chapoutot¹. Mais cette complexité² ne signifie pas que nous ne puissions pas repérer des tendances et que le socle de positions que nous avons exhumé ne soit plus actif après l'accession au pouvoir. Toute cette logique identitaire, sécuritaire, autoritaire ne cessera de produire des effets, souvent catastrophiques, jusqu'à la fin du nazisme.

Les potentialités meurtrières observées avant 1933 produiront effectivement des conséquences meurtrières. Contentons-nous de rappeler³ l'assignation ethnique (raciale) des individus, les anciens combattants juifs invalides et décorés n'échappant pas à l'extermination car l'identité juive primait sur tout le reste ; la fabrication de communautés raciales séparées (par la ségrégation, les discriminations, l'interdiction des mariages mixtes, etc.) ; une relecture de l'histoire faisant des Juifs les éternels destructeurs de l'identité allemande ; au bout du processus, l'élimination des Juifs d'abord par l'expulsion, puis par l'extermination⁴ ; la subordination totale des individus, privés de leurs droits

1. *La loi du sang*.

2. Sur les infléchissements et les retournements dus au contexte : Laurent Kestel, *La conversion politique. Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, Raisons d'agir, 2012.

3. Pour une analyse plus détaillée, André Koulberg, *Les identités collectives, concept et stratégie (France-Allemagne) 1880-1945*.

4. Saul Friedländer, *L'Allemagne nazie et les Juifs*, I « Les années de persécution (1933-1939) », Seuil, 1997 ; II, « Les années d'extermination (1939-1945) », Seuil, 2008.

fondamentaux, à la « communauté du peuple¹ », en fait au Führer, censé incarner cette communauté mieux que ses membres et doté d'un pouvoir absolu², etc.

L'existence dès les années 20 des potentialités particulièrement dangereuses que recelait la conception du monde identitaire, sécuritaire, autoritaire des nazis, signalait un danger réel. Un danger que l'histoire ultérieure a amplement confirmé. Les hommes de cette époque, sans connaître entièrement ce qui allait se passer, avaient suffisamment d'indices sérieux et concordants pour tirer la sonnette d'alarme.

Pourtant, avant 1933, en Europe en général et en Allemagne en particulier, ces potentialités meurtrières ne furent souvent pas prises vraiment au sérieux³. Beaucoup n'y ont pas cru parce que ce n'était tout simplement pas croyable. Comment imaginer, lorsque l'on vit dans une société de grande culture, une République garantissant les libertés fondamentales à tous les citoyens et tranchant les différends politiques par les élections, que cette société pourrait basculer en peu de temps dans un régime de dictature criminelle ? D'autres, en période de crise, ont été séduits par les discours de haine du Führer, comme en témoignent ses étonnants succès d'orateur. Les alliances avec la droite conservatrice ont achevé de brouiller les cartes.

Mais on peut tout de même parler d'aveuglement, car les indices existaient d'un possible basculement vers le fascisme.

1. Robert Gelately, *Avec Hitler. Les Allemands et leur Führer*, Flammarion, 2003, 1^{re} éd. 2001.

2. Ian Kershaw, *Hitler*.

3. Ian Kershaw, *Hitler*, p. 360 ; Antoine Vitkine, *Mein Kampf. Histoire d'un livre*, p. 69 et suiv.

L'exemple roumain

On pourrait penser que le nazisme est un cas à part, ses outrances, sa brutalité, son obsession de la pureté du sang, etc. le désignant très tôt comme un mouvement politique particulièrement inquiétant. Mais le nazisme n'est pas du tout le seul à présenter un ensemble de signes convergents susceptibles de sérieusement alarmer toute personne en capacité de les lire. Observons, à la même époque, un exemple comparable dans un pays voisin : la Roumanie. Les idées nationalistes y présentent des spécificités (la place prépondérante qu'y occupe l'orthodoxie, la volonté de surmonter l'indignité qui s'attache aux petites nations, etc.), mais ces traits particuliers ne peuvent masquer, dans cette vision du monde, la présence de la logique identitaire (et aussi catastrophiste-sécuritaire, autoritaire) déjà présente bien avant la participation des « légionnaires » de la Garde de fer au pouvoir en 1940-1941.

Fatalité, ethnique et communauté

À une époque où la formation du « capitán » (capitaine) Codreanu ne formait, elle aussi, qu'un parti « attrape tout¹ », la Légion de l'Archange Michel (créée en 1927), puis Garde de fer (à partir de 1930), fondait sa doctrine sur l'idée d'une fatalité ethnique irrémédiable. Nae Ionescu, un des principaux idéologues du mouvement, compare l'identité ethnique d'un individu à une semence déterminée à engendrer une plante particulière. Elle n'a évidemment pas le choix de s'écarter de son type. Il en est de même pour la « roumanité ». « Être Roumain, c'est être doté d'un certain noyau d'où

1. Selon l'expression de l'historien Traian Sandu, *Un fascisme roumain. Histoire de la Garde de fer*, Perrin, 2014, p. 198.

découlent avec une nécessité absolue certaines attitudes et certains gestes. Notre volonté n'a rien à voir avec ce processus¹. » Le même Nae Ionescu répondra à l'écrivain Mihail Sébastian qui cherchait à concilier ses origines juives et son identité roumaine, que cela n'était pas possible. « Souviens-toi que tu es Juif! (...) Es-tu toi, Iosef Hechter (le vrai nom de Sébastian) un homme du Danube? Non, tu es un Juif du Danube (...) C'est ainsi. Et c'est ainsi que cela doit être². » On n'échappe pas à son destin ethnique. Mircea Eliade, disciple de Ionescu, le dira sans équivoque au moment où il se rapprochera de la Garde de fer: « On ne peut contester son destin biologique, on peut tout au plus émigrer ou se suicider³. »

Tous les Roumains sont donc nécessairement dotés de traits spécifiques communs. Cette « roumanité », essence collective qui les réunit tous par-delà leurs opinions ou leurs statuts, manifeste leur vocation à former une communauté. Une communauté où prévaut la « solidarité mystique du groupe⁴ » et où l'individu se « fond totalement dans la collectivité et s'y soumet⁵ ».

Identités collectives immuables

Cette identité collective des « vrais Roumains⁶ » n'est pas sujette au temps et à son action transformatrice, elle est décrite par le mouvement de Codreanu comme

1. Alexandra Laignel-Lavastine, *Cioran, Eliade, Ionesco. L'oubli du fascisme*, PUF, 2002, p. 100.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, p. 222.

4. Cioran cité par Alexandra Laignel, *Cioran, Eliade, Ionesco*, p. 146.

5. Nae Ionescu, *ibid.*, p. 101.

6. *Ibid.*, p. 83.

une essence immuable, les Roumains actuels ne faisant que réactualiser « les vertus daces¹ ». Les légionnaires se réapproprient d'ailleurs le signe tangible qu'exhibaient les nazis pour prouver l'antiquité de leur identité germanique : la croix gammée. Elle devient le signe tangible de l'existence immémoriale de l'identité roumaine².

Ce qui est vrai des Roumains l'est aussi des autres peuples, en particulier des Juifs. Cioran parlera, en 1936, de « juiverie éternelle³ ».

Guerre des peuples-races

Sur de tels fondements (fatalité ethnique, communauté homogène, identité collective immuable), nous savons que l'imaginaire est parfaitement structuré pour accueillir le dernier étage du dispositif identitaire : l'inévitable guerre des ethnies (peuples, races...).

L'identité des « vrais Roumains » est originelle et représente une formidable « puissance », mais les idées démocratiques « d'importation étrangère » introduisent des ferments propres à dissoudre la communauté⁴ et

1. Cioran rapporte qu'en 1934 Codreanu lui a « exposé ses vues sur la manière de faire revivre les vertus daces », *ibid.*, p. 150.

2. « Le svastika reçut immédiatement une interprétation d'histoire longue et un enracinement dans l'espace roumain afin d'effacer son importation d'Allemagne par Codreanu », Traian Sandu, *Un fascisme roumain*, p. 56, voir aussi p. 44 et 271.

3. Alexandra Laignel-Lavastine, *Cioran, Eliade, Ionesco*, p. 164.

4. *Ibid.*, p. 181. Dans un article publié en 1936 Mircea Eliade écrit « Étant d'importation étrangère, le régime démocratique ne se soucie que de choses qui ne sont pas spécifiquement roumaines, des abstractions comme les droits de l'homme, les droits des minorités, la liberté de conscience. »

pervertissent le génie du peuple roumain¹, dissolvant ce qui constitue son âme, sa « substance ».

Instruits par l'expérience, nous devinons les conséquences de cet état de fait : « Chrétiens et Juifs représentent deux corps étrangers l'un à l'autre qui ne peuvent en aucun cas fusionner en une synthèse, deux corps entre lesquels la paix ne peut pas exister sauf par... la disparition de l'un des deux². » La conséquence est que la guerre entre Daco-Roumains et Juifs est inévitable et éternelle, jusqu'à ce que l'un des protagonistes disparaisse ! La tolérance est impossible, la guerre des peuples-races-religions (l'orthodoxie est, pour les légionnaires, un marqueur de la race daco-roumaine) sera totale. En situation de légitime défense, toutes les agressions sont permises, « Le rejet des étrangers au-delà d'un angle mort constitue une évidence (...) nous avons vécu pendant mille ans sous leur domination, ne pas les haïr et ne pas les éliminer serait faire preuve d'un manque d'instinct national³. » Encore une fois, on aboutit au rêve d'élimination.

On ne peut donc être plus clair. Manifestement, dès les années 30, il était possible de repérer le dispositif identitaire au sein de la mouvance légionnaire (la Garde de fer et les courants intellectuels qui la soutenaient), et, dès les années 30, l'analyse de ce discours, sans même parler des pratiques violentes qui l'actualisaient,

1. *Ibid.*, Codreanu, le chef charismatique de la Garde de fer y revient sans cesse : « (le) tort et le plus grand danger national auquel ils ("la politique et les Juifs") nous ont exposés, est d'avoir déformé la structure morale de notre race Daco-Roumaine », Traian Sandu, *Un fascisme Roumain*, p. 200.

2. Nae Ionescu cité par Alexandra Laignel-Lavastine, *Cioran, Eliade, Ionesco*, p. 102.

3. Un passage extrait de *La transfiguration de la Roumanie* de Cioran (1936) cité par Alexandra Laignel-Lavastine, *Cioran, Eliade, Ionesco*, p. 197.

ne pouvait qu'alerter sur les possibilités meurtrières qu'il révélait. Et cela d'autant plus qu'il s'inscrivait dans une vision du monde sécuritaire-catastrophiste et autoritaire qui portait ces tendances destructrices à leur paroxysme.

Catastrophisme et autoritarisme

Le sentiment de devoir se défendre contre les forces qui s'en prennent au fondement vital de son peuple (son identité, sa sécurité), participe d'une intense culture de la décadence, thème de prédilection des jeunesses nationalistes roumaines.

Les vicissitudes de l'État roumain aux frontières mouvantes et aux populations changeantes, subissant la domination des Empires... analyse Alexandra Laignel-Lavastine, ont produit « une psychologie de l'incertitude nationale dominée par la peur pour l'existence de la communauté¹ ». Cioran était dans l'état d'esprit nationaliste de son époque en exprimant « cette crainte permanente de l'anéantissement² ».

Les angoisses identitaires collectives deviennent dans ce contexte des angoisses qui touchent à la survie. Il est à prévoir qu'elles engendreront des comportements de défense extrêmement agressifs.

Cela est d'autant plus prévisible que les options autoritaires affichées par le mouvement ne laissent pas de place à des contre-pouvoirs ou aux droits protecteurs des citoyens et des minorités. C'est au contraire

1. *Cioran, Eliade, Ionesco*, p. 63.

2. *Ibid.*, Hitler, p. 64. S'infiltraient « dans la vie de tous les jours (...) l'obsession de la dégénérescence, l'obsession du déclin de la nation, l'obsession de la fin de la Chrétienté... », Serge Moscovici cité par Alexandra Laignel-Lavastine, *ibid.*, p. 90.

une société homogène totalement unie derrière son chef que préfigurent les pratiques légionnaires. Comme le proclamera le sous-chef Mota : « Notre force réside dans notre unité et notre esprit de sacrifice, dans la croyance totale en notre chef¹. » Soumission, sacrifice, « exaltation unanime » des individus², pouvoir illimité du chef, toutes les conditions sont réunies pour que les tendances identitaires agressives se déploient sans débat et sans garde-fou.

Des potentialités au fascisme incarné

Les fascistes de la Garde de fer ne parviendront jamais à détenir, seuls, le pouvoir. Mais de septembre 1940 à janvier 1941, le dictateur Antonescu les associera à son gouvernement. Au cours de cette période, la mise en œuvre des principes et des logiques décrits ci-dessus se manifesterà à tous les niveaux.

La fatalité de l'origine servira à justifier la persécution de tous les Juifs, même les héroïques combattants de la guerre de 14, les invalides de guerre qui auraient dû être placés au plus haut des valeurs patriotiques exaltées par les nationalistes³. La défense de la communauté nationale roumaine purifiée des Juifs et de leur culture consista à chasser de nombreux Roumains juifs de leur maison, de leur village, etc. Les autorités roumaines allèrent jusqu'à interdire aux « vrais Roumains » de lire des livres écrits par des auteurs juifs⁴. Des commissaires à la « roumanisation » veillaient à

1. Traian Sandu, *Un fascisme roumain*, p. 107, voir aussi p. 200 : le chef, incarnation de la conscience nationale.

2. *Ibid.*

3. Matatias Carp, *Cartea Neagra, Le livre noir de la destruction des Juifs de Roumanie 1940-1944*, Denoël, 2000, p. 135 (1^{re} éd. 1946, 1947, 1948).

4. *Ibid.*, p. 131.

l'accomplissement de cette œuvre de purification censée sauver le « génie » roumain.

L'opposition absolue entre Roumains et Juifs, l'érection de ces derniers en ennemis éternels et tout-puissants libéra une agressivité sans frein : brutalités, exactions, pillages, assassinats, discriminations toujours plus étendus¹... les scrupules moraux n'avaient plus cours et la guerre était inexpiable. Au bout du processus, la « solution » évoquée dans les années 30, l'élimination des Juifs, fut partiellement mise en œuvre du 21 au 23 janvier 1941, période au cours de laquelle les légionnaires en rébellion contre Antonescu commirent un terrible massacre de Juifs à Bucarest² avant d'être écrasés par l'armée roumaine.

Dotés d'un pouvoir partiel, les fascistes de la Garde de fer n'en ont pas moins mis en œuvre, autant que faire se peut, la conception identitaire, sécuritaire-catastrophique, autoritaire qui les animait déjà dans les années 30.

Des indices concluants

L'exemple roumain confirme les observations effectuées sur le nazisme. Non, il n'est pas nécessaire d'attendre qu'il soit trop tard et que les nazis, légionnaires ou autres, aient les pleins pouvoirs pour réaliser qu'un courant politique a des tendances fascistes (dont les nazis et la Garde de fer au pouvoir dessinent les contours) et des potentialités meurtrières. Dans les deux cas étudiés il était possible de repérer une logique très spécifique : le dispositif identitaire associé à la « légitime défense » sécuritaire-catastrophiste et à l'autoritarisme décuplent ses tendances destructrices. Et cette logique,

1. *Ibid.*, p. 129 et suiv., « Chronique des persécutions ».

2. *Ibid.*, p. 142 et suiv.

intrinsèquement agressive et purificatoire, a effectivement produit les effets ravageurs qu'elle promettait.

Cela ne signifie évidemment pas, cette fois encore, que ces effets sont inéluctables : l'avenir dépend des circonstances (et de nous !) mais la possibilité d'un emballement fasciste est clairement indiquée, et c'est assez.

Indices tardifs et fragmentaires

Si l'on veut bien prendre en compte la cohérence des stratégies et non quelques dispositions juxtaposées, il sera possible dans bien des cas de repérer des potentialités fascistes avant qu'il ne soit trop tard. La logique identitaire, surtout lorsqu'elle est associée au sécuritaire et à l'autoritaire, permet, souvent très tôt de diagnostiquer le péril et la forme qu'il risque de prendre : des régimes fascistes dont nous connaissons à ce stade au moins une des caractéristiques : la mise en œuvre pratique et radicale de toutes ces potentialités.

Il existe cependant des cas où l'élaboration de cette logique est tardive (quelquefois incomplète). Dans ce cas, le diagnostic est beaucoup plus délicat à établir. Les signes annonciateurs ne le sont véritablement que lorsqu'ils peuvent être précis et dégager un ensemble suffisamment cohérent : s'ils manquent ou sont isolés, ils ne sont plus fiables.

Doriot et le PPF

Comment imaginer, par exemple, que Doriot, initiateur d'un des premiers comités de vigilance antifasciste à Saint-Denis en 1934¹, deviendra le chef d'un parti fasciste, le PPF (parti populaire français) ? Si, du point de vue des conceptions sociales, le discours du tribun

1. Laurent Kestel, *La conversion politique*, p. 97.

s'infléchit assez rapidement en discours réactionnaire¹ si, même, dès 1936, sont empruntés quelques éléments du cérémonial et de l'organisation fasciste italienne (le salut main levée, le serment de fidélité consacrant le principe du chef²), la logique identitaire, signe indicateur d'une tendance à la radicalisation fasciste, est absente jusqu'en 1938. C'est le moment où le PPF adopte le discours antisémite d'extrême droite³. Cette conception identitaire s'avère déterminante, car c'est à partir de ce moment-là que le PPF se réclame explicitement du fascisme et que l'observateur informé qu'est Philippe Burin considère que sa fascisation est effective⁴. À partir de ce moment, le danger fasciste est parfaitement perceptible. Il ne l'était pas avant.

Certes, depuis 1935, *L'Humanité*, *Le Populaire* et... *Le Canard Enchaîné* traitaient Doriot de fasciste, « Voter Doriot, c'est voter Hitler⁵ », mais ils le font sans arguments probants, il s'agit plutôt d'une invective que d'une opinion raisonnée. Malgré quelques éléments épars, il était objectivement très difficile de deviner la métamorphose qu'allait subir le PPF.

Le fascisme en Italie

Autre exemple problématique, bien qu'il soit à l'origine du terme général « fascisme » : le fascisme italien.

La naissance du fascisme italien à Milan, piazza San Sepolcro, en mars 1919, avec son programme de gauche très radical (dissolution des sociétés anonymes,

1. *Ibid.*, p. 196.

2. Philippe Burin, *La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945*, Seuil, 1986, p. 283.

3. Laurent Kestel, *La conversion politique*, p. 178 et suiv.

4. *La dérive fasciste*, p. 291 à 294.

5. Profession de foi électorale (1936) du communiste Fernand Grenier. Laurent Kestel, *La conversion politique*, p. 144.

suppression de la spéculation boursière et bancaire, remise des terres aux paysans, vote des femmes, etc.¹) accompagné de proclamations nationalistes mais aussi anti impérialistes²... n'indiquait en rien le futur fasciste (au sens général du terme) de ce mouvement. On peut parler d'incohérence³, mais certainement pas prédire son évolution.

Cette incohérence et cette indécision dureront toute l'année 1919, où l'on verra les fascistes soutenir des grèves ouvrières, combattre les socialistes et dévaster les locaux de leur journal (*l'Avanti*), puis essayer de rassembler les forces de gauche autour de Mussolini, soutenir l'expédition d'Annunzio à Fiume sans s'y engager et finalement se présenter aux élections législatives de novembre 1919 à la suite de ce parcours sinueux, pour y subir un retentissant échec⁴. En cette fin d'année 1919 Mussolini, remarque Milza, entre « révolution et contre révolution (...) hésite encore à choisir son camp⁵ ». Les observateurs, eux aussi, ne peuvent qu'être dans l'incertitude.

À partir de 1920 et surtout 1921, l'alliance politique avec les partis de droite, les violences des squadristes en faveur des possédants (les propriétaires terriens en tout premier lieu), contre les socialistes, les travailleurs agricoles ainsi que les ouvriers en lutte⁶, la création d'un parti (le Parti national fasciste, qualifié par l'historien Emilio Gentile de parti-milice), l'ambiguïté est levée. Le parti-milice notamment marque l'avènement d'un parti militarisé : organisé militairement (hiérarchie, discipline,

1. Pierre Milza, *Mussolini*, Fayard, 1999, p. 239.

2. *Ibid.*, p. 238-239.

3. Par exemple, CMR, *Histoire du fascisme italien*, Rieder (collection Europe), 1938, p. 35.

4. Pierre Milza, *Mussolini*, p. 240 à 253.

5. *Ibid.*, p. 255.

6. *Ibid.*, p. 270 à 276 : « la terreur noire ».

obéissance absolue au chef) et s'imposant par la force, transposant dans le domaine politique les comportements de l'état de guerre. Les opposants deviennent des ennemis à éliminer, etc.¹

L'historien italien parle, déjà pour cette époque, d'une « nouvelle orientation politique (...) potentiellement totalitaire² ». Et, effectivement, cette tendance va se confirmer et s'accroître après l'accession des fascistes au pouvoir, à chaque radicalisation du régime (le tournant répressif et les lois « fascistissimes » en 1925 après le meurtre de Matteotti, etc.³). Les fascistes italiens eux-mêmes se réclameront du totalitarisme.

Cette évolution vers une forme de pouvoir se voulant toujours plus absolu est incontestable, et, malgré l'existence de nombreux admirateurs à travers toute l'Europe, le régime manifestait clairement sa nature oppressive. Mais était-il fasciste ? Du moins « fasciste » à la façon des nazis et fascistes roumains tels qu'ils nous sont apparus dans les chapitres précédents ?

Il peut paraître étrange de poser la question à propos du fascisme italien qui a donné son nom au « fascisme » comme catégorie générale, mais si on la pose malgré tout, on découvre des différences fondamentales entre le fascisme mussolinien d'avant 1938 et le « fascisme » tel que les fascistes roumains et les nazis nous ont appris à le comprendre. La conception identitaire si caractéristique que nous avons repérée dès les premières étapes de ces mouvements et qui est mise en œuvre après l'accession au pouvoir, n'apparaît pas avant la guerre d'Éthiopie (1935), partiellement, et surtout à partir des premières

1. Emilio Gentile, *La voie italienne au totalitarisme. Le parti et l'état sous le régime fasciste*, Éditions du Rocher, 2004, p. 140-141, 1^{re} éd. italienne 1995.

2. *Ibid.*, p. 19.

3. Pierre Milza, *Mussolini*, p. 333 et suiv.

campagnes antisémites de 1938. Avant, il est possible de retrouver certains éléments du dispositif identitaire : la volonté de constituer une communauté nationale homogène unie derrière un guide (Duce), véritable obsession du régime¹, ou la « romanité » attribuant aux Italiens une essence collective immuable et prestigieuse remontant à l'Empire romain,² mais manquent manifestement pour constituer le dispositif identitaire analysé dans les exemples roumain et allemand l'idée d'une fatalité ethnique et, surtout, l'existence d'un ennemi intime, absolu, totalement opposé par essence à l'identité nationale italienne (la « romanité »). Lorsque, par exemple, Emil Ludwig demande à Mussolini : « Ainsi donc il n'y a pas non plus dans la langue ni non plus dans la race une insurmontable fatalité qui dresse les peuples les uns contre les autres ? » Mussolini répond « La fatalité ! Les hommes d'État ne parlent jamais de la fatalité que quand ils ont fait quelque chose de travers. » La réponse est donc non³.

1. « Pour le fascisme le monde n'est pas ce monde matériel qui apparaît à la surface, où l'homme est un individu isolé de tous les autres, existant en soi et gouverné par une loi naturelle qui, instinctivement, le pousse à vivre une vie de plaisir égoïste et momentané. L'homme du fascisme est un individu qui est nation et patrie... », Mussolini, *Le fascisme. Doctrines. Institutions*, Denoël et Steele, 1934, p. 13. « Le fascisme réaffirme l'État comme la véritable réalité de l'individu », *ibid.*, p. 19.

2. « Beaucoup de ce qui a été l'esprit immortel de Rome resurgit dans le fascisme », Mussolini cité par Laura Malvano Bechelloni, « Le mythe de la romanité et la politique de l'image dans l'Italie fasciste », p. 111, *Vingtième siècle*, avril-juin 2003. Voir aussi la description par Emilio Gentile des projets architecturaux établissant constamment un parallèle entre Rome et le régime fasciste censés exprimer la même « romanité », « presque deux millénaires d'histoire se concluent en lui » (Mussolini). *La religion fasciste*, Perrin, 2002, p. 251, 1^{re} éd. italienne 1993.

3. Emil Ludwig, *Entretiens avec Mussolini*, Albin Michel, 1932, p. 89.

La différence qui existe entre la logique identitaire et cette logique autoritaire ou « totalitaire », peut se lire dans leurs deux conceptions de l'ennemi. Les fascistes italiens, avant 1938, sont certes implacables avec leurs ennemis et tous ceux qui s'écartent de la norme, n'adhèrent pas au régime, mais leur logique répressive vise des ennemis politiques qui ont fait (ou pas fait) quelque chose, non des populations qui par essence s'opposent à ce qui est romain et italien¹. En 1922, lorsque Mussolini prévient qu'il n'accordera pas la liberté à tous les citoyens, il précise, distinguant trois catégories d'Italiens : les indifférents « qui resteront chez eux à attendre » ; les sympathisants « qui pourront circuler » ; les ennemis « et ceux-ci ne circuleront pas² ». Bien qu'il s'agisse de menaces annonçant la dictature, l'ennemi est imaginé dans une sphère circonscrite : il s'est opposé, a résisté à l'embrigadement (on aura remarqué que les indifférents ne circuleront pas non plus). Cet ennemi politique est visé par une logique répressive très différente de celle qui vise l'ennemi identitaire qui surgit déjà partiellement au moment de la guerre d'Éthiopie³ et se généralise en 1938⁴. Celui-ci est un ennemi absolu et collectif (ethnique), il est perçu comme opposé par nature, il ne lui sert à rien de se conformer aux ordres, son identité en fait fatalement une cible. De nombreux

1. Philippe Foro, « Racisme fasciste et antiquité ». L'exemple de la revue *La difesa della razza* (1938-1943), p. 126. *Vingtième siècle*, avril-juin 2003.

2. Emilio Gentile, *La voie italienne au totalitarisme*, p. 168.

3. Christopher Duggan, *Ils y ont cru. Une histoire intime de l'Italie de Mussolini. Lettres, journaux intimes, mémoires : les archives insolites du fascisme*, Flammarion, 2014, p. 297 et suiv., 1^{re} éd. 2012.

4. Marie-Anne Matard Bonucci, *L'Italie fasciste et la persécution des Juifs*, Perrin 2007 : troisième partie, *L'antisémitisme d'État*.

Juifs italiens (et même fascistes dans certains cas) en ont la révélation douloureuse, insoutenable pour certains d'entre eux, à partir de la fin des années 30¹. À ce moment, la logique oppressive prend un tour nouveau, mettant en œuvre cette fois la conception identitaire complète, avec son volet guerre inévitable des peuples-races : des discriminations et exclusions de Juifs, des premières années de persécution aux massacres et à la contribution à la machine d'extermination nazie².

La radicalisation de 1938 n'est pas seulement un élément totalitaire de plus. En introduisant à son tour toute la mécanique du dispositif identitaire, elle a produit une rationalité politique comparable aux logiques fascistes observées en Allemagne et en Roumanie.

L'exemple italien nous apprend plusieurs choses.

D'abord, il confirme la difficulté de prévoir l'avènement d'une société « fasciste » (au sens général) quand les indices précis d'une telle évolution apparaissent tardivement. Il est par exemple frappant de constater combien Emil Ludwig, dans ses *Entretiens avec Mussolini*, et malgré son admiration pour cette « personnalité sortant de l'ordinaire³ », n'arrête pas de poser des questions critiques sur les aspects autoritaires du régime fasciste⁴, par contre la question du racisme et notamment de l'antisémitisme sont rapidement évacuées, Ludwig prenant immédiatement pour argent comptant les dénégations de Mussolini, saluant même son attitude : « Vous vous rencontrez dans cette attitude (hostile à l'antisémitisme)

1. *Ibid.*, p. 346-347.

2. *Ibid.*, quatrième partie : *La persécution dans ses états successifs*.

3. P. 14.

4. Sur l'emprisonnement des opposants p. 53 ; la censure de la presse p. 61 ; la peine de mort p. 68 ; la violence p. 106 ; la suppression des libertés p. 124-125-144, etc.

avec tous les grands hommes de l'histoire. » Le régime était suspect de dictature, non de fascisme.

Ensuite, cet exemple confirme l'importance cruciale, pour indiquer la présence d'un danger « fasciste », non de certains indices isolés, mais de l'ensemble structuré du dispositif tout entier.

Enfin, même tardive, cette conception identitaire se manifeste toujours avant que n'apparaisse un régime « fasciste » au sens général du terme.

Paradoxalement, dans le cas du fascisme italien, les indices de « fascisme », tels qu'ils apparaissent en Roumanie et en Allemagne, sont restés longtemps invisibles. D'autres indices, notamment l'orientation autoritaire du régime, permettaient malgré tout de percevoir ses visées « totalitaires » et sa dangerosité extrême, mais pas le « fascisme » tel qu'il se déploiera à partir de 1938.

Front national et fascisme

Ainsi, il arrive que, quelquefois, on manque pendant longtemps d'indices concluants pour juger des potentialités fascistes d'un mouvement. Ou ils n'existent pas du tout (par exemple au tout début du PPF), ou bien ce sont des signes isolés, insuffisants en eux-mêmes (l'Italie avant 1938). Qu'en est-il du Front national ?

Il ne fait pas partie de ces mouvements où n'apparaissent longtemps que des signes indiscernables. On trouve de l'origine jusqu'à aujourd'hui, dans ses programmes, les discours de ses leaders, ses prises de position politiques... toute la conception identitaire que nous avons chaque fois repérée à l'origine des processus fascistes. Il est possible de repérer tous les éléments et la logique d'ensemble. Rappelons brièvement la fatalité ethnique de « l'immigré », conservant indéfiniment son identité à travers les générations, imperméable à l'histoire, à la société et à la culture dans laquelle il vit ;

l'existence de communautés, « française » ou « immigrée » (ou de telle ou telle « immigration »), totalement séparées et dans lesquelles les individus incarnent nécessairement (sauf quelques exceptions sans conséquence) l'identité de leur groupe d'origine ; la neutralisation du temps : les identités collectives sont éternelles ; l'antagonisme inévitable entre les Français (les « vrais », ceux qui par leur origine ne sont pas des « Français de papier ») et les populations « immigrées » d'identité opposée qui les agressent constamment et détruisent leur culture : ils les « envahissent », occupent leur espace à la façon des occupants allemands, abusent de leurs prestations sociales, en font les victimes de leur délinquance et de leurs crimes...

Difficile de ne pas voir malgré les divers camouflages, la similitude qui existe entre cette conception identitaire très cohérente et celle que nous avons exhumée à l'origine de différents fascismes qui ont pu exister au xx^e siècle. Un élément isolé aurait pu faire illusion, mais tout ce dispositif pareillement agencé ne peut être le fruit du hasard, nous avons bien affaire à cette machinerie identitaire indiquant des potentialités fascistes. Les experts ont peut-être trop vite récusé l'intuition des militants¹. Certes, le Front national n'est pas « le fascisme » au sens du fascisme achevé italien ou nazi, mais

1. Et des chercheurs qui s'écartent du discours dominant. Aux rendez-vous de l'histoire à Blois (2014), Benjamin Stora aurait répondu aux tenants de la thèse de « l'allergie » française au fascisme, constamment réaffirmée par tout un courant d'historiens français occupant une place considérable dans l'édition et les revues d'histoire : « *Quelle est la priorité aujourd'hui (...) s'en prendre à l'antifascisme ou chercher à identifier les racines d'un fascisme peut-être toujours vivant en France ?* », Gaïdz Minassian « Blois, ses rebelles et ses querelles », *Le Monde*, 18 octobre 2014. Voir aussi Michel Dobry (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*.

il présente incontestablement des traits de courants politiques qui ont abouti à ce fascisme.

En outre, la conception identitaire du Front national s'inscrit dans une vision du monde autoritaire (partout dans ses programmes intervient la solution quasi réflexe d'un surcroît de répression, tandis que le respect des droits fondamentaux est souvent présenté comme un obstacle) et sécuritaire-catastrophique¹, dispositions qui décuplent, nous le savons maintenant, les potentialités agressives des stratégies identitaires. Comment se fait-il que des tendances aussi peu équivoques aient pu être à ce point négligées ?

Il y a d'abord la banalisation. S'est-on demandé ce qui signifierait concrètement la généralisation de la préférence nationale, quel que soit le nom qu'on lui donne ?

D'autre part, nous vivons dans l'illusion d'une société apaisée où les violences politiques et les passions collectives paraissent limitées et lointaines. Alors que tous les fascismes des années 30 sont issus de la guerre de 14², comment imaginer qu'au sein de sociétés aussi paisibles que les nôtres pourrait naître un courant politique comparable à ce qu'ils furent ? Mais, d'abord, il pourrait prendre d'autres formes que celle qu'il prit dans les années 30, puis, surtout, cette relative stabilité n'est en rien durablement garantie, et tout particulièrement dans la période que nous traversons. Est-il sûr que les crises économiques, écologiques, politiques que nous

1. Par exemple en généralisant constamment à l'ensemble de la société des délits commis en un temps et lieu donné. Ainsi, dans un passage du programme FN censé décrire « presque » la « réalité », sont décrits, entre autres exactions « les policiers écrasés, tués à coups de sabre... » (p. 13). La France est un pays où les policiers sont écrasés et tués à coups de sabre...

2. Sur ce sujet, l'œuvre pionnière de Georges Mosse, *De la grande guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Hachette, 1999 (1^{re} éd. 1990).

vivons ne produiront aucune crise majeure ? À aucun moment ? La crise de 2008, la situation actuelle de la Grèce, etc. ne sont-elles que des épiphénomènes ? En réalité, rien ne garantit que nous éviterons indéfiniment toute période troublée favorable aux débordements d'extrême droite.

Enfin, un certain discours lénifiant sur le fascisme, décrit seulement dans ses formes paroxystiques, nous l'a présenté tellement éloigné de nous, extraordinaire et monstrueux, que nous n'avons plus pris la peine de scruter dans la vie ordinaire les signes de tendances fascisantes. Tant que les panzers ne sont pas en vue...

4.

Le Front national et nous

Les succès FN : des réponses au lieu du questionnement

D'où viennent les succès du Front national ? Comment se fait-il qu'il atteigne de si hauts scores ces dernières années ?

La question est difficile, mais, curieusement, tout le monde semble connaître la réponse. Les accusations de « faire le jeu de Le Pen », d'être « responsable de la montée du Front national » fusent de toute part depuis des années. Elles reposent le plus souvent sur l'évidence. Et c'est là que le bât blesse : ces accusations ne sont généralement fondées sur rien, ou presque rien.

L'hebdomadaire *Marianne* publie le 15 janvier 2011 un dossier : « Ils n'ont cessé de faire le jeu du FN... Accusés, levez-vous », suite à un sondage créditant Marine Le Pen de 18 % aux présidentielles.

Et effectivement, le dossier multiplie les accusations : ce qui fait le jeu du FN, c'est l'instrumentalisation du thème sécuritaire et la politisation de la question « immigrée » par la droite ; la volonté d'ouvrir les frontières de la gauche ; la ringardisation du terme « républicain » ; le divorce entre les élites et le peuple ; le communautarisme, la défense insuffisante de la laïcité, etc. Cela paraîtra incroyable, mais aucune de ces accusations n'est étayée, ne reçoit un semblant de preuve !

Et il en est constamment ainsi, l'accusation de faire le jeu du Front national n'est, le plus souvent, qu'un

argument polémique, une façon d'invalider les positions de l'adversaire. L'évidence remplace le questionnement sur les causes objectivement déterminées de ces succès, question qu'il serait pourtant urgent de commencer à élucider.

Plus étonnant encore, une grande partie de ces discours accusateurs prennent pour cible, non pas le langage et les pratiques qui établissent des connivences avec l'extrême droite, mais tout ce qui s'y oppose et le combat. C'est le thème incroyablement répandu de la « diabolisation » déjà évoqué et toutes ses variantes¹. Combattre le Front national, c'est le renforcer, aller dans son sens, c'est l'affaiblir...

Ainsi, Jean-François Copé : « Face à la montée persistante du Front national (...) a décidé de lancer le débat sur l'immigration » et propose de « restreindre les droits du sol². » Deux jours avant, Manuel Valls et François Fillon, confrontés au même problème, proposaient chacun une réforme du droit d'asile aux visées restrictives³. C'est donc évident.

L'exemple du mouvement pétitionnaire

En 1997, un groupe de pétitionnaires lance une pétition contre la « loi Debré » faisant obligation à toute

1. « “Stigmatiser le FN c'est entrer dans son jeu”, une association étudiante ayant invité Marine Le Pen à l'Institut d'études politiques » d'Aix-en-Provence et cherchant à se justifier, *La Provence*, 17 octobre 2012; « Par ses prises de paroles frontales, M. Mélenchon la fait monter » (Marine Le Pen), le socialiste Philippe Kemel à Hénil-Beaumont, *Le Monde*, 5 juin 2012; « Comment ne pas voir que chaque bûcher allumé contre ses dirigeants (du FN) leur servait de tréteaux », Jean D'Ormesson, *Le Figaro*, 18 février 1997, etc.

2. *Le Figaro*, 23 octobre 2013.

3. *Le Figaro*, 21 octobre 2013.

personne hébergeant un étranger de déclarer à la mairie son départ et donc de dénoncer celui qui ne serait pas parti en temps et heure¹. Cette pétition va générer un véritable mouvement social qui aboutira finalement au retrait de la loi. Ce retentissant succès ne freinera en rien l'ardeur des accusateurs reprochant invariablement aux pétitionnaires de faire le jeu du Front national. Une litanie d'affirmations énoncées sur le ton de l'évidence, toujours la même.

Jean-François Mancel (secrétaire général du RPR): « Nos artistes (...) doivent prendre conscience qu'ils servent par ricochet le Front national². »

Alain Duhamel (sur Europe 1): « Le Front national sera inévitablement le grand bénéficiaire de la polémique autour du fameux article de la loi Debré. »

Alain Finkielkraut: « Avec des ennemis pareils (Le Pen) n'aura bientôt même plus besoin d'amis³. »

Gérard Léonard: « Il faut être aveuglé par l'idéologie pour ne pas voir que ces orientations ne peuvent que nourrir les extrémismes contraires aux valeurs humanistes de la France⁴. »

Olivier Pognon (journaliste du *Figaro*): « Ainsi le veut cette implacable logique émotionnelle selon laquelle ceux-là mêmes qui abhorrent le FN ne peuvent s'empêcher d'apporter régulièrement de l'eau à son moulin⁵. »

Jacques Chirac (dont les propos sont rapportés par un journaliste du *Nouvel Observateur*): « Seul vrai problème selon lui: cela fait le jeu du Front national⁶. »

1. L'article 4 de la loi remettait aussi en cause le renouvellement automatique de la carte de résident de 10 ans.

2. *Le Figaro*, 18 février 1997.

3. *Libération*, 22 février 1997.

4. *Libération*, 27 février 1997.

5. *Le Figaro*, 20 février 1997.

6. *Le Nouvel Observateur*.

Jean Daniel : « Si les électeurs du Front national (...) ont le sentiment qu'on leur préfère les étrangers, ce n'est certes pas cela qui les sortira des sordides refuges que Le Pen construit pour eux¹. »

Avenir de la République (association de jeunes proches de Charles Pasqua) : « En appelant au soulèvement, les professionnels de la pétition se font involontairement les alliés objectifs de ceux qui veulent répandre du Vitrolles sur la France². »

Franz-Olivier Giesbert : « C'est ainsi que l'on désespère Billancourt, pardon Argenteuil, et que l'on apporte de l'eau au moulin du Front national³. »

Jean-Claude Barreau : « Les manifestations devenaient exagérées (...) En faisant de l'immigration un problème central, la gauche comme la droite font le jeu de Le Pen⁴. »

François de Barbeyrac (lecteur du *Point*) : « Vous n'avez pas compris que vous êtes par vos actions même le bouillon de culture sur lequel se nourrit l'ascension du Front national⁵. »

Et ainsi de suite... la liste n'est pas exhaustive.

L'accusation est aussi systématique qu'infondée, aucun des accusateurs ne prend la peine de l'étayer, de tout simplement vérifier que ce qu'il dit correspond aux faits. Elle s'avère d'ailleurs dans ce cas manifestement fausse.

Non seulement les initiateurs du mouvement sont parvenus à susciter une mobilisation à laquelle personne ne s'attendait, et à obtenir le retrait de la loi, mais aussi à mettre le Front national dans l'embarras.

1. *Ibid.*

2. *Libération*, 18 février 1997.

3. *Le Figaro*, 22 février 1997.

4. *Libération*, 3 mars 1997.

5. *Le Point*, 1^{er} mars 1997.

Le Front national qui, à en croire les adversaires du mouvement, aurait dû exulter, n'exultait pas du tout. Impuissant à contrer cette vague hostile à ses thèses, il s'est révélé quasi apathique au cours du mouvement.

En meeting le 20 février, Le Pen évoque à peine le débat¹. À Nice, au moment où Jacques Peyrat appelle à manifester en soutien à la loi Debré, le FN garde le silence. Et le journal officiel du parti, *Français d'abord*, n'y consacre qu'une place minuscule qui ne peut qu'intriguer². Les rares réactions des dirigeants FN sont d'ailleurs contradictoires³.

Le Front national avait raison de ne pas exulter. La sympathie largement exprimée pour le mouvement (pourtant sans concession sur ses valeurs et sa solidarité avec les étrangers), les manifestations et même les sondages malgré la partialité avec laquelle ils étaient présentés, montraient que les pétitionnaires avaient réussi leur pari et que le Front national en pâtissait. Un sondage systématique sur l'audience du Front national, effectué par la Sofres du 5 au 7 mars, enregistre une nette augmentation du rejet du Front national ainsi qu'une baisse sensible de l'adhésion à ses thèses, inhabituelle en cette période⁴.

1. *Libération*, 21 février 1997.

2. *Français d'abord*, première et deuxième semaines de mars 1997.

3. *Libération*, 20 et 21 février 1997.

4. *Le Monde*, 20 mars 1997. Par exemple, 75 % des personnes interrogées considéraient que le Front national est un danger pour la démocratie, chiffre record depuis 1983. Un autre sondage indique que 67 % des personnes interrogées se déclarent favorables à la modification obtenue de l'article litigieux tandis que seulement 17 % y sont défavorables, *Le Figaro*, 22 février 1997. Ce chiffre, cuisant pour les rédacteurs du *Figaro* qui fustigeaient des intellectuels éloignés du peuple n'est pas mis en valeur, mais il est bien là.

On ne trouve aucune trace d'un quelconque profit qu'aurait retiré le Front national du mouvement pétitionnaire, au contraire tous les indicateurs tendant à prouver qu'il lui a été défavorable et que les glissements d'opinion se sont faits plutôt en faveur des pétitionnaires. L'accusation n'était qu'une arme polémique, totalement arbitraire.

Ces accusations arbitraires sont complémentaires d'une autre pratique, la reprise massive des thématiques frontistes par de nombreux acteurs politiques, médiatiques, etc. cherchant à bénéficier à leur tour des avantages (électoraux notamment) qu'elles sont censées procurer. Depuis les années 80, ces imitations, ces surenchères sur les thèmes de prédilection du Front national n'ont pas cessé¹. Or, ce suivisme idéologique s'est chaque fois accompagné de ces salves accusatrices. Ceux qui s'opposent au discours lepéniste, et à celui de ses imitateurs, font forcément « le jeu de Le Pen ». Accusation commode pour justifier ses connivences avec le lepénisme, mais à mille lieues d'une réflexion sur ce qui favorise effectivement la progression de ce parti.

Paroles d'expert et réalité

Affirmations arbitraires, invalidations polémiques de l'adversaire, justification de ses accointances avec le lepénisme... la plupart des énoncés censés nous éclairer sur les raisons des succès du FN, ne nous apprennent rien.

Nous ne pouvons pas non plus nous fier aveuglément à ce qu'en disent les experts. Écoutons le plus éminent

1. Sur l'apparition d'un discours influencé par le langage frontiste dans les années 80, Simone Bonnafous, *L'immigration prise aux mots. Les immigrés dans la presse au tournant des années 80*, Kimé, 1991.

d'entre eux, Pierre-André Taguieff. Il ne cesse de répéter que ce qu'il nomme la « diabolisation » du Front national n'a servi à rien. « Ce qui déprime le moraliste de gauche, c'est l'évidence que les trente années de diabolisation intense du FN par la gauche – suivie par une droite modérée soumise au chantage permanent à la vertu – n'auront servi à rien, ou à bien peu de chose, comme simplement retarder le moment de l'intégration du FN "Bleu Marine" dans le club fermé des partis de gouvernement¹. »

L'évidence que M. Taguieff voudrait nous faire partager est donc que, puisqu'aujourd'hui Marine Le Pen fait des scores de 25 %, cela prouve que la « diabolisation » n'a servi à rien. Mais en disant cela, il semble être le seul à ne pas s'être aperçu que c'est justement au moment où le Front national est parvenu à se « dédiaboliser » qu'il est arrivé à s'affranchir des limites qui lui étaient jusqu'ici infranchissables et devenir un « parti de gouvernement ». C'est très clairement à partir du moment où Marine Le Pen est parvenue à banaliser l'image de son parti (à partir de 2011-2012) que les scores du Front national ont augmenté significativement jusqu'à s'envoler aux sommets d'aujourd'hui. Dans les dix années qui ont précédé cette période, années où Marine Le Pen ne pouvait que constater amèrement le poids de la « diabolisation² », les scores du Front natio-

1. *Du diable en politique*, p. 246. Du même auteur : « La stratégie du cordon sanitaire et de la démonisation ne peut être efficace que pour contenir une formation groupusculaire à la thématique non partagée par l'opinion », *Le nouveau national-populisme*, p. 105.

2. « Depuis de nombreuses années (...) je vois que l'on nous a affublés de la tunique du diable », entretien de Marine Le Pen avec Emmanuel Blanchard, Jean-Charles Deniau et Grégoire Kauffmann, 17 mai 2011, cité par Valérie Igounet, *Le Front national*, p. 373.

nal ont stagné. Les périodes de « diabolisation » sont justement les périodes où les scores du FN ne s'élèvent pas au-delà de certaines limites et ce n'est qu'avec la banalisation réussie des années post 2011 que, pour la première fois, il obtient des scores qui le rapprochent du pouvoir. Sans exclure l'intervention d'autres facteurs, on peut difficilement nier le lien entre ces deux faits (banalisation et progression du FN au-delà des limites qui étaient jusqu'ici les siennes), tant ces phénomènes sont parfaitement concomitants et convergents (la levée d'un interdit dans les consciences, massivement documentée, et la levée d'un interdit dans les urnes). Tous les observateurs informés l'ont d'ailleurs remarqué et la stratégie de Marine Le Pen totalement axée sur ce postulat (la nécessité de « dédiaboliser » pour parvenir au pouvoir) le confirme régulièrement.

Involontairement, l'argument de Taguieff nous oriente vers les réalités les plus propres à démontrer l'efficacité de la critique sans concession (la « diabolisation ») du Front national : tant que ces idées critiques imprégnaient les consciences, que chacun ou presque, savait que ce parti était vraiment singulier et dangereux, ses scores le maintenaient toujours loin du pouvoir. On ne peut considérer que cela ne représente rien.

Méthode et indices probants

Ces remarques critiques pourraient nous inciter à plus de prudence lorsqu'il s'agit de déterminer la cause de faits sociaux tels les succès FN. De multiples variables sont en jeu dans la réalité sociale et de nombreuses explications déjà là, se bousculent pour nous proposer-imposer une grille de lecture frappée d'évidence. Il peut être bon de se rappeler comment, dans les premiers temps de la sociologie, Durkheim, étudiant le suicide, commençait par rejeter les hypothèses

manifestement contraires aux faits mais ancrées dans les modes de pensée de l'époque (les causes « extra-sociales » : « psychopathiques », la race et l'hérédité, les facteurs cosmiques, l'imitation¹). Ensuite il dut isoler et repérer, parmi la multiplicité des causes favorisant le suicide, celles qui étaient déterminantes. Pour cela il disposait de séries statistiques par pays, dont les variations pouvaient être mises en relation avec certains phénomènes sociaux datables et situables.

Nous sommes dans une situation semblable, mais ne bénéficions pas des séries statistiques de Durkheim. Les enquêtes d'opinion, avec leurs nombreux chiffres et pourcentages fournissent des informations² mais elles ne sont souvent pas décisives à elles seules, pour notre sujet. Peut-on être sûr, par exemple, que les personnes interrogées connaissent parfaitement les motivations profondes qui les ont amenées à voter d'une façon plutôt que d'une autre³ ?

Nous disposons, certes, d'un certain nombre de données objectives, comme l'évolution des votes FN depuis les années 70, mais comment repérer les causes responsables de ces variations électorales ?

Partons d'un cas moins problématique que d'autres : la querelle Mégret/Le Pen et ses répercussions sur le Front national.

En 1998, la guerre des chefs entre le président du Front national et celui qu'il ne veut pas reconnaître comme son second, aboutit à l'exclusion à la fin de

1. Durkheim, *Le suicide*, PUF, 1997, 1^{re} édition 1897.

2. Nonna Mayer, *Le Français qui vote Le Pen*, Flammarion, 2002 ; Bruno Cautrès, Nonna Mayer (dir.), *Le nouveau désordre électoral*, Presses de Sciences Po, 2004 ; Pascal Perrineau, *Le symptôme Le Pen*, Fayard, 1997, etc.

3. Sur les limites des sondages, l'ouvrage fondamental de Patrick Champagne, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Les Éditions de Minit, 1990.

l'année de Bruno Mégret et de ses lieutenants, à la démission de nombreux cadres du parti début 99 et, finalement, la scission en deux formations politiques d'extrême droite concurrentes. À partir de ce moment, le FN qui était en phase d'ascension¹, va voir ses résultats chuter spectaculairement². Le lien entre ces deux événements inhabituels (dans la vie du parti et dans la courbe des résultats) n'a échappé à personne : la courbe s'est inversée juste après la scission et celle-ci, avec tout ce qu'elle révélait de la réalité du parti derrière sa vitrine (les luttes de pouvoir, les pratiques financières de Le Pen, la « préférence familiale ») était propre à altérer l'image du mouvement.

À l'intérieur d'un processus qui suivait une progression relativement régulière est apparu tout d'un coup un événement tout à fait singulier et simultanément (immédiatement consécutive) la courbe des résultats s'infléchit et même s'inverse dans la direction que la logique de l'événement anticipait. Nous ne sommes plus ici dans une mise en relation arbitraire (la progression du FN attribuée sans fondement aux stratégies de l'adversaire), mais dans l'établissement d'une corrélation significative entre deux phénomènes, tels que les sciences humaines et expérimentales les appréhendent quotidiennement : de l'influence des crises économiques sur le suicide

1. 14,94 % aux législatives anticipées de 1997, deux points de plus qu'aux précédentes législatives ; 275 élus aux régionales de mars 1998 contre 239 en 1992...

2. Aux élections européennes de 1999, le FN n'obtient que 5 élus avec 5,7 % des voix alors qu'en 1994, il obtenait 11 élus avec 10,52 % des voix. Même en comptabilisant les voix du MNR de Mégret, il est au-dessous de ses résultats habituels ; entre 1999 et 2000 se déroulent une vingtaine d'élections cantonales partielles où FN et MNR réunis ne retrouvent que très rarement le niveau d'avant 1998 ; les adhérents du parti sont passés de 42 000 en 1998 à 12 800 en 2000...

établie par Durkheim, révélée par la progression du nombre des suicides après chaque crise économique¹, au virus inoculé à un animal sain en laboratoire pour observer si des effets pathologiques s'en suivent.

Dans l'étude de Durkheim, l'événement ou le phénomène social particulier (religieux, économique, etc.) dont l'apparition peut être corrélée avec la courbe des suicides doit être cherché, isolé, sélectionné dans la réalité sociale à un moment donné de son histoire. C'est évidemment nécessaire dans nos enquêtes. Dans certains cas, la relation entre un événement (une rupture, un changement manifeste) et les succès (ou échecs) du Front national saute aux yeux. Sauf aveuglement idéologique, le lien entre la scission de 1998 et les mauvais résultats du FN qui ont suivi ; ou la progression du même parti consécutive à la banalisation réussie auprès d'un large public opérée à partir des années 2011-2012, ont été remarqués par presque tous. Et l'analyse plus détaillée des résultats confirme, ici, l'intuition du grand nombre.

Mais l'influence et l'isolement de tels facteurs ne sont pas toujours facilement visible, notamment lorsqu'il s'agit de repérer l'action des facteurs externes au Front national, qui vont pourtant se révéler être le plus souvent décisifs.

La campagne contre les « sidaïques » de 1987

Quel rôle attribuer à l'environnement extérieur dans les succès ou les échecs du Front national ?

Nous savons que, pour espérer isoler certains facteurs et repérer des effets consécutifs spécifiques, il faut être attentif, plus qu'aux phénomènes réguliers

1. *Le suicide*, p. 264.

et attendus, aux infléchissements, aux ruptures, aux exceptions qui permettent de repérer l'intervention à cette occasion et non à d'autres, d'un élément déclencheur précis. Or, les campagnes du Front national se succèdent sans interruption depuis les années 70, il n'est donc pas trop difficile de trouver des exemples d'anomalies caractérisées dont on peut alors chercher la cause (pourquoi les choses ne se sont pas passées comme d'habitude?).

C'est le cas notamment d'une campagne menée par le FN en 1987 sur le sida qui, contrairement aux campagnes à succès menées si souvent par les frontistes, a complètement échoué ! Pourquoi ?

Le 6 mai 1987, invité à son émission fétiche *L'heure de vérité*, Jean-Marie Le Pen lance devant des millions de téléspectateurs un nouveau thème de campagne : la dénonciation des « sidaïques » accusés de propager la maladie par leur négligence et leurs mauvaises mœurs. Depuis décembre 1986, avec François Bachelot (député FN et médecin) il construit toute une mythologie terrifiante (« le « sidaïque » est contagieux à partir de sa transpiration, de ses larmes et de sa salive). C'est un véritable lépreux moderne¹ » et propose des mesures autoritaires et discriminatoires : isoler les malades dans des « sidatoriums », imposer le dépistage obligatoire aux « groupes à risque » (homosexuels, « drogués », étrangers...) puis, plus tard, à tous ; contrôler aux frontières les personnes venant de pays à risque et les mettre en quarantaine, etc.²

1. Cité par Valérie Igounet, *Le Front national*, p. 186.

2. Gérard Ignasse, « Le SIDA et la vie politique française », *Pouvoirs*, juin 1991 ; Pierre Mathiot, « Le sida dans la stratégie et la rhétorique du Front national », in Pierre Favre (dir.), *Sida et politique. Les premiers affrontements (1981-1987)*, L'Harmattan, 1992.

Cette campagne avait tout pour réussir. Elle utilisait les recettes éprouvées du lepénisme, recettes qui avaient si souvent prouvé leur efficacité et trouvé d'innombrables imitateurs.

Première recette : faire peur en maximisant le danger. Non seulement Le Pen affirme, nous l'avons vu, que les modes de transmission sont extrêmement étendus, aussi que les préservatifs n'offrent aucune protection sérieuse¹, mais il suggère des chiffres de progression terrifiants : cette maladie, soutient-il, « progresse de façon géométrique, c'est-à-dire que les cas doublent tous les huit mois² »...

Deuxième recette : criminaliser les victimes (ici les malades) en les transformant en coupables et fabriquer ainsi un bouc émissaire. Les malades du sida deviennent des « salauds³ », ce ne sont plus des êtres humains qui souffrent, mais des « bombes virales » (version Jean-Marie Le Pen⁴) ou « bombes virologiques » (version François Bachelot⁵). Il n'est pas étonnant qu'ils aient été affublés du terme « sidaïque », qui consonne avec « judaïque ».

Troisième recette : associer tous les réprouvés (et victimes de la vindicte FN), afin que la mauvaise réputation contamine et s'amalgame à la mauvaise réputation des autres. Les « groupes à risque », auteurs de mœurs dissolues et de négligence coupable sont d'abord les

1. Pierre Jouve, Ali Magoudi, *Les dits et non dits de Jean-Marie Le Pen*, La Découverte, 1988, p. 128.

2. *Ibid.* Le lecteur peut compter combien il y en a aujourd'hui en sachant que Le Pen déclare qu'en 1987 il y aurait déjà « 250 000 sidaïques contagieux en France »..., *Le Monde*, 11 avril 1987.

3. *L'Événement du Jeudi*, 16 avril 1987.

4. Pierre Jouve, Ali Magoudi, *Les dits et non dits de Jean-Marie Le Pen*, p. 128.

5. Cité dans *L'Événement du Jeudi*, 16 avril 1987.

étrangers (et immigrés) représentant de cultures barbares aux sexualités sauvages¹, les toxicomanes, les homosexuels...

Quatrième recette: proposer des mesures simples et autoritaires destinées à mettre hors d'état de nuire les auteurs de trouble. Les « sidatoriums », etc. (voir ci-dessus).

C'est comme un ensemble de recettes miracles (réduites ici à leur contenu minimum). Le Front national ne cesse de les utiliser et cela lui a jusqu'ici plutôt réussi. Or, dans le cas de campagne du sida, ce sera un flagrant échec.

C'est un échec, d'abord parce que le Front national ne parvient aucunement à changer les modes de pensée des Français. Il n'y a pas eu en France de rejet massif d'une catégorie de la population jugée « sidaïque » alors que cela s'est produit ailleurs². Comme s'il ne s'était rien passé, les Français continueront massivement à manifester de la compassion pour les malades du sida et à vouloir prôner le soin et non les mesures d'exclusion. Une enquête de l'INSERM réalisée en 1990 révèle que « l'adhésion à des mesures ouvertement coercitives reste le fait d'une minorité³ ». L'État va promouvoir une série de mesures préventives allant totalement à l'encontre de celles proposées par le Front national (libéralisation de la vente de seringues, campagnes pour l'usage des préservatifs, titularisation médiatique d'un instituteur

1. « (Selon certains journalistes français) la débauche des mœurs en Ouganda avait joué un rôle primordial dans la propagation de la maladie, la grande prostitution, le viol et les orgies étant, hélas, monnaie courante dans cette région clé », François Bachelot et Pierre Lorane, *Une société au risque du sida*, Albatros, 1988, p. 37.

2. René Sabatier, *Sida, l'épidémie raciste*, L'Harmattan, 1989.

3. *La Recherche*, n° 223, juillet-août 1990.

malade du sida, etc.) sans rencontrer de protestations significatives.

L'évidence de l'échec se lit d'ailleurs parfaitement dans l'attitude du FN lui-même, car le Front national se rend vite compte de tout cela et va, lui-même, arrêter rapidement cette campagne. Il ne change pas d'idées, mais il n'en parle quasiment plus et il relègue cette question à une place périphérique utilisant un langage édulcoré¹ ! Le flamboyant monsieur sida du Front national (avec Le Pen), François Bachelot, se retrouve isolé et de plus en plus mal à l'aise dans le parti. Il en sera exclu en septembre 1988.

C'est un échec retentissant. On ne peut que reposer la question : pourquoi ?

La France n'était aucunement immunisée contre des réactions intolérantes envers les malades. On se souvient par exemple de l'injure de Louis Pauwels contre les manifestations étudiantes de 1986 : « C'est une jeunesse atteinte du sida mental² » qui scandalisera surtout la gauche. D'autre part, les journaux rapportaient régulièrement des cas de discrimination. Aucun miracle immunitaire ne peut être ici invoqué. Alors, quoi ?

En cherchant ce qui a pu se passer d'exceptionnel à l'occasion de cette campagne sur le sida, un élément particulièrement significatif se détache nettement : au cours de cette campagne, le Front national s'est trouvé complètement isolé ! Contrairement à ses campagnes sur l'immigration, l'insécurité, etc. il ne trouve personne qui reprenne son argumentation, qui stigmatise à son tour les malades du sida, qui propose de les enfermer... Cas

1. Par exemple dans l'ouvrage réalisé par l'Institut de formation nationale : *Militer au front*, Éditions nationales, 1991, les termes « sidaïque » et « sidatorium » ont disparu dans le petit paragraphe consacré à la question : voir p. 128-129 ; voir aussi les tracts de la campagne 1992.

2. *Le Figaro Magazine*, 6 décembre 1986.

rarissime, le Front national ne trouve aucun relais pour ses idées. Il rencontre partout une opposition résolue.

Les causes en sont en grande partie conjoncturelles. Il se trouve que la porte-parole officielle de l'État était Michèle Barzach, ministre de la santé très informée et fermement opposée à toute dérive stigmatisante et autoritaire. Elle donnait le ton (y compris pour la droite) et eut le courage de promouvoir des mesures libérales aux antipodes des positions FN. Mais on vit aussi les représentants de l'Église catholique, qui avaient protesté contre la publicité pour les préservatifs, publier le 23 juin 1987 un document de la commission sociale de l'épiscopat clairement hostile aux thèses FN: *Le sida, de la peur à la solidarité*¹. Le Conseil de l'ordre des médecins, lui-même, par la voix du responsable de l'éthique à son conseil national, Louis René, exprima clairement son opposition aux mesures prônées par le Front national: « L'institution d'un dépistage du virus du sida aux frontières n'aurait aucun sens² », etc.

Non seulement, toutes les voix qui comptaient manifestaient leur désaccord, mais, il s'est organisé une sorte de contre campagne d'information mobilisant de nombreux journaux³; l'association de médecins Sida-venture a lancé un appel (1^{er} juillet 1987): « Le docteur Bachelot n'est pas notre confrère », qui sera signé par 500 médecins; l'association de solidarité avec les malades du sida, AIDES, réfute les thèses du Front national dans de nombreux journaux, revues et dans la rue. Associée à Médecins du monde, elle publie en octobre 1987 une « déclaration universelle des droits

1. Gérard Ignasse, *Le sida et la vie politique française*, p. 98.

2. *L'Événement du Jeudi*, 16 avril 1987.

3. Notamment *L'Événement du Jeudi*, 16 avril 1987, 2 juillet 1987; *Libération*, 2 juin 1987; *L'Express*, 5 juin 1987; l'éditorial du *Monde*, « *Le scandale sidaïque* »...

des malades du sida et des séropositifs¹ ». Lors de son 67^e congrès, la Ligue des droits de l'homme dénonce « le climat de suspicion et de démagogie haineuse créé par la campagne du FN sur le sida² », etc. Tout cela était constamment relayé par les médias (à la télévision elle-même, la figure du professeur Montagnier devenait familière).

La singularité exceptionnelle de cette bataille du sida ne tient donc aucunement à l'attitude du Front national, reproduisant à l'identique ses stratégies habituelles, mais à la réponse de son environnement, la société française. Pour des raisons en partie conjoncturelles, elle a été unanime à lui refuser toute connivence sur ce sujet, et à, au contraire, combattre résolument toutes ses positions. Ce cas de figure exceptionnel aboutit à un résultat exceptionnel : l'échec total du Front national.

Ainsi, lorsque les frontistes ne trouvent aucun relais à leur discours de peur et à leurs fantasmes autoritaires, ils échouent lamentablement. Depuis l'émergence du Front national, au début des années 80, ce cas de figure s'est rarement présenté aussi clairement, mais en portant l'attention sur les quelques cas où ces relais ont fait défaut, on ne pourra que constater chaque fois l'insuccès des stratégies frontistes.

En septembre 1987, la déclaration de Le Pen sur les chambres à gaz, « point de détail de l'histoire de la deuxième guerre mondiale », suscite de nouveau une désapprobation unanime³. Les circonstances en matière d'image sont désastreuses. Les militants du Front national et Le Pen lui-même, selon les témoins de l'époque, se rendent compte que dorénavant cette image les

1. Renée Sabatier, *Sida. L'épidémie raciste*, L'Harmattan, 1989, p. 151 et suiv.

2. *Le Monde*, 19 mai 1987.

3. Valérie Igounet, *Le Front national*, p. 188.

empêchera d'accéder au pouvoir et même de s'en approcher¹. Les conséquences électorales sont moins faciles à cerner, car on observe non pas un retournement de la courbe des résultats, mais seulement un ralentissement de la dynamique enclenchée², plus difficile à mesurer. Mais, effectivement, aucun résultat ne s'approchera des très bons scores prédits initialement par les sondages³. C'est justement ce type de déclaration unanimement condamnée que Marine Le Pen et son équipe s'ingénieront à proscrire (d'où le conflit père-fille), pour percer le plafond de verre qu'il avait érigé à l'encontre de leurs ambitions.

Cet exemple est connu et a été abondamment commenté. Il en existe d'autres.

Après l'arrivée au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2002, un mouvement social de grande ampleur, avec des manifestations immenses, des campagnes anti-FN dans tout le pays, d'innombrables prises de position combatives ont durablement affaibli le mouvement. Non seulement au second tour des présidentielles où, suivant l'expression de Pascal Perrineau : « Les apports de voix tant espérés sont modestes⁴ », tandis que Jacques Chirac réalise plus de 80 % des voix, mais aussi par la suite aux élections législatives où Le Pen perd plus de la moitié de son électorat des présidentielles⁵, « cette très forte mobilisation réactivant l'image très négative du Front national et de son président et la nature très unanimiste de la campagne

1. *Ibid.*

2. *Ibid.*, p. 190-191.

3. *Ibid.*

4. « La surprise lepéniste et sa suite législative », p. 215, in Pascal Perrineau et Colette Ysmal (dir.), *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielles et législatives de 2002*, Presses de Sciences Po, 2003.

5. *Ibid.*, p. 219.

anti Le Pen vont ainsi renvoyer celui-ci dans la marginalité et la dissidence » commente Pascal Perrineau¹. Il est à remarquer que la période qui suit est la fameuse période de « diabolisation » où le Front national stagne durablement. Cette mobilisation exceptionnelle a indéniablement contribué à affaiblir le Front national et certainement à durablement le débanaliser.

L'opposition résolue et massive, chaque fois qu'elle a lieu, met le Front national en échec. Au contraire, les thèmes sur lesquels le Front national trouve de constants relais auprès de nombreux hommes politiques, médias, essayistes, et pamphlétaires, etc. se révèlent être toujours des thèmes à succès. C'est évidemment le cas de cette sorte de campagne sans fin menée sur « l'immigration » et « l'insécurité » dans l'environnement hexagonal du Front national : la surenchère permanente, non seulement verbale mais aussi législative ; les petites phrases proférées par les plus hautes autorités de l'État (« l'invasion » de Giscard d'Estaing, « les seuils de tolérance » de Mitterrand, les « odeurs » de Chirac, le nettoyage « au karcher » de Sarkozy²), le nombre incroyable d'émissions de télévision, de dossiers dans les magazines, de reportages chocs reproduisant les stéréotypes dominants sans prendre aucun recul critique... On peut difficilement imaginer banalisation plus systématique. Or, c'est en donnant à ces thèmes une place absolument centrale que le Front national, pendant de longues années (et en grande partie aujourd'hui encore), a forgé son succès. L'analyse des discours publics du FN le prouve sans équivoque et, par ailleurs, l'adhésion aux

1. *Ibid.*, p. 214.

2. Ainsi que la plaisanterie du même, redevenu candidat à la présidentielle, qui fait rire le public de bon cœur en décrivant « l'inondation » que constitueraient les réfugiés dont des milliers se noyaient dans la même période dans la Méditerranée.

idées du Front national sur ces questions est très élevée depuis les années 80¹.

Aujourd'hui, sans abandonner les thèmes anciens, la propagande du Front national s'est focalisée sur les effrayants méfaits des musulmans². Ce discours s'est tellement répandu en France³ que les électeurs en sont souvent très imprégnés et expriment fréquemment leur inquiétude à ce sujet. Ils sont manifestement nombreux à voter pour un parti qui est en pointe sur ces questions et qui en fait une priorité⁴. Marine Le Pen s'est contentée d'ailleurs de s'emparer d'une thématique que d'innombrables propagandistes avaient instrumentalisée avant elle⁵.

L'exemple chimiquement pur de la campagne de 1987 sur le sida a donc révélé un facteur déterminant des succès (ou échecs) du Front national qui constitue une sorte de règle générale se vérifiant sur tous les cas étudiés : le Front national n'a de succès que lorsqu'il trouve de nombreux relais dans son environnement, c'est-à-dire la société française.

Ces relais ne sont pas nécessairement réalisés par une alliance politique. Ils se sont construits dans les exemples

1. Pour les années 80 : Pascal Perrineau, « Les étapes d'une implantation électorale (1972-1988) », in Nonna Mayer, Pascal Perrineau (dir.), *Le Front national à découvert*, Presses de Sciences Po, 1996. Et encore en 2012 : Pascal Perrineau, *La France au Front*, p. 135.

2. *Ibid.* p. 99.

3. Thomas Deltombe, *L'islam imaginaire. La construction médiatique de l'islamophobie en France 1975-2003*, La Découverte, 2005 ; Abdellali Hajjat, Marwan Mohammed, *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »*, La Découverte, 2013 ; Raphaël Liogier, *Le mythe de l'islamisation. Essai sur une obsession collective*, Seuil, 2012.

4. Pascal Perrineau, *La France au Front*, p. 138-139.

5. *Ibid.*, p. 99.

évoqués ci-dessus par connivence idéologique, par l'acceptation, la reprise, la banalisation des rhétoriques et des mythologies FN par-delà les clivages politiques.

Lorsque ces relais manquent (l'opposition unanime à la campagne sur le sida, l'absence d'une thématique anti immigrés dans l'ordinaire des discours politiques avant les années 80, etc.), toute l'habileté des tribuns ne peut empêcher l'échec. Lorsqu'ils existent, au contraire et dans bien des cas, prolifèrent (sur « l'immigration », « l'insécurité », etc.) le succès est presque toujours au rendez-vous.

Le caractère systématique de ce constat induit une conséquence dont on ne peut négliger l'importance : les succès du Front national ne sont, pour l'essentiel, pas imputables à celui-ci, mais aux dysfonctionnements qui touchent la société française dans son ensemble. C'est d'abord ce qui se déroule au sein de la société française qui permet d'expliquer qu'un parti comme le Front national y prospère. Tout indique que cette mouvance d'extrême droite qui a pris des dimensions monstrueuses dans de nombreuses démocraties européennes, et notamment en France, ne serait rien sans notre active contribution. Le Front national est notre créature.

Front national et perspectives politiques

La société française joue un rôle prépondérant dans la progression du Front national et au sein de cette société les relais, les connivences, sont essentiels pour comprendre cette dynamique. Mais ce ne sont pas les seuls facteurs possibles jouant ce rôle. Continuons l'enquête.

Les phénomènes idéologiques ne sont évidemment pas seuls à influencer sur les consciences. Ce n'est certainement pas une coïncidence si l'extrême droite se développe en France à la fin du XIX^e siècle, dans les

années 30 et depuis les années 80, c'est-à-dire au cours de trois périodes de crise économique ; ou que le Front national s'est d'abord implanté, durablement, « dans la France industrielle (...) souvent celle d'une grave crise économique liée à la mutation d'industries anciennes mais condamnées (automobile, sidérurgie, mines ou chantiers navals)¹ ».

Cependant ces déterminations sociales, certes cruciales, n'induisent pas mécaniquement le développement d'une configuration politique déterminée. La crise de 29 a certes favorisé la naissance du nazisme en Allemagne, mais a abouti au Front populaire en France et au New Deal aux États-Unis. Il faut tenir compte non seulement de la situation économique et sociale, mais aussi de la façon dont elle est appréhendée et dont la société tente d'y faire face.

Une occasion d'étudier cet ensemble (crise économique et réponses politiques) en relation avec les succès du Front national nous est fournie par un nouveau cas d'infléchissement soudain et spectaculaire : l'émergence du Front national en 1983-1984.

De 1972 à 1982, les scores électoraux du Front national sont en dessous de 1 % des suffrages².

Aucune progression n'est en vue, c'est aux législatives de 1981 que la courbe électorale atteint son niveau le plus bas (0,2 %)³. Et tout d'un coup, en 1983, aux

1. Colette Ysmal, Philippe Habert, « Les terres de mission », p. 322, in Nonna Mayer, Pascal Perrineau (dir.), *Le Front national à découvert*.

2. « Même si l'on calcule le pourcentage dans les seules circonscriptions où il y a des candidats du FN, le résultat reste assez modeste : aux alentours de 2 % en 1973 et de 1 % en 1978 et 1981 », Piero Ignazi, « Un nouvel acteur politique », p. 63, in Nonna Mayer, Pascal Perrineau, *Le Front national à découvert*.

3. *Ibid.*

municipales, la liste parisienne de Jean-Marie Le Pen obtient 11,26 % des voix au premier tour. Quelques mois plus tard, à la municipale partielle de Dreux, Jean-Pierre Stirbois obtient 17 % des voix (la liste FN fusionnera avec la liste de droite et des non-inscrits qui remportera les élections). Enfin le 1^{er} juin 1984, la liste de Jean-Marie Le Pen aux élections européennes obtient 10,95 % des suffrages et dix élus. La carrière du Front national est lancée. Que s'est-il passé ?

Les explications données par Piero Ignazi¹, scrutin proportionnel, élections sans enjeu, l'apparition de nouveaux thèmes (immigration et insécurité) ne sont pas crédibles. L'introduction de la proportionnelle ou le fait que les élections européennes ne soient pas perçues comme des élections cruciales ne peut pas expliquer un bond de 0 % à 10 %. Quant à l'immigration et l'insécurité, ce n'était aucunement des thèmes nouveaux dans la propagande électorale FN². Le dernier facteur cité par Ignazi, la crise de la représentation politique, est intéressant mais peu explicatif : pourquoi assiste-t-on soudainement à une crise de la représentation politique ?

Piero Ignazi est tellement obnubilé par les sondages qu'il est resté aveugle à l'énorme événement qui se produisait à ce moment précis en France et dont pourtant tous les journaux parlent, qui est déjà au centre de l'actualité et des débats en juin 1982, et tout au long de 1983 : le tournant de la rigueur³. Il se produit à ce moment-là un infléchissement radical de la politique économique de la gauche, une rupture d'espérance

1. *Ibid.*

2. Ils étaient déjà présents au cours de la campagne des législatives de 1978, sans résultat. Voir Valérie Igounet, *Le Front national*, p. 91 à 95.

3. Pierre Favier, Michel Martin Roland, *La décennie Mitterrand*, t. 1, « *Les ruptures (1981-1984)* », Seuil, 1990, quatrième partie : « La rigueur ».

collective, de très nombreux commentaires et un fort émoi.

En 1981, les grandes espérances suscitées par l'arrivée au pouvoir de la gauche (avec un programme ambitieux de transformation sociale) s'accompagnent d'un affaiblissement du Front national, pourtant déjà très faible. En 1983, le plan de rigueur appliqué par cette même gauche, en totale contradiction avec les promesses et les attentes de ses électeurs (et bien au-delà), s'accompagne d'une montée spectaculaire du Front national. Le traumatisme collectif qu'a représenté ce revirement, la désillusion, l'inquiétude massivement exprimée constituent un choc, un reflux d'espérance seuls à même d'expliquer à ce moment précis l'extraordinaire progression du Front national en si peu de temps, alors que lui-même n'avait pas fondamentalement changé!

La nouvelle visibilité médiatique de Jean-Marie Le Pen a pu contribuer à cette émergence, mais en 1982-1983 elle était encore modeste¹. Quant à la première alliance droite-Front national à Dreux, cautionnée par un certain nombre de dirigeants RPR², elle a, malgré tout, été violemment dénoncée par la majorité des médias, des intellectuels et de très nombreux hommes politiques. On était encore loin de la banalisation. La rupture d'espérance de 1983 est bien le seul événement déterminant qui puisse être mis significativement en relation avec l'émergence du Front national.

Et ce n'est pas une exception. Les variations des résultats frontistes à des moments où les espérances politiques s'infléchissent brusquement (confortées ou déçues) sont souvent observables.

Prenons un exemple devenu paradoxal (tellement les espérances ont été ensuite déçues): l'élection à la

1. Piero Ignazi, *Un nouvel acteur politique*, p. 63, note 1.

2. Valérie Gounet, *Le Front national*, p. 141.

présidence de la République de Nicolas Sarkozy en 2007, et les législatives qui ont suivi. Le candidat de la droite a été élu sur un discours très volontariste, notamment dans les domaines économiques et sociaux. Ce discours tranchait avec le discours purement gestionnaire qui semblait réduire la politique à peu de chose. Et beaucoup de gens semblent y avoir cru, car Sarkozy a été confortablement élu. À la même élection, Jean-Marie Le Pen, n'obtient que 10,44 % des voix et aux législatives, le Front national fait un des pires scores de son histoire (depuis 1983) : 4,29 % des voix. En 2008, le parti lepéniste ne comptera plus que 10 000 adhérents. Mais l'on sait que les illusions du volontarisme verbal, malgré l'agitation frénétique du président, n'ont pas duré, et l'endiguement du Front national non plus. Ramené à sa réalité de discours de propagande, le discours social constamment contredit par les faits a fini par devenir le meilleur argument de campagne frontiste (et de la gauche) et, à partir de la reprise en main de Marine Le Pen, le parti s'est remis à progresser. Dans ce cas encore, le Front national est très clairement affaibli à un moment où semble se dessiner une perspective politique et au contraire remonte quand ces perspectives apparaissent pour ce qu'elles sont : un leurre¹.

Aux élections de 2012, c'est le parti socialiste, emmené par François Hollande qui semblait pouvoir offrir une alternative à ce quinquennat calamiteux, et la progression du Front national fut encore contenue (17,9 % aux présidentielles, deux députés élus aux législatives). Mais lorsque non seulement les promesses

1. L'efficacité de « l'appel du pied » en direction des électeurs du Front national en reprenant ses thèmes a manifestement été surévaluée. En 2012 cette bruyante reprise n'a pas effacé le bilan social extrêmement décevant du bilan Sarkozy : il a été nettement battu.

ont été déçues, mais que le gouvernement est apparu impuissant, attendant le retour de la croissance et s'engageant à son tour dans une politique libérale favorisant les plus riches, les scores du Front national se sont envolés.

Le lien entre existence (ou pas) d'alternatives politiques et résultats de l'extrême droite est très visible dans les pays où l'offre d'alternatives est clairement incarnée par des formations politiques dynamiques proposant des réformes volontaristes et radicales : Podemos en Espagne, Syriza en Grèce. Cette espérance d'alternative, trouvant un large écho dans la population, est chaque fois protectrice vis-à-vis de l'extrême droite. Alors que la situation sociale de ces pays et le discrédit des élites traditionnelles (corruption, etc.) sont des plus propices pour que celle-ci explose, ce n'est nullement le cas en Espagne, et, en Grèce, le parti néonazi Aube dorée, particulièrement dynamique depuis plusieurs années¹, a vu sa progression contenue depuis que Syriza occupe le devant de la scène (et reste encore vecteur d'espoir).

Il est remarquable de constater que chaque fois qu'une alternative politique paraît crédible aux yeux des citoyens-électeurs, l'influence de l'extrême droite baisse, ou reste contenue, tandis que les manifestations d'impuissance, les espérances déçues, les désillusions, apparaissent chaque fois comme des facteurs favorables à sa progression. La capacité à proposer des alternatives crédibles (réelles ou supposées) et l'opposition résolue au Front national et à ses idées, apparaissent donc bien, en de multiples occasions, comme des facteurs décisifs favorisant ou contrariant sa progression. Imaginons une société où le Front national trouverait une opposition

1. Dimitris Psarras, *Aube dorée. Livre noir du parti nazi grec*, Syllepse, 2014.

résolue et unanime, où ses thèmes ne seraient pas banalisés, et où, au contraire, l'idée que les hommes ont la capacité de transformer l'ordre social pour l'améliorer serait devenue banale, ne serait-ce pas une société idéale pour neutraliser un parti d'extrême droite ?

On peut le présumer compte tenu de nos résultats. Mais surtout on peut l'assurer, car cette société a existé et, au cours de son existence pourtant longue, l'extrême droite n'existait quasiment plus. Il s'agit de la société française de 1945 au début des années 80. Pendant cette période d'après-guerre, l'extrême droite était d'abord totalement marginalisée car elle rappelait immanquablement l'occupation, le fascisme, le nazisme. D'autre part, le discours dominant, même à droite, était progressiste (dans tous les domaines : le social, l'éducation, la justice et même dans le domaine religieux avec Vatican II). Pendant ces longues années (plus de 35 ans), les rares apparitions significatives d'extrême droite furent brèves (l'épisode Poujade...) ou groupusculaires (les mouvements Jeune nation, Occident, Ordre nouveau...), et le Front national faisait moins de 1 %.

L'enquête et ses résultats

Ainsi, la longue histoire des succès et des échecs du Front national fournit suffisamment d'exemples pour y voir plus clair, avec un peu de méthode. Il est possible de repérer des événements, des situations particulières isolables, et produisant des effets nets et visibles sur la courbe des résultats du Front national. Il est possible aussi de repérer des séries où, chaque fois, ce même facteur produit le même effet.

Ces investigations n'éclaircissent pas tous les mystères, et notamment ceux de l'âme humaine : la complexité des mobiles psychologiques qui conduisent un électeur à voter FN, question difficile où de nombreux

sondeurs se sont souvent aventurés imprudemment. Mais ces enquêtes permettent malgré tout de répondre à quelques interrogations.

En tout premier lieu, tous les indices convergent pour nous libérer du préjugé selon lequel les succès du Front national lui seraient pour l'essentiel imputable (l'habileté du tribun, la télégénie de Marine Le Pen...). C'est chaque fois l'environnement (nous) qui s'avère prépondérant. Les éléments déterminants qui ont surgi de l'enquête, les relais et connivences qu'il rencontre dans une grande partie de la société et l'existence d'alternatives politiques désirables et crédibles, ne sont en rien des caractéristiques du parti lepéniste mais renvoient à l'état de la société française dans son ensemble. Même l'habile stratégie de banalisation de Marine Le Pen n'a d'efficacité que parce que cette banalisation du parti et de ses idées s'est généralisée à l'ensemble, ou presque, de la société, ce que nous n'avons cessé de démontrer dans cet ouvrage.

D'autre part, l'affirmation constamment répétée selon laquelle combattre résolument le Front national (attitude nommée en terme lepéniste « diabolisation »), et mettre en cause radicalement sa vision du monde, ferait « le jeu de Le Pen », tandis que se mettre à son tour à dénoncer « l'insécurité », « l'immigration », etc. (ne pas « abandonner ces thèmes au Front national »), serait la meilleure façon de l'endiguer... tout cela ne repose pas, ne serait-ce que sur un infime élément de preuve. C'est essentiellement un discours justificatif pour les nombreux suiveurs du Front national et un argument polémique contre ceux qui persistent à (trop...) critiquer le Front national. Bien au contraire, tous les indices et l'histoire de la confrontation avec ce parti, indiquent que c'est en combattant sans concession, lui, ses idées, la banalisation de ses idées, que l'on parvient à l'affaiblir. Et, répétons-le, la connivence

généralisée avec ses idées a toujours l'effet inverse. Il était nécessaire de patiemment le démonter, exemple après exemple, tant le discours dominant a brouillé les repères.

Enfin, la situation économique et sociale joue aussi, évidemment, un rôle important. Mais il ne s'agit pas d'une fatalité, d'un déterminisme strict. Lorsqu'apparaissent des forces sociales ou politiques susceptibles de résoudre les problèmes, de proposer des alternatives, les crises (économiques, politiques, etc.) ne profitent aucunement au Front national, de multiples exemples le prouvent. C'est chaque fois l'impuissance, le vide, la résignation devant le fait, aussi injuste soit-il, l'incapacité à imaginer et promouvoir une alternative qui fait prospérer le parti frontiste. Dans ce cas aussi, cette configuration négative s'est produite assez souvent pour qu'on puisse parler de règle générale.

La prise en considération de ces quelques éléments est apte à nous libérer de l'idée répandue selon laquelle tout aurait été essayé contre le Front national, mais que ça n'aurait « pas marché ». Ce n'est d'abord pas vrai, plus d'une fois notre action a été efficace. Et puis, si ce sont nos dysfonctionnements qui font le succès des lepénistes, nous pouvons bien sûr y remédier. À commencer par ne pas lui prêter la main.

CONCLUSION

Aujourd'hui et demain

Au terme de ce parcours critique, il reste à dire où nous en sommes et où nous pourrions aller.

Aujourd'hui

Qu'en est-il aujourd'hui du Front national en France ?

Non seulement il engrange une série impressionnante de succès électoraux, mais tout ce que nous avons appris au cours de nos analyses tend à montrer que nous sommes, aujourd'hui, jusqu'à la caricature, dans le type de société qui favorise à l'extrême la progression du Front national.

Nous ne nous attarderons pas ici sur la façon dont les gouvernements successifs semblent s'être ingéniés à désespérer les citoyens et les électeurs de la politique (des affaires de corruption aux promesses sociales toujours trahies...). Ils ne représentent en aucun cas des alternatives crédibles dans un monde en crise, et, pour le moment en France, un regroupement de forces sociales et politiques susceptibles de l'incarner aux yeux d'une part notable de l'opinion (à la façon de Podemos ou de Syriza) n'a pas réussi à émerger.

Quant à la banalisation, elle a pris des proportions jamais vues : banalisation du FN depuis qu'il a été repris en mains par Marine Le Pen, reprise de ses thématiques, acceptation de sa rhétorique sans la démonter, de ses positions programmatiques sans les décrypter, engourdissement éthique face à des dispositions et

des pratiques attentatoires aux droits de l'homme, à la démocratie, aux valeurs les plus fondamentales de notre République, discours lénifiant sur le populisme... nous avons rencontré tout au long de cet ouvrage, cette culture banalisante multiforme. Elle ne touche pas seulement des organes de propagande grossière, droitière et extrême droite mêlés, du type *Valeurs actuelles*, mais des pans entiers de notre univers politique, médiatique, culturel.

Deux exemples caractéristiques.

De nouveau Houellebecq

« Romancier, essayiste, poète lu dans le monde entier¹ ». L'auteur de *Soumission* est ici inépuisable. Non seulement son roman s'organise autour d'un des principaux archétypes du lepénisme : l'islamisation de la France, mais il y éparpille une foule d'éléments sortis de cette mythologie. Par exemple, le nom du village typiquement français où le narrateur vient se replier alors que la France bascule dans l'islamisme, est « Martel ». Au cas où le lecteur n'aurait pas compris où était ici l'astuce littéraire, il est précisé un peu plus loin : « Charles Martel a battu les Arabes à Poitiers en 732, donnant un coup d'arrêt à l'expansion musulmane vers le nord. C'est une bataille décisive qui marque le vrai début de la chrétienté médiévale². » À part le fait qu'il y eut bien une bataille quelque part (entre Poitiers et Tours) opposant les troupes de Charles (le surnom « Martel » ne sera adopté que quatre siècles plus tard) à celles de l'émir de Cordoue, Abd Al Rahmân, tout est faux : aucun projet d'expansion vers le nord ; ce ne fut en rien une bataille prenant sens dans une guerre de religions

1. *Soumission*, 4^e de couverture.

2. *Ibid.*, p. 148.

ou de civilisations. Sarrasins et Chrétiens ne formaient pas des blocs homogènes antagonistes (il leur arrivait de s'allier entre eux contre d'autres Chrétiens, Provençaux et Sarrasins s'allièrent par exemple contre Charles); celui-ci pillait à l'occasion les biens de l'église, etc.¹

Mais surtout, ce n'est pas faux n'importe comment. Houellebecq reproduit l'imaginaire du « choc des civilisations » de Samuel Huntington et la mythologie identitaire de l'extrême droite contemporaine, tous deux adeptes de ce récit mythifié de Charles Martel repoussant l'invasion des Arabes².

La romancière Christine Angot remarque, avec beaucoup de finesse, que Houellebecq ne montre que ce qui est visible et non « ce qui est derrière³ ». Il faudrait ajouter que ce qui est visible n'est pas un visible brut, mais ce que les œillères du moment nous font voir (si nous ne cherchons pas « derrière »). Et c'est avec les lunettes déformantes d'extrême droite que l'auteur de *Soumission* voit ici l'histoire de France et le village de Martel. Un véritable témoignage de la diffusion de cette vision du monde formant le « visible » houellebecquien.

Christophe Guilluy et Laurent Bouvet

Christophe Guilluy a de la chance, beaucoup de médias l'apprécient et lui ouvrent leurs colonnes⁴.

1. William Blanc, Christophe Naudin, *Charles Martel et la bataille de Poitiers. De l'histoire au mythe identitaire*, Libertalia, 2015.

2. *Ibid.*, les auteurs étudient aussi l'histoire des mémoires et instrumentalisation de cet épisode.

3. Christine Angot, « C'est pas le moment de chroniquer Houellebecq », *Le Monde*, 16 janvier 2015.

4. Le bandeau de promotion de *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Flammarion, 2014, cite par exemple *Marianne*: « Le seul livre que devraient lire Hollande, Valls, Mélenchon, Bayrou, Juppé, Sarkozy »...

Est-ce pour sa « lumineuse démonstration¹ » ? On peut en douter, l'analyse critique de ses chiffrages et de ses affirmations à l'emporte-pièce est généralement dévastatrice². Peu importe, Christophe Guilluy propose une mythologie très simple et bien dans l'air du temps. La question sociale se réduirait à l'opposition binaire et géographique entre les nantis, habitant en métropole et les classes populaires habitant les zones périurbaines. À ceux qui objecteraient qu'il existe des pauvres aussi dans les métropoles (et des riches dans les zones périurbaines...), notamment les quartiers populaires (« quartiers sensibles »), Guilluy répond cette chose incroyable : les habitants de ces quartiers, et d'une façon plus générale des « banlieues », seraient des nantis. « La rapidité avec laquelle a émergé en banlieue une petite bourgeoisie issue de l'immigration maghrébine et africaine à un moment où l'intégration des classes économiques et sociales des classes populaires (d'origine française ou étrangère) n'est plus assurée est un des signes de la réussite partielle de ces politiques publiques (destinées à ces banlieues³). » Avec la tranquillité de l'idéologue, Guilluy efface, par quelques affirmations de ce type, trente ans de sociologie urbaine qui n'a cessé de décrire la pauvreté massive des habitants de ces quartiers (taux de chômage très élevé, échec scolaire, dégradation urbaine, etc.⁴). La pauvreté du peuple (le vrai peuple qui vit dans les zones périurbaines) n'est pas mise en rapport

1. *Ibid.*, citation du *Figaro*.

2. Insee, « France, portrait social », novembre 2014 ; Benoît Bréville et Pierre Rimbart, « Une gauche assise à la droite du peuple », *Le Monde diplomatique*, mars 2015 ; *Libération*, 17 septembre 2014, etc.

3. *La France périphérique*, p. 45.

4. Dans *Libération* du 17 septembre 2014, certains de ces sociologues répondent à Guilluy.

avec les privilèges des riches (actionnaires aux énormes dividendes, parachutes dorés, stock-options, etc.) mais constamment avec les largesses dont bénéficieraient les habitants des banlieues¹. « Dans un sondage Ifop, 67 % des Français estiment que l'on en fait plus pour les immigrés que pour eux² » insiste Guilluy. Une idée qui peut paraître originale, sauf aux lecteurs familiers des textes FN qui, depuis la fin des années 70 ne cessent d'accuser les « immigrés » (« les banlieues », etc.) d'accaparer les aides sociales au détriment des (vrais) Français. Les efforts spéculatifs de Guilluy ont accouché d'un article de foi lepéniste.

D'où tire-t-il ses évidences ? En grande partie de ces sondages (du type de celui cité ci-dessus) où des sondés des classes populaires sont nombreux à fournir des réponses intolérantes au sondeur³.

Un nombre important de sondés issus du (vrai) peuple (et donc habitant à la périphérie...) vote donc Front national, trouve qu'il y a trop d'immigrés, etc. Allons-nous en débattre avec eux ? Défendre l'idée que ce n'est pas « l'immigré » qui est responsable de leurs fins de mois difficiles, mais un système économique et social qui produit ce type d'effets un peu partout, immigrés ou pas ? Allons-nous favoriser des formes de sociabilité, de solidarité, de luttes communes comme le faisait Jaurès, non sans efficacité, pour combattre les

1. On se souvient qu'il y a quelques années, c'était les fonctionnaires qui jouaient ce rôle de nantis malgré de multiples contre-exemples flagrants. Un sommet de cette littérature : François de Closets, *Toujours plus*, Grasset, 1982.

2. *La France périphérique*, p. 170.

3. Mais peut-être seraient-ils nombreux à s'opposer à l'expulsion d'une enfant étrangère qui serait dans la même classe que leur enfant, ce qui se vérifie fréquemment, etc. Les sondages ne saisissent pas la réalité complexe et ambivalente.

divisions entre ouvriers français et immigrés (ouvriers aussi) italiens au tournant du xx^e siècle¹ ? Non, surtout pas !

Pourquoi ? C'est là qu'entre en jeu la notion d'« insécurité culturelle » développée notamment par Laurent Bouvet².

Laurent Bouvet explique que pour comprendre pourquoi la gauche a perdu les classes populaires, il faut écouter le peuple. Or, celui-ci, entendu essentiellement par le truchement des sondages, exprimerait un sentiment d'insécurité exacerbé par les mesures et réformes « sociétales » en faveur des immigrés, des femmes, des homosexuels... prônées par la gauche. Si elle veut reconquérir les classes populaires, il faut donc qu'elle abandonne cette politique « sociétale », qu'elle ne défende plus le droit de vote des étrangers aux élections locales³, qu'elle cantonne l'expression des « croyances » dans « l'espace privé⁴ », qu'elle arrête de réclamer des droits pour les homosexuels⁵ et des politiques d'égalité pour les femmes (car cela risque de déranger ceux qui défendent des valeurs religieuses et familiales traditionnelles et sont troublés par le thème du « genre⁶ »). Laurent Bouvet nomme tout cela, à contresens, des « luttes identitaires⁷ ». À contresens, car défendre l'égalité des droits

1. José Cubero, *Nationalistes et étrangers. Le massacre d'Aigues-Mortes*, Imago, 1996, p. 215.

2. *L'insécurité culturelle*, Fayard, 2015. Ce type d'idées est issu d'une mouvance politique proche du parti socialiste : « la gauche populaire » à laquelle ont participé Christophe Guilluy et Laurent Bouvet. Voir sur cette mouvance Régis Meyran, Valéry Rasplus, *Les pièges de l'identité culturelle*, Berg international, 2014, p. 109 et suiv.

3. *L'insécurité culturelle*, p. 170.

4. *Ibid.*, p. 180.

5. *Ibid.*, p. 155.

6. *Ibid.*, p. 154-155.

7. *Ibid.*, p. 168.

pour tous est le contraire de défendre la prééminence (« Français d'abord ») et la pureté de sa communauté, de discriminer, ségréguer, exclure les autres.

Sans même revenir sur les fondements psychologiques risqués de cette notion d'insécurité culturelle (penser ces phénomènes dans un registre sécuritaire en pleine période de propagande sécuritaire nous en apprend peut-être plus sur les sondeurs et commentateurs que sur les sondés), remarquons que tout ce raisonnement est fondé sur l'évidence selon laquelle défendre les immigrés, les femmes, les homosexuels profite au Front national. Mais personne n'est allé vérifier si c'est vrai. Le fait que les électeurs du Front national expriment des opinions hostiles aux « immigrés » ou aux musulmans n'indique en aucune façon ce que nous devons faire pour enrayer les succès des frontistes. Est-ce qu'à partir de ce constat nous devons combattre ces idées ? Ou garder le silence ? Ou les défendre à notre tour ? Cela demande à étudier, quand c'est possible, les effets objectifs observables de ces stratégies, pas de se laisser guider par l'évidence, c'est-à-dire les préjugés du moment.

Or, l'ensemble des exemples analysés dans le chapitre 4, où les succès ou échecs ont pu être mis en relation avec des facteurs sociaux précis, fait apparaître que la solution de Laurent Bouvet, la résignation au fait établi (ici la pénétration d'idées lepénistes dans certains milieux populaires) est totalement catastrophique. Jamais l'acceptation de la vision du monde d'extrême droite comme une donnée intangible n'a protégé de quoi que ce soit, l'absence de réaction à sa banalisation a toujours été désastreuse.

Christophe Guilluy va encore plus loin que Laurent Bouvet dans l'acceptation du fait. Guilluy ne dit pas seulement qu'il faut faire silence sur ces questions pour ne pas faire le jeu de Le Pen, il dit que lorsque les classes populaires adoptent ces positions, elles ont raison. « En

effet, l'approche de la crise par le « populisme » vise à décrédibiliser les réactions des classes populaires. » Ce sont les élites aveugles qui perçoivent dans les réactions du peuple l'intolérance vis-à-vis des immigrés, un symptôme de « populisme » (traduction : « d'extrême droite »). « Contrairement à ce que l'on croit, le diagnostic rationnel, objectif, est celui des classes populaires, car ce sont elles qui vivent depuis 30 ans les effets de la mondialisation (...) et de son corollaire lié à l'immigration (aléas de la cohabitation, quartiers difficiles, problèmes de logement, déshérence de l'école, instabilité démographique...)¹. » « L'immigration » se résume donc à une liste de méfaits si évidents qu'il suffit de les citer, et la dite « immigration » composée en grande partie de Français, souvent depuis plusieurs générations, poserait toujours problème en tant que population « immigrée » (« immigrée » pour l'éternité). On comprend pourquoi les électeurs du Front national ont si souvent raison chez Guilly : celui qui observe n'a plus aucun recul par rapport au mode de pensée qu'il étudie. C'est à partir de leurs catégories, de leur grille de lecture qu'il en juge.

Ces idées du Front national reprises (en partie) par les habitants des zones périurbaines deviennent plus que des faits intangibles : des vérités universelles. Ainsi Guilly redécouvre les thèmes les plus éculés de l'extrême droite comme une révélation des lois immuables de la nature humaine et sociale. « J'utilise toujours cette parabole : c'est l'histoire d'un village qui accueille une famille d'immigrés, l'accueil est plutôt positif (...) Cette famille fait venir des cousins (...) Puis, ces cousins font venir des amis qui eux-mêmes accueillent de nouveaux immigrés... et là les choses se tendent », etc. Ce type de « parabole » que l'extrême droite expose à tout bout de champ depuis plus de cent ans, d'abord pour les Juifs

1. *La France périphérique*, p. 90.

et les Italiens, aujourd'hui pour les Arabes et les Noirs, le fantasme d'invasion, l'exception maurrassienne, les « seuils de tolérance » inexorables car indépendants des contextes sociaux... cette mythologie extrême droitiste devient chez Guilluy une loi universelle : « le rapport à l'autre ne connaît pas de spécificité territoriale, il est universel¹ ». L'acceptation du mode de pensée lepénisé n'a ici plus de limite, jusqu'à faire d'un certain nombre d'éléments de propagande FN des lois universelles des sociétés.

Dans la société française d'aujourd'hui, Houellebecq, Bouvet, Guilluy, ne sont pas des parias. Au contraire, la plupart des médias leur sont ouverts, leurs livres abondamment commentés, etc.² Ils peuvent donc être pris pour symptômes représentatifs d'un état de la culture française où le consentement au lepénisme et à sa banalisation a pris des proportions inédites.

Demain

La situation, aujourd'hui, n'est pas brillante. Le Front national réalise des scores impressionnants et la résistance de la société française à ce phénomène s'avère particulièrement lacunaire. Pourtant, les résultats de cette étude critique n'ont rien de désespérant. Nous ne sommes nullement condamnés à l'impuissance.

Certes, l'analyse a révélé un Front national beaucoup moins « républicain », « laïque », etc. qu'il ne le prétend, et nombre de commentateurs après lui. Contrairement à ce qui se dit partout, il n'a « aucun rapport avec le

1. *Ibid.*

2. Il existe des critiques argumentées mais beaucoup moins médiatisées : Régis Meyran, Valéry Rasplus, *Les pièges de l'identité culturelle* ; Dominique Sopo, *La grande peur des belles âmes* ; Benoît Bréville, Pierre Rimbart, *Une gauche assise à la droite du peuple*.

fascisme ». Il véhicule, y compris dans la version remaniée de la nouvelle équipe dirigeante (depuis 2011), le même dispositif identitaire, les mêmes tendances au catastrophisme sécuritaire répressif et aux pratiques autoritaires que celles qu'on peut déceler dans la plupart des partis fascistes avant qu'ils ne parviennent au pouvoir. À ce stade de « parti attrape tout », selon la formule de Paxton, ce ne sont que des potentialités et non le fascisme sous sa forme achevée. Le destin n'est pas déjà tout tracé, mais l'existence de ces potentialités au sein du Front national est indéniable. Et cela n'a rien d'un détail ! Même en appliquant simplement son programme, le Front national nous fait basculer dans une société qui détruit les valeurs fondamentales d'une démocratie, un type de société que nous ne connaissons plus en France depuis Vichy.

Enfin, pour ce qui est des points « positifs », séduisant telle ou telle catégorie d'électeurs, la lecture serrée, ne serait-ce que du programme officiel du parti, permet de déconstruire nombre de mythes diffusés par la nouvelle équipe dirigeante, dont l'affirmation selon laquelle le programme économique du Front national serait de gauche.

Derrière l'image rassurante d'un parti devenu fréquentable, s'étant rallié à la république, etc. l'investigation critique découvre assez vite un parti d'extrême droite ayant gardé toute sa logique d'un parti entièrement antidémocratique. Tout cela était à mettre en lumière dans un environnement où les quelques études critiques sur le sujet sont noyées dans le flot des discours banalisants et superficiels. Mais si le Front national est dangereux, il n'est aucunement invincible. Nos actions, plus d'une fois, l'ont affaibli et mis en difficulté. Il n'a rien pu faire contre l'opposition résolue à sa campagne, propageant la peur des « sidaïques » ; il a été durablement affaibli par la réaction populaire massive

dans la France entière, à la suite de la qualification au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2002, etc. Il n'est non seulement pas invincible, mais il n'est quasiment rien à lui tout seul. À la façon du pouvoir dans le « Discours de la servitude volontaire¹ » de La Boétie, il n'a de puissance et de succès que parce que nous y contribuons. Les exemples traités dans cet ouvrage le prouvent abondamment.

Qu'est-ce donc ce « nous » qui consent et qui favorise la lepénisation à l'intérieur de la société française ? Un élément, rencontré au cours de notre étude, permet, à lui seul, de s'en faire une idée : cette affirmation absurde mais constamment répétée qu'en combattant le Front national, on « fait son jeu », et, qu'en allant au contraire dans le même sens que lui (stigmatisant les mêmes boucs émissaires, alimentant les mêmes peurs), on l'affaiblit.

D'abord, cette énième version de « l'effet pervers », archétype de l'argument réactionnaire², sollicite notre sentiment d'impuissance, notre lâcheté, notre abandon au rapport de force institué. Ce ne serait pas la peine de combattre le Front national. Cela générerait des effets non voulus qui le renforceraient encore. Laissons donc faire les frontistes et les autorités qui savent bien ce qu'il est réaliste de faire : accepter, imiter, et surtout pas, combattre.

Ensuite, cet argument partout répété, est le signe qu'un peu partout, des hommes politiques, des essayistes, des journalistes, s'apprêtent, derrière ce paravent rhétorique, à se taire (au mieux) ou à utiliser à leur tour le type d'arguments qui ont fait le succès du Front national (au pire). Mais, en fait, ce ne sont pas

1. *Discours de la servitude volontaire*, Vrin, 2014, p. 42-43-44.

2. Albert O. Hirschman, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Fayard, 1991.

ses arguments seuls, nous l'avons vu, qui font le succès du FN, mais justement toutes ces connivences qu'ils s'apprêtent à lui offrir, formant ses indispensables relais publics.

Enfin, cet argument n'en est pas un, car il ne repose sur rien, sur aucun embryon ou début de preuve. Il ne peut se déployer partout depuis tant d'années que par démission collective de la pensée critique, rare et marginalisée, noyée sous la multitude des discours de propagande et de commentaires acritiques.

Tout cela suggère parfaitement quel ordre des discours (et des pratiques) rend la société française compatible et productrice de la puissance du Front national, qui n'est, par lui-même, presque rien.

Que faire, face au Front national ?

S'arracher à ces abandons mortels, à ces acceptations impuissantes, à ces rhétoriques mensongères, à ces collaborations masquées et à ces pensées sans rigueur critique.

Ne nous laissons pas intimider par ce tintamarre. Ce n'est pas en combattant le Front national que l'on fait « le jeu de Le Pen », c'est en ne le combattant pas.

Ce n'est pas seulement Le Pen qui est à combattre, mais tout ce qui, dans la société française, le banalise, le relaye et pactise avec lui.

Enfin, nous savons que nous combattons efficacement le Front national chaque fois que nous redonnons sens à l'action sociale et politique, celle qui transforme (un peu au moins...) le monde. Et fait revivre les promesses de liberté, d'égalité, de fraternité.

Les Éditions Utopia
61, bd Mortier 75020 Paris
contact@editions-utopia.org
01 43 57 32 14

Creative Commons

Cette œuvre est mise à disposition sous licence Attribution – Pas d'Utilisation Commerciale – Partage dans les mêmes conditions – Indication de l'origine.



Direction artistique/couverture : Fabienne Couderc
Maquette : Palimpseste
Corrections : Henry Lombard, Erick Montagne
et Jean-Jacques Pascal

Achévé d'imprimer sur les presses de l'imprimerie Jouve à Mayenne
sur du papier issu de forêts gérées durablement labélisé PEFC.
Imprimeur certifié ISO 14 001

Dépôt légal : mars 2017
ISBN : 978-2-919160-26-6

On a tous vu ou entendu ces citoyens en colère expliquant qu'ils ont été déçus par la droite et par la gauche et qui disent : **« Pourquoi ne pas essayer le Front national ? »**

Mais qu'est véritablement le Front national ? Comment les idées de ce parti ont-elles réussi à infiltrer progressivement des esprits qui, pour la plupart, ne se disent pourtant ni d'extrême droite ni fascisants ? Pourquoi depuis plus de quarante ans n'arrive-t-on pas à le contrer efficacement ? **Quel est le véritable ADN de ce parti qui se prétend respectable ?**

On ne peut pas comprendre les succès du FN sans étudier la société, la culture, l'histoire dont il se nourrit. Notre société, notre culture, notre histoire.

Peut-on combattre le FN en parlant comme lui, en posant les mêmes questions que lui, en acceptant les concepts et le champ d'évaluation où il se situe : « identité », « Français de souche », « diabolisation », « communautarisme », « assimilation », « populisme »... ? Ce vocabulaire hélas devenu le nôtre.

Il nous faut aussi comprendre comment l'obsession ethnique de ce parti structure, aujourd'hui comme hier, toute sa pensée, son imaginaire, ses pratiques, ses penchants clairement autoritaires et sa volonté d'instituer des discriminations partout.

Une fois élargi le regard et dissipé ce théâtre d'ombres, apparaît une formation politique beaucoup moins anodine qu'on ne le dit, **qui n'a pas rompu avec les héritages les plus inquiétants de notre histoire contemporaine.**



André Koulberg, après avoir consacré de nombreuses années à l'enseignement de la philosophie, est aujourd'hui l'un des animateurs de l'Université populaire du Pays d'Aix. Il est l'auteur en 1989 du livre *L'affaire du voile islamique* (éd. Fenêtre sur cour).

10 euros

